









**JACQUES AMALRIC**



# EUROPE

## Italie

### MM. Fanfani et Berlinguer menagent les chances d'une coopération entre démocrates-chrétiens et communistes

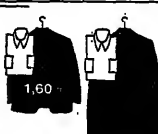
De notre correspondant

Rome. — Les réunions de la direction de la démocratie-chrétienne et du comité central du parti communiste italien, qui se sont déroulées le lundi 3 juin à Rome, ont donné lieu à un véritable dialogue à distance entre les secrétaires généraux des deux mouvements. MM. Fanfani et Berlinguer ont échangé des vues très sérieuses sur les problèmes de la coopération entre les deux forces politiques. — M. Fanfani, président du conseil, a déclaré que le gouvernement ne pouvait pas se permettre de laisser les deux forces politiques se battre entre elles. Il a souligné que la coopération entre les deux forces politiques était une nécessité pour la stabilité de la démocratie italienne.

M. Fanfani a déclaré que le gouvernement ne pouvait pas se permettre de laisser les deux forces politiques se battre entre elles. Il a souligné que la coopération entre les deux forces politiques était une nécessité pour la stabilité de la démocratie italienne.

#### Réorganisation des services de police

Cependant, M. Tavanti, ministre de l'Intérieur, a déclaré que le gouvernement ne pouvait pas se permettre de laisser les deux forces politiques se battre entre elles. Il a souligné que la coopération entre les deux forces politiques était une nécessité pour la stabilité de la démocratie italienne.



**CAPEL**  
habille en long comme en large

Magasin principal : 64 boulevard de Sébastopol 75003 Paris. 772 6239  
Capel sélection : centre com. Maître-Montpensier 75015 Paris. 530 7351

## Grande-Bretagne

### Les partisans du retrait des troupes d'Irlande du Nord paraissent marquer des points

La première journée du débat extraordinaire des Communes sur la crise d'Irlande du Nord, le lundi 3 juin, a montré que les partisans du retrait des troupes britanniques de l'Irlande du Nord paraissent marquer des points.

Le débat a été marqué par une série de interventions de partisans du retrait des troupes britanniques de l'Irlande du Nord. Les partisans du retrait ont souligné que la présence des troupes britanniques en Irlande du Nord était une source de tension et de violence.

#### De notre correspondant

Le débat a été marqué par une série de interventions de partisans du retrait des troupes britanniques de l'Irlande du Nord. Les partisans du retrait ont souligné que la présence des troupes britanniques en Irlande du Nord était une source de tension et de violence.

### Une longue tradition « républicaine » : la grève de la faim

La mort de Michael Gough dans une prison de l'Irlande du Nord, le lundi 3 juin, a été l'occasion d'un débat extraordinaire des Communes sur la situation en Irlande du Nord. Le débat a été marqué par une série de interventions de partisans du retrait des troupes britanniques de l'Irlande du Nord.

Le débat a été marqué par une série de interventions de partisans du retrait des troupes britanniques de l'Irlande du Nord. Les partisans du retrait ont souligné que la présence des troupes britanniques en Irlande du Nord était une source de tension et de violence.

#### Un « mode de torture »

Les déclarations de Michael Gough, le lundi 3 juin, ont été l'occasion d'un débat extraordinaire des Communes sur la situation en Irlande du Nord. Le débat a été marqué par une série de interventions de partisans du retrait des troupes britanniques de l'Irlande du Nord.

## Portugal

### LE GÉNÉRAL SPINOLA

A REQU M. EDGAR FAURE

M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, en visite privée au Portugal depuis vendredi 3 juin, le lundi 3 juin, par le général Spínola. A l'issue de ces entretiens, il a déclaré qu'il avait fait part de l'intérêt qu'il portait au retour de la démocratie en Portugal, à la fois dans le monde et dans le sens interne.

De son côté, M. Van Der Stoep, ministre intermédiaire des Affaires étrangères, a déclaré qu'il était prêt à entreprendre une série de négociations avec le général Spínola pour la décolonisation de l'Angola.

On apprend d'autre part que M. Diadinevich, secrétaire adjoint pour l'Europe, a déclaré qu'il était prêt à entreprendre une série de négociations avec le général Spínola pour la décolonisation de l'Angola.

On apprend d'autre part que M. Diadinevich, secrétaire adjoint pour l'Europe, a déclaré qu'il était prêt à entreprendre une série de négociations avec le général Spínola pour la décolonisation de l'Angola.

## Espagne

### Mgr Casaroli va chercher à déteindre les relations entre l'Eglise et l'Etat

De notre correspondant

Madrid. — Mgr Casaroli, secrétaire aux affaires publiques du Saint-Siège, est attendu ce mardi 4 juin, à Madrid, pour une série de entretiens avec le cardinal Tisserant, archevêque de Madrid, et le cardinal Casaroli, archevêque de Séville.

Le voyage de Mgr Casaroli à Madrid est l'occasion d'un débat extraordinaire des Communes sur la situation en Espagne. Le débat a été marqué par une série de interventions de partisans du retrait des troupes britanniques de l'Irlande du Nord.

Le séjour à Madrid du secrétaire de la Sacre Congrégation du clergé, Mgr Casaroli, est l'occasion d'un débat extraordinaire des Communes sur la situation en Espagne. Le débat a été marqué par une série de interventions de partisans du retrait des troupes britanniques de l'Irlande du Nord.

Le séjour à Madrid du secrétaire de la Sacre Congrégation du clergé, Mgr Casaroli, est l'occasion d'un débat extraordinaire des Communes sur la situation en Espagne. Le débat a été marqué par une série de interventions de partisans du retrait des troupes britanniques de l'Irlande du Nord.

## Nous assurons 6 millions de déplacements par jour. Pour venir vous chercher. Et vous reconduire.

Nous avons quelque chose en commun : le train, le métro, l'autocar et l'autobus. Seule différence : vous, vous êtes conduits et nous, nous conduisons. Nous conduisons même beaucoup.

Aujourd'hui, les Transports en commun assurent la moitié des déplacements de l'ensemble des habitants de la région parisienne. Cela représente pour nous 6 000 000 de déplacements par jour, pour venir vous chercher et vous reconduire en toute sécurité.

Nous sommes 50 000 conducteurs, techniciens, ingénieurs, pour veiller au bon fonctionnement de ce service régulier.

Nous avons 6153 arrêts d'autobus, d'autocar, de métro ou de train, pour qu'ils soient proches de chez vous. Ils sont à votre service très tôt. Et très tard.

Enfin, pour vous emmener partout, dans la région parisienne, nous avons un réseau de 3 614 kilomètres de "routes", souterraines ou non, plutôt moins encombrées que les autres.

En fait, nous avons beaucoup de choses en commun.

## Transports en commun de la région parisienne.

Nous allons où vous allez.





# EUROPE

## Tribune internationale

### POUR UNE DÉFENSE EUROPÉENNE

Par LORD GLADWYN (\*)

**L**e plus frappant dans les récentes manifestations de l'opinion française à propos de la défense nucléaire, c'est la persistance des thèses selon lesquelles elle reposerait essentiellement sur le développement maximal de la puissance nucléaire, tout tactique que stratégique. La France poursuivrait ainsi la possibilité d'intervenir dans d'importantes situations en brandissant sa bombe atomique.

Si nous voulons être réalistes, nous devons cependant admettre que la seule puissance que la France et la Grande-Bretagne pourraient bien chercher un jour à « dissuader », est la Russie. Or, devant donc en conclure que l'objectif primordial de la politique de défense de la France — exception faite de quelques petites unités destinées à contraindre son influence dans son arrière-pensée — devrait être de contrebalancer tout effort de la part de l'U.R.S.S. d'étendre vers l'Ouest son influence, ou son empire.

Mais alors il est évident que cet objectif devrait être poursuivi de concert avec les alliés. Si nous n'arrivons pas à constituer une défense « crédible » sur une base interalliée, il est possible que la Grande-Bretagne pense un jour à « dissuader » la Russie. Si, par conséquent, nous ne pouvons pas conclure que l'objectif primordial de la politique de défense de la France — exception faite de quelques petites unités destinées à contraindre son influence dans son arrière-pensée — devrait être de contrebalancer tout effort de la part de l'U.R.S.S. d'étendre vers l'Ouest son influence, ou son empire.

Il est vrai que, jusqu'à une date récente, la France a pu compter sur la volonté de la Grande-Bretagne de défendre, au tout début de cause, elle-même. De même l'Europe, de concert avec quelques « satellites » européens. De cette façon la France pouvait choisir de rester pour ainsi dire en dehors du système, se concentrant sur les possibilités de devenir elle-même une sorte de super puissance. Toujours au point de vue doctrinal, cette thèse n'est plus soutenable. Car il est évident qu'à l'heure actuelle l'Amérique d'inter-voies sur la possibilité de toujours accepter la principale responsabilité de la défense de notre continent. Il est vrai que, pour quelques années au moins, n'est pas défendable sans une certaine présence américaine. Mais il est aussi vrai qu'en l'absence du facteur « assise » européenne, la Communauté européenne, à la longue, n'est pas défendable du tout.

Qui pourrait être cet associé de l'Amérique? Soyons francs : il ne pourrait être autre chose qu'une entité se développant au sein de la Communauté d'une façon organique ou bien en étroite association avec elle. Pour assurer son succès, la France devrait faire partie intégrante de ce nouveau mécanisme. Ce n'est pas une simple question de territoire. Le but initial serait de constituer un système commun de défense « conventionnelle » contre les chars et les avions au sein des années tout à fait nouvelles telles que celles qui ont été déployées récemment dans le Soudan et sur les hauteurs du Golan. Considérant l'économie de personnel qui en résulterait, pour ce pas porter des possibilités de financer toute l'opération, nous ne pouvons que nous féliciter. Les armées pourraient être développées et installées sans une trop grande dépense. A l'arrière-plan se trouveraient évidemment les forces nucléaires stratégiques de la Grande-Bretagne et de la France, qui assureraient l'équilibre de dissuade contre toute tentative d'interférer ces deux pays : pour peu à peu, un système défensif mettrait en œuvre des engins nucléaires « tactiques » utilisables en « seconde frappe » pour établir un Allemagne parallèlement à l'opération existante, et sans doute sur la base d'une coopération plus ou moins lointaine.

**O**n peut envisager deux moyens différents d'organiser un tel système. La France pourrait rallier l'« Eurogroupe », comité officieux de dix membres de l'O.T.A.N., qui a sensiblement accru depuis 1971 l'efficacité de la défense de ces pays, notamment en ce qui concerne l'infrastructure et les communications. Mais si la France trouve que l'« Eurogroupe » est un rapprochement trop étroit, pourquoi ne s'associerait-elle pas à un comité d'experts ayant comme premier objectif d'établir un projet de coopération militaire entre la France, les Américains, des armées alliées pour une nouvelle conception de la défense européenne? Il s'agirait évidemment des techniques les plus modernes et existantes des fusées Sam, des engins antichars de toutes sortes, des avions, des hélicoptères, des bombes à laser, etc.

En fait, un tel comité existe déjà et s'appelle l'EURONAD (Organisation européenne des directeurs d'armements nucléaires). Déjà il fut des progrès importants. Le ce comité vient de proposer que la France ne pourrait pas en faire partie, lui confiant ainsi une nouvelle vitalité. Si elle se plait à la tête de ce comité, elle n'abandonnerait même les Américains à prendre l'« Europe » en charge.

Ca n'est pas tout. Un comité des chefs d'Etat-majors des armées de terre des sept pays membres de l'Union de l'Europe occidentale existe déjà, lui aussi. Il s'appelle l'INARL. Il faut renforcer ce groupe et y joindre les chefs des armées et des flottes. Pour ne pas en demander plus, mieux que de voir ce comité élargi présidé par un Français. Si les Doms ou les commandants ne veulent pas en faire partie d'un tel organisme, passe encore ; jusqu'à l'achèvement de l'Union pourrait bien l'organiser, pour ainsi dire, en tant que le Comité européen. L'U.E.O. pourrait, il est vrai, servir de base à cette nouvelle organisation. Mais l'EURONAD existe ; il fonctionne, et les porte-paroles de la France (notamment l'Allemagne) n'accepteraient pas de le supplanter en faveur de l'U.E.O.

**I**l faudrait, au fin de compte, insérer peu à peu un élément défensif dans le mécanisme déjà instillé pour constituer la politique étrangère du Nord. Par exemple, les équivalents, dans les divers ministères de la défense, des Directeurs politiques pourraient se joindre à leurs collègues, lors de la préparation de l'ordre du jour des réunions ministérielles, afin de discuter avec eux les éléments d'un plan stratégique. On pourrait ainsi, dans le cadre de l'organisation dite « Davignon », envisager le commencement d'une coopération directe entre les ministères de la défense de la Communauté.

Un tel système ne contredirait pas les thèses françaises selon lesquelles tout effort collectif en matière de défense doit s'appuyer sur une base nationale. A cette nuance près que, à l'heure actuelle, aucune défense de l'Europe de l'Ouest, pour ce pas porter de la défense de la France et de la Grande-Bretagne, n'est concevable sans standardisation des armements, coordination des communications, et une certaine conception stratégique commune. Sinon, il ne resterait qu'à envisager une défense de la France contre un adversaire solidement installé dans les environs de Strasbourg et de Lille. La France peut-elle vraiment accepter d'être réduite à cette extrémité?

(\*) Ancien ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris, rapporteur pour les Nations Unies de défense de la communauté politique du Pacifique européen.

## R.D.A.

### La politique de détente ne sera pas modifiée par la démission de M. Brandt, déclare M. Honecker

Berlin (A.P.). — Dans une interview à l'agence américaine Associated Press, M. Erich Honecker, premier secrétaire du parti socialiste unifié (SED) de la R.D.A., a traduit une conclusion heureuse et assez requise de la Conférence sur la sécurité européenne.

A propos des relations entre la R.D.A. et les Etats-Unis, M. Honecker a indiqué que des représentants du régime est-allemand des affaires étrangères étaient allés récemment à Washington régler des questions d'ordre technique et autres, en vue de rétablissement d'une ambassade et que des fonctionnaires du Département d'Etat avaient à deux reprises accompli des missions identiques à Berlin-Est. Il n'y a aucune raison de penser que l'établissement de relations diplomatiques entre la République démocratique allemande et les Etats-Unis d'Amérique, a-t-il dit, M. Honecker a ajouté que l'Allemagne de l'Est était intéressée de larges échanges avec les Etats-Unis, non seulement dans le domaine commercial, mais aussi dans les domaines de la science et de la technologie, de la culture, des sports et la jeunesse. Les accords intervenus entre les banques des Etats-Unis et de l'Allemagne de l'Est ont rendu le règlement des questions financières possible.

En ce qui concerne la démission de M. Willy Brandt, M. Honecker, sans citer nommément l'ancien chancelier fédéral, a déclaré :

« J'ai été personnellement surpris par la démission du chancelier fédéral, M. Brandt. Les changements de personnes dans tel ou tel État ne modifieront pas fondamentalement quoi que ce soit dans le processus de détente entre l'Est et l'Ouest. C'est vrai en général, et cela vaut évidemment pour les récentes événements survenus à Bonn. Nous considérons ces événements comme une affaire interne de la République fédérale. Leurs causes plus profondes, et on a pu le lire dans la presse des Etats-Unis, ne nous trouvent certainement pas dans une quelconque affaire d'espionnage. La R.D.A. a exprimé sa haute estime pour le rôle joué par la politique étrangère du chancelier Brandt. Nous nous félicitons de ce qu'il a dit son successeur, M. Helmut Schmidt, dans sa déclaration gouvernementale, sur la nouvelle structure des traités signés entre l'Allemagne de l'Est et l'Allemagne de l'Ouest. »

M. Honecker a ajouté qu'il était prêt à rencontrer le nouveau chancelier fédéral, mais il s'est refusé à avancer une date quelconque pour une telle entrevue.

### Après la rencontre entre MM. Schmidt et Giscard d'Estaing

#### « L'HUMANITÉ » : vers les pires écarts

« Ce sont les aspects les plus négatifs de la diplomatie de nos prédécesseurs que M. Giscard d'Estaing semble vouloir « déprogrammer » d'urgence. « L'Europe », telle qu'on la concevait traditionnellement à l'époque, sera déprogrammée des Etats-Unis. Certes, M. Giscard d'Estaing a parlé de l'accord intervenu entre lui et son hôte » pour que la Communauté affirme sa personnalité », mais non pas son indépendance.

« Le danger politique de l'axe Paris-Bonn n'est pas moins grave. Les souverains princes qui nous gouvernent, se désolent, guère en effet leur désir d'exploiter la retraite de Willy Brandt, pour entraver complètement le développement des relations de la R.F.A. avec les pays socialistes. « Les efforts qu'on se propose de déployer en ce sens à l'Élysée et au Quai d'Orsay rejoignent ainsi ceux que multiplie la réaction quasi-allemande dont Herbert Wehner, président du groupe parlementaire social-démocrate au Bundestag, dénonçait récemment « les romans politico-policiers et la propagande de la peur ». L'« exécution » d'un accord qui a été délibérément et si manifestement efflué en R.F.A. que Herbert Wehner a vu : « une tentative de réaliser un coup d'État à l'ouest. »

« En employant à faire reculer la politique européenne, par bien des traits, celle qui prévalait à l'époque d'Adenauer, la diplomatie française s'efforce, en

fait, la revanche dont rêvent les vieux démons du pansermanisme. « Giscard à la barre nous orienterait ainsi vers les pires écarts : l'atlantisme, l'intégration européenne sous le joug des monnaies, des liens franco-ouest-allemands particuliers au service d'un retour à la guerre froide. » (TVS MOREAU.)

7260 JUIFS  
ONT QUITTÉ L'U.R.S.S.  
DU 1<sup>er</sup> JANVIER  
AU 30 AVRIL 1974

Genève (A.F.P.). — Le nombre des juifs quittant l'U.R.S.S. a repris, mais la moyenne demeure élevée », estime le Comité international pour les migrations en Europe (CIMÉ), qui participe à leur émigration et vient de réunir son comité exécutif à Genève. Le CIMÉ précise que 7260 juifs ont quitté l'U.R.S.S. dans les quatre premiers mois de l'année, contre 5900 au cours de la même période de 1973. Le CIMÉ indique, de plus, qu'il a transporté plus de 5 000 personnes désemploées de quitter le pays, et qu'il a permis à plus de 40 000 juifs du monde. Le CIMÉ prévoit qu'un nombre assez important de membres de leurs familles « quitteront » encore ce pays pour rejoindre les émigrés.

## C'est à quelques vieilles rivalités que nous devons les qualités remarquables de nos copieurs.

Bien sûr, il nous serait facile chez Agfa-Gevaert de faire fabriquer nos copieurs à Hong-Kong. Comme beaucoup de nos concurrents internationaux.

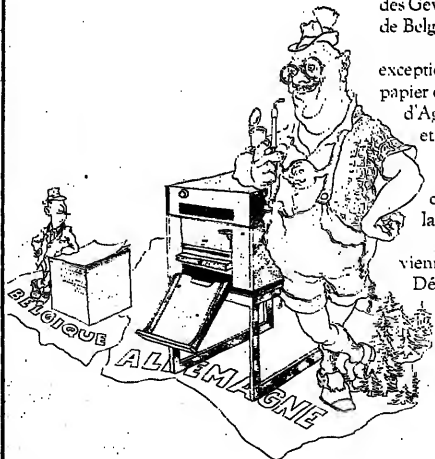
Nous avons préféré profiter, en Europe, du meilleur de chaque pays. Et même jouer sur de vieilles rivalités pour que chacun mette un point d'honneur à fournir des éléments d'une qualité exceptionnelle. Alors, le papier traité des Gevafax 50, 60 et G170 vient de Belgique. Et les appareils d'Allemagne.

Avec, derrière un copieur aussi exceptionnel que le X10 travaillant sur papier ordinaire, les années d'expérience d'Agfa-Gevaert en matière d'optique et de photographie.

Et ce n'est pas tout. Gevafax, c'est aussi l'une des premières structures commerciales dans le domaine de la reprographie.

Sur simple appel, 325 spécialistes viennent vous conseiller, vous aider. Décidément, le marché commun de la reprographie a du bon.

AGFA-GEVAERT



Agfa-Gevaert. 1<sup>er</sup> constructeur européen de copieurs.  
Pour copie conforme

## Finlande

### LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION DOIT RETOURNER À L'ARMÉE

Helsinki (A.P.P.). — Le ministre finlandais de l'éducation national vient de changer de titulaire.

C'est évidemment banal en soi, mais il faut noter que le ministre de l'éducation nationale est un homme d'État, et que son poste est très important. Il est donc normal que le ministre de l'éducation nationale soit un homme d'État, et que son poste soit très important. Il est donc normal que le ministre de l'éducation nationale soit un homme d'État, et que son poste soit très important.

En 1972 il fut appelé par le premier ministre pour siéger au cabinet. A cette époque, il était en train d'accomplir ses obligations militaires. Il fut relevé trois mois de service à l'armée.

Depuis l'indépendance, ce n'est pas les dépenses de l'éducation nationale qui ont été les plus importantes. Les dépenses de l'éducation nationale ont été les plus importantes.

Les dépenses de l'éducation nationale ont été les plus importantes. Les dépenses de l'éducation nationale ont été les plus importantes.







# Comment se situe votre salaire?



**Il a 26 ans et un diplôme d'H.E.C. Il travaille dans le service marketing d'une entreprise de produits pharmaceutiques de Lyon, qui réalise 120 millions de francs de chiffre d'affaires. Combien gagne-t-il?**

☐ 58.000 F?  
☐ 66.000 F?



**Il a 46 ans, il est diplômé de l'Ecole Nationale d'Administration et Directeur d'une compagnie d'assurance dont le siège est à Paris. Combien gagne-t-il?**

☐ 200.000 F?  
☐ 350.000 F?



**Il a 56 ans et travaille dans les services commerciaux d'un constructeur automobile à Paris (C.A. 8 milliards de F). Diplômé, baccalauréat. Combien gagne-t-il?**

☐ 42.000 F?  
☐ 60.000 F?

(Cochez les cases correspondant à votre estimation du salaire annuel brut.)

**DEVINEZ COMBIEN ILS GAGNENT :**

Ce petit test vous permettra de savoir si vous êtes bien payé par rapport à votre fonction, votre âge, vos diplômes, la taille de votre entreprise, votre lieu de travail et votre secteur d'activité.

## L'EXPANSION

PREMIER JOURNAL ECONOMIQUE FRANCAIS

### vous offre "Le prix des Cadres"

Ce dossier spécial publie cette année des tableaux comparatifs entièrement nouveaux, qui vous permettront de calculer vous-même, très précisément, votre "salaire de marché", suivant votre fonction, votre âge, vos diplômes, la taille de votre entreprise, votre lieu de travail et votre secteur d'activité.

Vous saurez ainsi, sans risque d'erreur, si votre situation est privilégiée ou si, au contraire, votre salaire mérite d'être réévalué. Et vous pourrez calculer, avec la même précision, le "salaire de marché" de vos collègues et amis, de vos supérieurs et de vos subordonnés.

Vous constaterez que l'influence de l'âge ou des diplômes sur le salaire varie sensiblement suivant la fonction ou le secteur d'activité. Pour la première fois, vous connaîtrez non seulement le montant des salaires, mais aussi les raisons qui justifient ce montant.

Pour aboutir à cette "transparence des salaires", particulièrement spectaculaire dans un pays où le sujet est tabou, les experts réunis par L'Expansion sous la direction de Pierre Beaudoux ont mis sur ordinateur toutes les données tirées de 5.000 questionnaires réalisés avec la participation de 12 cabinets de recrutement.

Le résultat final a été obtenu grâce à un programme de recherche statistique très élaboré (analyse de variance, covariance) mis en œuvre à la Sofres.

#### ● Comment allez-vous calculer votre salaire grâce au tableau de L'Expansion.

Vous allez vous armer d'un crayon rouge et déterminer vous-même la feuille de paie que vous pourriez avoir.

Un exemple : vous êtes cadre dans un service financier (fonction "financement administration", colonne 4). Le premier terme de la somme est la "base" (déterminée par l'ordinateur), soit ici 70.000 francs par an. Vous êtes âgé de 42 ans : ajouter 12.900 francs. Vous êtes diplômé de l'Essec : ajouter 12.300 francs. Votre entreprise réalise un chiffre d'affaires compris entre 5 et 19 millions : retranchez 5.600 francs. Enfin, vous travaillez à Paris : ajouter 2.500 francs. Votre salaire théorique de marché s'élève ainsi à 92.100 francs. Tous les cadres, quel que soit leur âge ou leur fonction, peuvent ainsi aboutir à un chiffre précis (et non à une fourchette) correspondant à leur cas particulier : c'est leur "salaire de marché".

#### ● Les salaires des débutants et le bluff des anciens.

Un jeune H.E.C. vaut-il plus cher qu'un Sciences-Po? Un polytechnicien qu'un Docteur en Droit? Dénonçant la surenchère à laquelle se livrent

certaines associations d'anciens élèves, L'Expansion a mené une contre-enquête auprès des employeurs et vous donne le prix réel de chaque diplôme.

#### ● Les salaires des cadres dirigeants

Les directeurs du personnel font prime sur le marché et les hommes de marketing rejoignent les polytechniciens dans l'antichambre de la direction générale... Sont-ils nombreux à gagner plus de 300.000 F par an? Vous constaterez que leur salaire dépend avant tout de la taille de l'entreprise et qu'un bon "profil personnel" n'a pas de prix pour les "chasseurs de têtes" (plus de 650.000 F par an).

#### ● Les salaires de la fonction publique et des entreprises publiques

Les fonctionnaires sont-ils vraiment défavorisés par rapport aux cadres du secteur privé? Quelles primes touchent-ils en plus de leur traitement? Des tableaux comparatifs, par fonction et par tranche d'âge, suivant les secteurs, vous permettront de mesurer toute la différence qu'il y a entre une "belle carrière" de haut fonctionnaire et une "vocation" sous-payée (enseignement, armée...). Vous saurez aussi ce que gagnent un Ministre et un Député.

#### ● Votre salaire et l'inflation

Comment les entreprises pratiquent-elles les augmentations automatiques (qui atteignent parfois 12,5 % en 1973 et en 1974)? Les "rattrapages" se font-ils au détriment des augmentations au mérite? Dans quels pays les salaires des cadres sont-ils le plus efficacement protégés contre l'inflation?... La comparaison de L'Expansion tient compte de l'inégalité de la pression fiscale et du coût de la vie dans les différents pays.

#### ● Êtes-vous un "oiseau rare"?

Certains cadres "pas comme les autres" ont su choisir un créneau, une fonction peu courue et, par conséquent, bien rémunérée. Cette année, L'Expansion en recense 15, vous dit quelle est leur formation et pourquoi ils sont privilégiés... De quoi donner des idées aux débutants et même (pourquoi pas?) à plus d'un cadre expérimenté.

### Chaque mois L'Expansion vous fera participer à la vie de l'économie et des affaires

Les "baromètres" et les prévisions de L'Expansion vous livrent au premier coup d'œil le bulletin de santé de l'économie française et vous permettent de faire des pronostics exacts pour les semaines à venir : grâce à eux, vous êtes informés avant les autres de tel surhaussement de l'inflation, telle amélioration de l'emploi, tel tassement de la consommation.

Les dossiers d'actualité remontent aux sources des événements et vous révèlent leurs ramifications ignorées du grand public : qui orchestre la crise du pétrole et quel rôle jouent les grandes compagnies occidentales? Comment réagissent le gouvernement, les syndicats et les patrons dans le cas d'une aggravation du chômage? La crise signe-t-elle l'arrêt de mort de la lutte contre la pollution?

L'EXPANSION vous présente les entreprises où vous faites carrière. Ses enquêtes approfondies, enrichies d'entrevues et d'exemples pressurés, vous apprennent comment les cadres travaillent et réussissent dans les entreprises de toutes tailles : vous découvrez le vrai visage d'Hachette ou de Michelin, les raisons du naufrage de Boussac, le secret de la réussite de Cointreau, les problèmes de Volkswagen... L'EXPANSION pose aux patrons et aux dirigeants les questions que vous voudriez leur poser.

Roger Pibouret, qui mène les "face à face" de L'Expansion, est maître dans l'art de conduire son interlocuteur vers les questions délicates et les sujets brûlants. Vous découvrez les espoirs, les projets, la philosophie des affaires et la personnalité profonde de tous les leaders de la vie économique française et internationale, de Marcel Dassault à

Guy de Rothschild, d'Ambroise Roux au baron Bich, d'Edouard Kennedy à François Mitterrand...

#### L'EXPANSION vous aide à faire fructifier votre argent.

La rubrique "Votre Argent" publie, mois après mois, des bancs d'essai de toutes les formes de placements et vous donne les dernières tendances de la Bourse, de l'immobilier, des SICAV, des SICOMI... Elle est complétée chaque année par le "Guide de l'épargne" publié dans le numéro de décembre de L'Expansion, qui répond, chiffres à l'appui, à toutes les questions que vous devez vous poser avant d'investir.

### Bon pour un an d'abonnement à L'EXPANSION

Je désire m'abonner à L'EXPANSION pendant 1 an (11 numéros + Europe Compétition 74 pour 70 F seulement, et recevoir gratuitement "Le prix des Cadres".

Mme, M., Mlle \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_ Nom \_\_\_\_\_  
N° \_\_\_\_\_ Rue, av., bd \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_  
Pays (pour abonnements étranger 70 F + 20 F frais de port par train ou bateau)

réserve aux nouveaux abonnés

**40F** de réduction sur le prix de la vente au numéro.

Signature \_\_\_\_\_  
Il est inutile de joindre votre paiement, nous vous ferons parvenir la facture du montant correspondant.

L'EXPANSION, service abonnements, 78, rue Olivier-de-Serres, 75739 PARIS CEDEX 15

EM44

Abonnez-vous dès aujourd'hui  
à L'EXPANSION pour recevoir  
"Le prix des Cadres"



# L'ÉVÉNEMENT

# QUATRE MILLIONS D'ÉTRANGERS EN FRANCE

Quatre millions d'étrangers vivent en France, soit 7,7 % de la population totale du pays. Près de la moitié sont des travailleurs actifs. Presque tous accomplissent les tâches les plus importantes, dans les entreprises les plus durables. On a pu parier d'eux lors des précédentes élections : quelques plumes ont été lancées, quelques promesses, aussi, de solutions humaines, sans plus.

Pourtant, si rare que soient les statistiques dont on dispose dans ce domaine — souvent déformées, du ministère du travail ou ministère de l'intérieur, de l'INSEE, de l'Organisation internationale du travail — on s'aperçoit que les immigrés représentent une part importante de la population active en France. Ils ont fourni en 1973 plus de 25 % de la main-d'œuvre dans le bâtiment et les travaux publics, 16 % dans l'industrie, les industries chimiques et électriques, 13 % pour l'hygiène et les services domestiques, 12 % pour l'agriculture, la pêche et la sylviculture ; globalement, près de 8 % de la main-d'œuvre.

La population étrangère réside surtout dans les régions industrielles où, précisément, il y a pénurie de main-d'œuvre, notamment pour les professions pénibles ou insalubres. Sa plus forte concentration se situe dans la région parisienne, où, cependant, pour la première fois depuis de nombreuses années, on note, au 1<sup>er</sup> janvier 1974, une diminution, d'ailleurs très faible, du nombre des étrangers — alors qu'une situation inverse est observée dans les régions Rhône-Alpes et Provence-Côte d'Azur. Ces deux régions et la région parisienne rassemblent 50 % des étrangers.

Ces chiffres peuvent paraître importants. En valeur relative, ils ne diffèrent guère de ceux que l'on rencontre chez nos principaux partenaires de la C.E.E., notamment la Grande-Bretagne et la République fédérale d'Allemagne. Certains États européens, tels la Suède et la Luxembourg, dépassent même d'une main-d'œuvre étrangère proportionnellement plus élevée qu'en France (le Monde du 23 janvier).

Les courants d'immigration qui intéressent notre pays ont connu, depuis plusieurs années, une nette évolution, corrigée au cours des dernières mois par les mesures de contrôle prises en application de la circulaire Fontanet, liant dans une même procédure l'attribution des titres de travail et de séjour. La proportion des différentes nationalités n'est pas sensiblement modifiée au profit des ressortissants originaires du tiers-monde, dont l'apport augmente rapidement : le nombre des entrées — mais non celui de la population étrangère, en raison de la natalité — a fortement diminué ; l'immigration familiale demeure importante ; les travailleurs immigrés se concentrent dans un petit nombre de zones industrielles où se trouvent réduits, par le jeu des sociétés multinationales avant que pour des raisons de rendement, les moyens de production.

Dans un climat d'expansion l'immigration est apparue comme une condition de la croissance : la très forte croissance des emplois créés dans l'industrie entre 1962 et 1969 fut compensée par des étrangers et cette proportion s'est pratiquement maintenue par la suite. D'où parfois des phénomènes de « rejet », relatés sans complai-

sance par ceux qui perlevent un peu vite du fameux « sens de tolérance » — dont il est bien malaisé de définir les limites. D'où également le contrôle accru de l'état sur les frontières et le développement, sous le prisme des incidents qui ont surgi à Marseille et ailleurs en 1973, de l'aspect social en faveur des immigrés.

## Une régulation plus rigoureuse

Des phénomènes plus récents ont contribué à modifier l'attitude des pouvoirs publics devant « le monde des migrants ». La crise de l'énergie, l'inflation, l'instabilité économique et sociale, ont fait craindre des « retombées » dans certains secteurs de production où les immigrés sont pratiquement tout nouveaux. C'est le cas de l'industrie automobile, de la pétrochimie et de la branche pneumatique. S'ajoutent à l'augmentation de la production, au déclin des petites et moyennes entreprises, les perspectives d'un avenir plus difficile devant l'immigration, et singulièrement à l'immigration familiale, qui pèse de plus en plus dans les secteurs ruraux par le fait d'une autochtonie qui laisse trainer le mouvement ou prépare les moyens d'une éventuelle plus rigoureuse.

C'est là le rôle de la circulaire Fontanet, qui d'aucuns tentent d'expliquer en établissant, à tort, un rapport de cause à effet entre les incidents de Marseille et une immigration « sauvage » isolée, alors qu'elle, pendant des années, avec l'appui des autorités, par les importateurs de main-d'œuvre.

Aujourd'hui, l'immigration « sauvage », ou ce qui en subsiste, n'est plus qu'une séquelle de notre politique de l'emploi. Souvent contestée dans sa procédure — le slogan « Non à la circulaire Fontanet » fut le thème central des nombreuses grèves de la main-d'œuvre immigrée, elle n'est plus que la conséquence des aspects arbitraires d'une mesure qui consistait pratiquement à débloquer aux appareils policiers, — la nouvelle réglementation fut par le suite, après abrogation, du moins assouplie par M. Gorse, président du conseil de travail. Elle l'a, aujourd'hui, encore, l'objet de malices exceptionnelles à titre humanitaire, qui en disent long sur le caractère d'une telle législation, imposée dans l'urgence et sous les pressions opposées du patronat et des organisations syndicales.

Il n'en reste pas moins que près de cinquante mille travailleurs immigrés, surtout tunisiens et marocains, se sont bon gré mal gré soumis à l'inscription obligatoire. D'autres, souvent victimes d'employeurs abusifs, ont été reconduits aux frontières ou, en petit nombre, pris en charge par le ministère du travail en attendant leurs titres de travail et de séjour.

La circulaire Fontanet amendée est aujourd'hui pleinement appliquée. L'immigration est « organisée ». On ne veut pas dire que tous les problèmes soient réglés dans le domaine de l'emploi, du logement, des droits sociaux et syndicaux des immigrés. Une tâche énorme qui sera celle du nouveau ministre du travail et, notamment, de la direction générale de la population et des migrations, créée précédemment par M. Gorse.

## Une population active en progression constante

La France compte aujourd'hui plus de quatre millions d'étrangers ; selon les estimations du ministère de l'intérieur, 4 043 251 personnes — travailleurs et familles — au 1<sup>er</sup> janvier 1974, soit 7,7 % de la population (contre 3 775 994 personnes, soit 7 % en 1971). Ce pourcentage maintient la France à la même place parmi les nations d'Europe occidentale, après la Suède et la Luxembourg, à peu près au même niveau que la Belgique. La République fédérale d'Allemagne conserve un pour-

centage d'étrangers (6 %) presque identique à celui de l'année dernière. Les colonies les plus importantes, selon le ministère de l'intérieur, sont celles des Algériens (445 694 contre 390 000 environ en 1973) et des Portugais (412 007 contre 400 000 environ en 1973), puis celles des Italiens (372 603) et des Espagnols (370 569). L'évolution récente de l'immigration montre que de 1971 à 1973 le nombre des étrangers en France s'est accru de deux ans

d'environ 400 000 personnes. L'année dernière, cette progression s'est poursuivie, puisque, selon le ministère de l'intérieur, 367 847 étrangers se sont installés en France contre 302 320 en 1972. Les chiffres du ministère du travail restent en deçà de cette estimation (338 413 travailleurs permanents entrés en France en 1973) mais ils révèlent également une progression (23,5 %) par rapport à l'année 1972 (193 949 travailleurs permanents). D'autre part, comme chaque année, environ 30 000 étrangers ont obtenu en 1973 la nationalité française.

L'augmentation récente (nouveaux arrivants et naturalisés) est surtout le fait des citoyens portugais (+ 69 409), marocains (+ 51 554), Algériens (+ 49 000), tunisiens (+ 20 260), italiens (+ 20 832) et yougoslaves (+ 20 697). Le ministère du travail, de son côté, estime que l'immigration des travailleurs algériens (21 964 entrées de porteurs de cartes CHANCO) a été légèrement diminuée (— 1 %) en 1973, et qu'elle représente 14 % du total des travailleurs permanents.

Parallèlement, seuls les Portugais, les Yougoslaves et les Tunisiens ont augmenté sensiblement. En raison de l'accroissement considérable, au cours des dernières années, de l'immigration portugaise, les étrangers originaires des pays d'Europe sont encore les plus nombreux. Mais leur proportion décroît d'année en année, même si le nombre des ressortissants de la C.E.E. qui diminuent régulièrement depuis

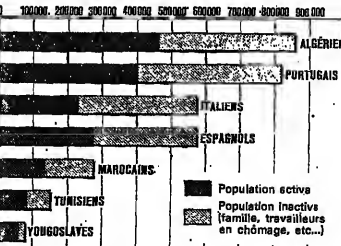
## La répartition par régions de programme

Par régions de programme, la répartition de la population étrangère (sans compter les ressortissants algériens, tunisiens et marocains) (1) est la suivante au 1<sup>er</sup> janvier 1974. Les chiffres mis entre parenthèses indiquent l'évolution du nombre de résidents par rapport au 1<sup>er</sup> janvier 1973 (ministère de l'intérieur).

Alsace	163 631	(+ 3 286)
Argentine	53 846	(+ 4 787)
Auvergne	15 738	(+ 3 253)
Bretagne	65 231	(+ 1 949)
Burgundie	15 265	(+ 1 413)
Centre	146 132	(+ 2 844)
Champagne - Ardennes	76 828	(+ 2 154)
Corse	42 516	(+ 1 883)
France-Comté	81 819	(+ 3 277)
Haute-Normandie	188 952	(+ 3 325)
Limousin	23 094	(+ 825)
Lorraine	216 431	(+ 4 177)
Midi-Pyrénées	237 408	(+ 3 873)
Nord	222 568	(+ 2 613)
Normandie	18 661	(+ 1 265)
Normandie-Normandie	49 316	(+ 2 994)
Pays de la Loire	26 718	(+ 1 133)
Picardie	75 219	(+ 1 263)
Poitou - Charente	24 823	(+ 625)
Provence - Côte d'Azur	462 898	(+ 11 765)
Rhône - Alpes	584 587	(+ 14 579)
Région parisienne	1 542 766	(+ 892)

(1) Évaluée à 70 000 : cette immigration est différenciée en fonction du fait que les ressortissants des autres territoires sous administration française peuvent séjourner en France avec une simple carte d'identité.

## PRINCIPALES NATIONALITÉS (au 1<sup>er</sup> janvier 1974)



Source : Ministère de l'intérieur

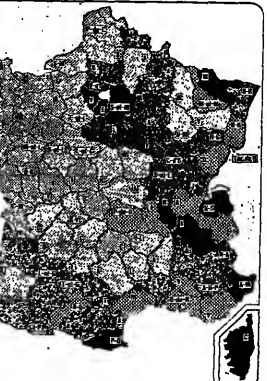
REMARQUE : selon le ministère de l'intérieur et le ministère du travail, de l'emploi et de la population, ce tableau ne tient pas compte, notamment, de la population en provenance des deux principales régions d'Afrique noire (environ 70 000 personnes) ni des travailleurs algériens de l'intérieur.

## LES PRINCIPALES NATIONALITÉS DEPUIS 1964

NATIONALITÉS	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973
ALGÉRIENS	512 000	512 000	512 000	512 000	512 000	512 000	512 000	512 000	512 000	512 000
BELGES	86 872	79 282	79 282	79 282	79 282	79 282	79 282	79 282	79 282	79 282
ESPAGNOLS	352 218	352 218	352 218	352 218	352 218	352 218	352 218	352 218	352 218	352 218
ITALIENS	498 887	498 887	498 887	498 887	498 887	498 887	498 887	498 887	498 887	498 887
MAROCAINS	177 897	177 897	177 897	177 897	177 897	177 897	177 897	177 897	177 897	177 897
POLONAIS	144 872	144 872	144 872	144 872	144 872	144 872	144 872	144 872	144 872	144 872
PORTUGAIS	327 294	327 294	327 294	327 294	327 294	327 294	327 294	327 294	327 294	327 294
TUNISIENS	167 178	167 178	167 178	167 178	167 178	167 178	167 178	167 178	167 178	167 178
YOUGOSLAVES	21 831	21 831	21 831	21 831	21 831	21 831	21 831	21 831	21 831	21 831

Source : Ministère de l'intérieur

## RÉPARTITION PAR DÉPARTEMENTS DE LA POPULATION ÉTRANGÈRE (Année 1973)



## Quelques adresses

- L'organisme officiel en France est l'Office national d'immigration (O.N.I.), 48, rue de Valenciennes, Paris-10<sup>e</sup>, Tél. : 503-21-78.
- CLAP (Comité de liaison pour l'habilitation et la promotion des migrants), 103, rue de Valenciennes, Paris-10<sup>e</sup>, Tél. : 503-56-36.
- A.T.M. (Association de travailleurs migrants), 20, rue de Valenciennes, Paris-10<sup>e</sup>, Tél. : 503-56-36.
- CMAD (Comité de liaison des migrants), 178, rue de Valenciennes, Paris-10<sup>e</sup>, Tél. : 503-56-36.
- GTI (Groupe de travailleurs immigrés), 103, rue de Valenciennes, Paris-10<sup>e</sup>, Tél. : 503-56-36.
- COMITÉ DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS, 48, rue de Valenciennes, Paris-10<sup>e</sup>, Tél. : 503-56-36.
- FISTI (Fédération des travailleurs immigrés), 103, rue de Valenciennes, Paris-10<sup>e</sup>, Tél. : 503-56-36.
- S.S.A.S. (Service social des étrangers), 201, rue de Valenciennes, Paris-10<sup>e</sup>, Tél. : 503-56-36.

**ROGER DELPEY**  
**DIEN BIEN PHU: L'AFFAIRE**

C'est la première fois que l'histoire de l'Affaire Dien Bien Phu est racontée de l'intérieur, par un témoin oculaire, un officier de l'armée française. Cet ouvrage explosif présente pour la première fois un extraordinaire rapport mystérieusement étouffé jusqu'à ce jour, qui met en lumière les responsabilités militaires et politiques. Il n'est pas trop tôt !

ÉDITIONS DE LA PENSÉE MODERNE  
48, rue de Valenciennes, Paris - 75006 Paris

**Garage Mirabeau**  
CONCESSIONNAIRE  
**71A de VERSAILLES**  
75016 PARIS - T. 525-14-20

**alfa romeo**  
automatique  
Venez essayer la berline 2000

الامير



POLITIQUE

# M. Michel Debré : la participation est devenue indispensable à l'organisation sociale

Amboise. — M. Michel Debré, ancien premier ministre, a pris la parole dimanche 3 juin à l'occasion d'un colloque international des cercles universitaires de la région de la Loire. Il a abordé le thème de la participation sociale. M. Debré a souligné que la participation n'est pas une fin en soi, mais un moyen de réaliser des objectifs sociaux. Il a cité l'exemple de la participation dans l'industrie, où elle permet d'améliorer la productivité et de réduire les conflits sociaux. Il a également évoqué la participation dans la vie politique, où elle permet de renforcer la démocratie et de rendre les citoyens plus responsables.

## De notre correspondant

Il n'y a pas de travail en s'appuyant sur la solidarité. L'existence des nations, l'attachement personnel à la société nationale, la construction artificielle d'adhésions, la pensée, dont il n'est possible de sortir qu'en se soumettant à l'autorité d'une puissance étrangère. Le lien entre l'individu et la communauté européenne et la participation sont au cœur de la politique de M. Debré. Il a insisté sur le fait que la participation n'est pas une simple formalité, mais un processus continu qui nécessite l'engagement de tous les acteurs concernés.

## lages des profits et même des responsabilités

« L'existence des nations, l'attachement personnel à la société nationale, la construction artificielle d'adhésions, la pensée, dont il n'est possible de sortir qu'en se soumettant à l'autorité d'une puissance étrangère. Le lien entre l'individu et la communauté européenne et la participation sont au cœur de la politique de M. Debré. Il a insisté sur le fait que la participation n'est pas une simple formalité, mais un processus continu qui nécessite l'engagement de tous les acteurs concernés. »

# LE FRONT COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE A TENU UN WEEK-END D'ÉTUDE

Le Front communiste révolutionnaire (uniquement trotskyste) a tenu un week-end d'étude du vendredi 31 mai au samedi 1er juin à Paris. Les participants ont discuté de la situation internationale et de la stratégie du mouvement ouvrier. Ils ont également examiné les résultats des élections européennes et les perspectives du mouvement ouvrier en France.

# A l'issue de son deuxième congrès national

## Le parti Strollad ar Vro se déclare « à gauche et dans l'opposition »

Le parti Strollad ar Vro, parti breton, a tenu son deuxième congrès national à Brest. Le parti s'est déclaré « à gauche et dans l'opposition ». Il a souligné son engagement en faveur de la démocratie et de la justice sociale. Le parti a également adopté une plateforme politique qui vise à améliorer les conditions de vie des Bretons.

## De notre correspondant

Le parti Strollad ar Vro, parti breton, a tenu son deuxième congrès national à Brest. Le parti s'est déclaré « à gauche et dans l'opposition ». Il a souligné son engagement en faveur de la démocratie et de la justice sociale. Le parti a également adopté une plateforme politique qui vise à améliorer les conditions de vie des Bretons.

# M. PIERRE SCHOPPELIN directeur du cabinet du ministre du travail

M. Pierre Schoppelin, inspecteur honoraire de l'inspection générale des affaires sociales, est nommé directeur du cabinet de M. Michel Durafour, ministre du travail. M. Schoppelin a une longue expérience dans le domaine du travail et des affaires sociales.

# La fête de Pentecôte de lutte ouvrière

La fête de Pentecôte de lutte ouvrière aura lieu à Paris le dimanche 3 juin. Cette manifestation vise à célébrer la victoire du mouvement ouvrier et à promouvoir la solidarité entre les travailleurs. Des milliers de personnes sont attendues à cette occasion.

# M. ESTIER : M. Giscard d'Estaing va chercher à briser l'union de la gauche.

M. Claude Estier, membre du secrétariat du parti socialiste, a déclaré que M. Giscard d'Estaing cherchait à briser l'union de la gauche. Il a souligné que la gauche doit rester unie pour résister à la politique de division du gouvernement.

# « La Nation » : nous jugerons M. Servan-Schreiber à ses actes et sans préjugés

« La Nation » a déclaré qu'elle jugerait M. Servan-Schreiber à ses actes et sans préjugés. Le journal a souligné l'importance de la transparence et de la responsabilité dans l'action politique.

# COURS DE VACANCES

Cours de vacances à l'Institut MONTANA, Zugerberg. Les cours sont destinés aux étudiants et aux professionnels qui souhaitent améliorer leurs compétences en français. Les cours sont dispensés par des professeurs expérimentés.

# LA FÊTE DE PENTECÔTE DE LUTTE OUVRIÈRE

## La fin de mai 68

La fin de mai 68 a été une période de grande agitation sociale et politique. Les manifestations ont été nombreuses et ont conduit à de nombreuses arrestations. Cette période a marqué un tournant important dans l'histoire du mouvement ouvrier.

# REGARDS SUR L'ACTUALITÉ

REGARDS SUR L'ACTUALITÉ. L'UNION FRANÇAISE A RECHERCHÉ LA DÉMOCRATIE EN FRANCE. L'UNION FRANÇAISE A RECHERCHÉ LA DÉMOCRATIE EN FRANCE. L'UNION FRANÇAISE A RECHERCHÉ LA DÉMOCRATIE EN FRANCE. L'UNION FRANÇAISE A RECHERCHÉ LA DÉMOCRATIE EN FRANCE.

# SI VOUS N'AVEZ PAS ENCORE TROUVÉ VOTRE VILLA SUR LA CÔTE D'AZUR, ALLEZ DONC VOIR LES PARCS D'AIGUEBONNE

LES PARCS D'AIGUEBONNE. A BOULOURIS... A MICHEMIN ENTRE CANNES ET ST-TROPEZ, ACCÈS PAR LA "CROIXE D'OR" (R.N. 9) 1.800 m. à l'est du centre de Boulogne.

- Le calcaire à 100 m. de la Mer
- De vraies villas individuelles
- Extraordinaire vue sur Mer
- Orientation plein Sud
- De vrais Jardins avec des arbres
- Un site sauvage - 6 Ha de Parc
- L'Autoroute à 10 minutes
- L'Aérodrome à 15 minutes
- La Gare à 8 minutes
- Le supermarché à 1800 m.
- Un climat exceptionnel
- Une construction de très grande qualité

PLUS QUE QUELQUES SUPERBES LOTS ENCORE DISPONIBLES VILLAS DE 2 à 110 m<sup>2</sup> - TERRAINS DE 3.125 m<sup>2</sup> PRIX DE 12.500.000 à 27.500.000 F.T.T.

QUELQUES LOTS AVEC PISCINE PRIVÉE

Prix fermes et non négociables sans aucune exception. Références sur place, villa témoin : 2. 194. 10-25-92. COTIS. 18, Bous Aiguesb. - 0700 8427-2473-2474.

# LA FÊTE DE PENTECÔTE DE LUTTE OUVRIÈRE

## La fin de mai 68

La fin de mai 68 a été une période de grande agitation sociale et politique. Les manifestations ont été nombreuses et ont conduit à de nombreuses arrestations. Cette période a marqué un tournant important dans l'histoire du mouvement ouvrier.

# LA FÊTE DE PENTECÔTE DE LUTTE OUVRIÈRE

## La fin de mai 68

La fin de mai 68 a été une période de grande agitation sociale et politique. Les manifestations ont été nombreuses et ont conduit à de nombreuses arrestations. Cette période a marqué un tournant important dans l'histoire du mouvement ouvrier.

# LA FÊTE DE PENTECÔTE DE LUTTE OUVRIÈRE

## La fin de mai 68

La fin de mai 68 a été une période de grande agitation sociale et politique. Les manifestations ont été nombreuses et ont conduit à de nombreuses arrestations. Cette période a marqué un tournant important dans l'histoire du mouvement ouvrier.

# LA FÊTE DE PENTECÔTE DE LUTTE OUVRIÈRE

## La fin de mai 68

La fin de mai 68 a été une période de grande agitation sociale et politique. Les manifestations ont été nombreuses et ont conduit à de nombreuses arrestations. Cette période a marqué un tournant important dans l'histoire du mouvement ouvrier.







VOUS TROUVEREZ  
DANS  
**PILOTE** MENSUEL  
LES MEILLEURES  
BANDES DESSINEES  
DE LA  
GALAXIE





127











## *L'infection dans les hôpitaux*







# LES PHYSICIENS A LA RECHERCHE D'UN GRAIN DE MATIÈRE INDIVISIBLE

Si, comme les philosophes grecs le pensaient, la matière est bien composée d'atomes indivisibles, l'atome est loin d'être le grain de matière ultime et indiscissable dont Démocrite et Épicure avaient rêvé. Au début du vingtième siècle, l'atome devint un minuscule système solaire où la masse de matière était concentrée dans un noyau extrêmement petit et très lourd.

autour duquel gravitaient, à très grande distance, de légères planètes, les électrons. Puis, on découvrit, quelques années plus tard, que le noyau n'était lui-même qu'un assemblage de protons et de neutrons, liés solidement entre eux par une force nucléaire puissante. En 1970, des expériences américaines tentèrent de passer que le proton lui-même n'était pas homogène, mais

que la masse était concentrée dans quelques grains enrobés dans une sorte de colle. De nouvelles recherches, faites avec les machines de l'Organisation européenne de recherches nucléaires (CERN) installées près de Genève, viennent confirmer cette hypothèse et permettent aujourd'hui d'estimer de manière un peu plus précise la structure du proton.

**L**a principale caractéristique de la physique du vingtième siècle, c'est qu'elle a ouvert l'étude des états extrêmes de la matière. D'un côté, les astrophysiciens tentent d'imaginer ce que devrait devenir selon leurs calculs la matière rassemblée sur d'énormes distances. Les astronomes ont parfois l'impression que les sources de rayons X et les puissantes sources d'ondes radio (quasars ou pulsars) qu'ils observent pourraient correspondre à la description d'objets célestes imaginés par les théories des trous noirs.

D'un autre côté, les physiciens des hautes énergies scrutent la matière à des distances de plus en plus petites, des fractions de millions de centimètres. Les théoriciens qui essaient de les aider ne cessent de reconnaître

leurs modèles au fur et à mesure que les résultats d'expérience viennent les confirmer. Ces deux domaines frontiers de la physique présentent certes, en apparence, des différences, on rencontre en effet une matière extraordinairement dense, le diamètre de l'atome est déjà très petit, de l'ordre de 10<sup>-8</sup> centimètres, le noyau de l'atome, où est concentrée presque toute la matière, est dix mille à cent mille fois plus petit que le diamètre de l'atome. Les physiciens des hautes énergies cherchent à sonder la matière à des distances de l'ordre de 10<sup>-13</sup> centimètres, ce qui est une distance dix mille fois plus petite que celle de l'atome. Ils cherchent à sonder la matière à des distances de l'ordre de 10<sup>-13</sup> centimètres, ce qui est une distance dix mille fois plus petite que celle de l'atome.

elles stables et les particules instables nées des collisions en plusieurs groupes qui avaient des liens bien définis entre eux. Ces relations entre les groupes et aussi entre les particules membres d'un même groupe pouvaient expliquer, et l'on suppose que les protons et les neutrons étaient constitués de trois briques fondamentales, les quarks. Le modèle était simple et séduisant. Aujourd'hui, la situation ne laisse pas d'être contradictoire. Il semble, en effet, de plus en plus que le proton ait une structure granulaire et soit constitué de trois grains de matière. Mais ces grains ne possèdent pas les caractéristiques électriques et dynamiques que la théorie prévoyait aux quarks. Et ces grains, qu'il s'agit toujours pas de quarks, ont été surnommés partons.

## La naissance des partons

Les partons sont nés, pour ainsi dire, à Stanford (Californie). Là, dans les années 1960, on bombardait avec une très haute énergie des protons par des électrons. Ils s'aperçurent que l'électron était plus fortement dévié que si le proton avait été ponctuel. Le proton se comportait comme un corps hétérogène possédant des parties dures — les partons — et un gros nuage mou (le Monde du 7 juillet 1971).

Il semblerait donc que le panorama du monde subatomique s'éclaircisse quelque peu. Un peu seulement, toutefois, car les physiciens ne sont pas au bout de leurs peines. En projetant des électrons contre des électrons dans leurs anneaux de stockage, les physiciens de Stanford ont pu confirmer certains résultats déjà obtenus à Frascati (Italie) et à Cambridge (Grande-Bretagne).

Le CERN a repris ces expériences. Au lieu de bombarder les protons avec des électrons, on a chargé une charge électrique négative, les protons furent bombardés par de petites particules neutres, les neutrons. Or le neutron agit aussi sur le proton par une force nucléaire très faible, comme l'électron agit sur le proton par une force électromagnétique.

L'ensemble de ces résultats permet de penser que le proton est ainsi constitué de trois partons, qui portent sa charge électrique et sa faible charge nucléaire. Dans une collision, protons-neutrons, tout se passe comme si la moitié de la masse du proton était concentrée dans ces grains, l'autre moitié de la masse étant répartie dans la colle qui les lie.

Cette colle, le CERN a pu mieux l'étudier en faisant des expériences à l'aide d'un type d'accélérateur récemment entré en service, les anneaux de collisions. Deux faisceaux de particules dans un anneau avant de les projeter contre une cible de matière, on accélère deux anneaux des protons (ou des électrons), qui l'un contre l'autre se chocquent.

Au CERN, on fait ainsi entrer en collision des protons contre des protons. Dans certaines cas, les protons sont simplement déviés; dans d'autres, la collision donne naissance à de nouvelles particules. Cette séparation de collision est appelée inélasticité.

Dans environ 30 % des cas, la collision inélastique donne naissance à un essaim de particules qui se déplacent dans la direction d'un des protons, tandis que l'autre proton est légèrement dévié sans être dissocié. L'essaim issu du proton dissocié comporte lui-même un proton et l'énergie de l'ensemble des particules de l'essaim est équivalente à l'énergie du proton projeté. L'autre proton conserve à peu près son énergie.

Dans 80 % des cas, la collision inélastique aboutit à l'apparition de très nombreuses particules rassemblées dans une direction qui se situe entre les deux faisceaux. On remarque que plusieurs particules sont groupées dans une même direction. On observe ainsi jusqu'à trois ou quatre directions privilégiées avec trois, quatre ou cinq particules dans chacune (schéma ci-dessus).

Tout se passe comme si chaque groupe de particules était issu d'une particule beaucoup plus lourde qui se désintégrerait en une fraction de seconde.

Ces essaims de particules n'apparaissent qu'une fois dans dix mille essais. Environ 20-30 GeV (20-30 milliards d'électrons-volts). Ainsi, à ces très hautes énergies, un certain ordre apparaît dans le fouillis de particules obtenues aux énergies plus basses.

## Un quark de charme

Dans ce type d'expérience, ce ne sont pas les partons qui sont étudiés, mais les quarks de colle. La colle ne doit être ni positive ni négative, mais neutre. Et elle se désintègre pour donner des essaims.

La colle est pour moi bien familiariser pour désigner, en réalité, les forces liant les partons entre eux. Cette force est sans doute médiatisée par une particule, dont certaines expériences, dont M. Van Hove, ancien directeur du département de physique théorique du CERN, il n'est pas impossible que la force liant les partons entre eux soit la même que celle qui lie les protons. Ainsi, la colle serait cette force nucléaire puissante liant les partons et dont on aperçoit la « trace » lorsqu'on observe l'interaction de deux protons.

## GRACE A UN PETIT SOUS-MARIN Des mesures du fond de la mer du Nord à 10 centimètres près

**L**e petit sous-marin PC88, fabriqué par la société américaine Perry Oceanographic, vient de quitter Londres pour Aberdeen à destination des champs pétroliers de la mer du Nord. Le PC88 est, depuis janvier 1974, la propriété de la société Intervat Ltd formée par l'association d'Intervat-Marseille (société française) et Northern Offshore Ltd (compagnie britannique). Le mois dernier, le Bay Shore, un bateau de service de cette société britannique, a été muni à Nantes d'un ponton spécial qui doit permettre la mise à l'eau et la récupération du sous-marin par des grues de 2 à 3 tonnes.

Présent 5,500 kilos, le PC88 peut transporter deux passagers et 225 kilos d'équipement à 240 mètres de profondeur. Il peut se déplacer à l'heure pendant sept à huit heures. Ses passagers ont vu sur le monde sous-marin grâce à un très grand hublot avant de plusieurs mètres de diamètre et grâce à huit hublots situés autour d'une tour de surveillance du sous-marin. Deux bras télé-

manipulateurs permettant de saisir des objets pesant 40 à 50 kilos. Le PC88 travaillera sur les champs pétroliers de la mer du Nord. Ses premiers contrats : faire pour Mobil et Shell le levé bathymétrique (mesure des profondeurs), à 10 centimètres près, des fonds sous-marins sur lesquels seront posés en 1975 des plates-formes de forage destinées à l'exploitation des gisements de pétrole et de gaz.

Intervat Ltd a déjà commandé à Perry Oceanographic deux autres sous-marins du type PC12 qui devraient arriver en mer du Nord en janvier et en mai 1975. Les dirigeants d'Intervat Ltd sont persuadés que les petits sous-marins seront de plus en plus indispensables à certains travaux pétroliers offshore, en particulier aux levés bathymétriques de précision et à l'inspection des pipelines sous-marins. Ces engins ne peuvent certes travailler en mer du Nord quand l'étau, mais Intervat-Marseille espère les utiliser le reste de l'année sur des champs offshore dans des mers plus clémentes. — Y. R.

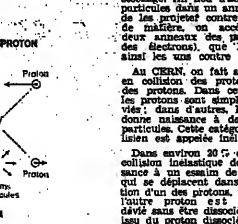
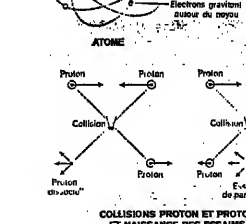
## Disséquer les particules

Depuis que l'atome a cessé d'être indivisible, les physiciens des hautes énergies cherchent à sonder la brève fondamentale ultime dont serait faite toute matière. Pour cela, ils s'efforcent de briser les atomes, leurs noyaux, les protons en eux-mêmes, en bombardant de très puissants projectiles dans des accélérateurs.

Depuis temps, on sent l'électron à refusé de se laisser ainsi disséquer. On a essayé de lui donner une masse ponctuelle, une particule fondamentale. En revanche, le proton a une silhouette différente. Mais chaque fois qu'on

cherche à le saisir en projetant contre lui d'autres protons, on des électrons, la collision donne naissance à une matière nouvelle faite de particules à peu près la même taille que le proton, mais instables et qui se désintègrent rapidement en d'autres particules, jusqu'à présent, de casser le proton et de faire apparaître des constituants stables.

Les physiciens savent, dans les années 1950-1960, l'impression qu'ils approchaient du but. Une collision fut découverte qui permettait de ranger les parti-



## AU CERN

### Un accélérateur enterré à 45 mètres

Quelques centaines de mètres des anneaux de stockage du CERN, une énorme machine, appelée tunnel, creusée depuis mars 1973 en tunnel de 4,14 mètres de diamètre par 15 mètres de profondeur en moyenne. Ce tunnel est un anneau qui, une fois terminé, aura une circonférence de 9 000 mètres et abritera le nouvel accélérateur de 200 GeV du CERN. Actuellement, les deux tiers du tunnel sont forés, et l'anneau devrait être achevé en septembre. On a aussi creusé deux rampes d'accès de 200 mètres de long qui permettent d'accéder au tunnel à partir de la surface et qui serviront ultérieurement à injecter puis à extraire les particules de la machine. Il a fallu enfin prévoir six puits verticaux d'accès au tunnel.

Encore faut-il que le tunnel, au bout d'un an et demi de forage, retrouve son point de départ. On commença par quadriller la sol en surface en déterminant soigneusement les coordonnées des puits verticaux d'accès. Trois de ces puits furent forés, et les coordonnées de surface reportées sous terre. La machine creusa alors la première rampe d'accès en direction d'un des puits verticaux. Puis elle entreprit de continuer le tunnel en suivant d'un puits à l'autre.

C'est la première fois que le CERN enterra sous profondément une de ses machines, et la précision requise pour la géométrie du tunnel a posé des problèmes nouveaux aux ingénieurs de génie civil. A cause des radiations émises par la machine, on souhaitait entourer l'accélérateur de 200 GeV d'un bouclier de béton. A cause des radiations émises par la machine, on souhaitait entourer l'accélérateur de 200 GeV d'un bouclier de béton. A cause des radiations émises par la machine, on souhaitait entourer l'accélérateur de 200 GeV d'un bouclier de béton.

Pour ce faire, la direction dans laquelle elle devait creuser lui était donnée par rapport au nord géographique, déduit grâce à un théodolite à gyroscopique. Tous les 30 mètres, au fur et à mesure du forage, on faisait un puits pour faire les mesures géophysiques. Sur la machine, toutes les parties étaient reliées à la direction du nord géographique, et le pilote de l'engin disposait d'un diagramme où était tracée la courbe théorique de forage qu'il devait suivre par rapport à cette direction de référence. La machine creusait 120 mètres de tunnel, et tout décalage par rapport au faisceau laser était corrigé par un système de forage suivant. Arrivée au second puits vertical, elle n'était écartée que de 2,5 centimètres du point où elle avait commencé à 150 mètres sous terre. Au puits suivant, l'écart était de 2 centimètres.

## INTERCHIMIE salon international des procédés et des matériels pour les industries chimiques et parachimiques.

**PROGRAMME DE L'EXPOSITION**

**PRODUITS**  
Produits de base - Produits élaborés pour toutes les industries utilisatrices - Matières premières et produits chimiques pour la construction et la protection des installations de génie chimique.

**ENGINEERING**  
Etudes et recherches de génie chimique - Etudes et réalisation d'usines chimiques et para-chimiques.

**EQUIPEMENT**  
Installations complètes pour procédés chimiques - Machines et équipements spécialisés pour effectuer les diverses opérations de Génie Chimique : séparation, mélange, réduction de dimension, triage, agglomération, transformation par chaleur et refroidissement, modification chimique - Chandronnerie spécialisée pour procédés chimiques - Tuyauterie, robinetterie, vannes - Pompes, compresseurs - Chauffage industriel, fours - Mesures, contrôle, automatisation, informatique industrielle - Equipement général des usines chimiques et para-chimiques - Protection, sécurité - Manutention, stockage, emballage.

**TECHNIQUES PARTICULIÈRES**  
Techniques nucléaires - Equipement pétrolier - Techniques antipollution - Cryogénie, lyophilisation, vide, ultrasons, air comprimé.

**RECHERCHE, DOCUMENTATION**  
Laboratoires de recherches - Organisations - Enseignement - Formation - Perfectionnement - Presse - Edition.

**MANIFESTATIONS :**

- A la Maison de la Chimie, 28, rue St-Dominique - Paris (7<sup>e</sup>)
- 10<sup>e</sup> Conférence Internationale des Arts Chimiques
- Sur le thème : LE GÉNIE CHIMIQUE ET LES PROCÉDÉS  
Renseignements : Société de Chimie Industrielle  
80, Av. du 18 Juin 1940 - 92500 Rueil-Malmaison (France)
- Symposium mondial Énergie et Matières premières  
Renseignements : 20, rue La Fayette - 75009 Paris - Tél. 770.91.44

**INTERCHIMIE 40 000 m<sup>2</sup> d'exposition du 6 au 12 Juin 1974**

**PARIS - PORTE DE VERSAILLES**  
de 9 h à 18 h sans interruption

Egalement Porte de Versailles et aux mêmes dates :  
**EUROPLASTIQUE - EUROCAOUTCHOUC et INTERCLIMA**





Les étiquettes, c'est rassurant. Et, dans une discussion, ça permet d'avoir le dernier mot : les Soviétiques ont le couteau entre les dents. Les ouvriers sont communistes. Les Américains sont de grands enfants.

Pressées par l'événement, nos opinions  
ont du mal à se dégager d'un certain parti-pris.

On croit arrêter un jugement, et c'est un jugement qui nous arrête.

Du calme.

Prenez une paire de ciseaux et découpez le bon.

Dans les 15 jours, sans rien payer, vous recevez de quoi discuter.

Vous recevez un des dix titres de la nouvelle collection des EDITIONS BORDAS "Univers Contemporain" : "Les Etats-Unis", "Les Soviets", ou "La France de la Belle Epoque".

En 400 pages, les idées toutes faites sont sérieusement malmenées. La mentalité d'un peuple, ses idéologies, ses contradictions, ses espoirs, son histoire révèlent, expliquent, rendent plus clair le monde d'aujourd'hui.

En 400 pages vous en apprendrez autant que si vous aviez eu le temps de vous plonger dans 200 ouvrages spécialisés.

Vous l'apprendrez sans problème : l'équipe d'universitaires animée par J.-B. Duroselle, Directeur de l'Institut des Relations Internationales à la Sorbonne, n'a pas eu besoin de romancer pour rendre l'histoire passionnante.

Et, ce qui ne gâte rien, les livres sont beaux, l'iconographie est soignée : chaque livre comprend plus de 200 documents d'époque, pour la plupart en couleurs et inédits. L'Imprimerie Nationale a prêté son concours à la réalisation de cette collection.

Un concours exceptionnel. Mais justifié.

# L'Univers Contemporain.

La connaissance est au bout des ciseaux.



**A l'adresse 1: 2000M EXTRA V.C. 4000**  
**Bon d'achat**  
 Que l'on utilise pour acheter  
 une machine à laver de 2000M

**Couchez le sur une commande**

Ne présentez pas ce bon d'achat en même temps qu'une commande. Ce bon d'achat ne peut être utilisé qu'une seule fois. Il est valable jusqu'au 31/12/91. Il est valable pour l'achat d'une machine à laver de 2000M. Il est valable pour l'achat d'une machine à laver de 2000M. Il est valable pour l'achat d'une machine à laver de 2000M.

Non Payable  
 Adresse  
 Nom  
 Prénom  
 Signature:



# Le Monde LA STAMPA THE TIMES DIE WELT

MENSUEL - SUPPLÉMENT EUROPÉEN DU « MONDE DE L'ÉCONOMIE »

EUROPE  
U  
R  
O  
P  
E  
U  
R  
O  
P  
E  
U  
R  
O  
P  
E

## UNE INTERVIEW DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'OTAN

### Sur le plan strictement militaire la situation du monde atlantique s'est considérablement détériorée depuis vingt-cinq ans

NOUS DÉCLARE M. JOSEPH LUNS

## LE DIFFÉRENTIEL

UNE des petites merveilles de l'automobile, c'est ce « roud » d'engrenages, le différentiel, qui permet à la roue extérieure de prendre dans un virage une vitesse supérieure à celle de la roue intérieure. Pour faire avancer l'Europe, il faudrait peut-être imaginer maintenant une mécanique de cet ordre.

La terrain politique étant déboisé, que voit-on, en effet ? A quelques jours d'intervalle, l'Allemagne et la France ont eu de nouveaux responsables, au sommet. L'Italie se débat dans des difficultés financières qui l'obligent à faire provisoirement « cavalier seul ». La Grande-Bretagne se repaît sur elle-même sans que l'on sache trop jusqu'où ira sa volonté de renégocier le traité de Rome. Il n'est pas besoin d'avoir le don de prophétie pour imaginer que MM. Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt, qui viennent de se rencontrer à Paris, vont par la force des choses, et d'un très peu de temps, un très très important à jouer pour débloquer la machine européenne.

D'abord, parce qu'ils le « veulent » : il est significatif que le nouveau président de la République française ait prononcé à Strasbourg son premier discours de campagne électorale. Chaque fois que l'occasion lui a été donnée, il a rappelé sa volonté d'aboutir à une union politique de l'Europe en 1980, les étapes étant déterminées par un calendrier. De son côté, M. Helmut Schmidt voit bien que si la lutte contre l'inflation — qui est sa préoccupation première — ne passe pas par l'Europe, c'est à un travail de Sisyphus qu'il s'attellera en Allemagne. Il a compris aussi que c'est au prix de politiques couronnées et coordonnées que l'on évitera la débandade vers l'autarcie qui le déçoit.

Ensuite, parce qu'ils le « peuvent » tous les deux. La stabilité politique pour un temps du moins est revenue en France et en Allemagne. M. Giscard d'Estaing pourra voir son premier ministre gouverner avec l'Assemblée telle qu'elle est composée aujourd'hui. M. Helmut Schmidt a été élu, selon toutes probabilités, à de nouvelles élections législatives. M. Helmut Schmidt, en outre, dans sa conduite des affaires de l'Etat, la chance d'être soutenu par l'économie de l'Europe la moins primitive d'Europe.

Enfin, parce qu'ils s'entendent bien sur le plan personnel. Ce qui compte, on l'a bien vu du temps de Georges Pompidou, qui lui, « sentait » mieux M. Helmut Schmidt que M. Brandt.

En attendant des jours meilleurs, le « nouveau dur » de l'Europe sera donc franco-allemand. Tout l'art sera de réconcilier la machine à vapeur et la machine à gaz. Les possibilités de réconcilier l'Europe par les voies classiques du Marché commun étant à peu près épuisées, c'est du côté de l'Europe politique que tous les regards se tournent. Le 1er juillet prochain, la France occupera le siège de la présidence du conseil des ministres de Bruxelles. Il lui faudra, sans trop attendre, expliquer à ses partenaires ce que pourrait être ce « gouvernement européen » de 1980 que M. Giscard d'Estaing appelle de ses vœux.

Tous les pays qui, parmi les Neuf, voudraient des moins-tenants se lancer dans cette nouvelle étape politique chercheront la machine à vapeur, les autres, loin d'être rejoints dans les « rétrogrades », continueront dans la mesure de leurs moyens ou de leur volonté à participer à l'union douanière qui reste l'objectif essentiel de la Communauté économique européenne.

A des vitesses différentes — pourquoi pas ? — les pays de la C.E.E. s'acheminent ainsi vers le but final. Il n'est pas possible, en effet, sauf à condamner toute l'entreprise, de l'aligner sur le train des pays les plus réalisateurs comme la Grande-Bretagne d'aujourd'hui. Le gouvernement de Londres ne pourrait violenter prendre ombre des initiatives de ses partenaires que si ceux-ci avaient « le corps tout droit ». Ce ne sera pas le cas. Pour les nouveaux dirigeants de France et d'Allemagne, l'Europe est une « terre promise », mais les obstacles à contourner pour y parvenir sont tels qu'on adoptera le petit trot plutôt que le galop.

PIERRE DROUIN.  
(Le Monde)

## L'EUROPE DES DÉSÉQUILIBRES

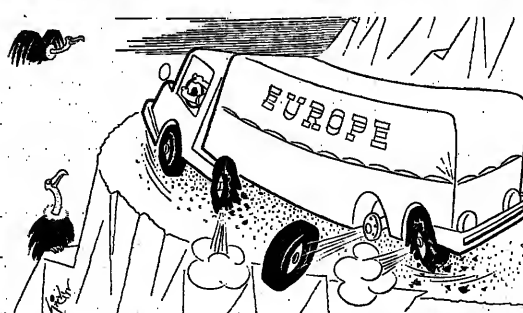
### Faut-il appauvrir les riches pour enrichir les pauvres ?

C'EST ce mardi 4 juin que le conseil des ministres de la Communauté doit entre autres sujets, remettre sur le métier le Fonds de développement régional. Réunion très étendue on le sait, et pas seulement par les représentants des pays les plus directement intéressés par la politique commune de développement des régions comme l'Italie et l'Irlande. En fait, le Fonds régional est considéré comme un test pour la politique du nouveau gouvernement travailliste après la demande d'un « réexamen global » des conditions d'adhésion à la Communauté. De plus, lors du « sommet des chefs d'Etat qui s'est tenu à Paris en octo-

bre 1972, il a été solennellement reconnu que « l'objectif de remédier aux déséquilibres structurels et régionaux existant dans la Communauté était absolument prioritaire » pour pouvoir réaliser l'union économique et monétaire. En effet, seule une politique visant à équilibrer la productivité des investissements affectés dans des régions inégalement développées peut garantir le caractère concurrentiel du marché, qui est un but de l'intégration européenne. Sans aucun doute, l'union douanière et l'Europe verte, autrement dit la politique agricole commune, ont donné une forte impulsion et

constitué des leviers efficaces pour le développement des pays de la Communauté dans les années 60. Mais il n'est pas moins vrai que l'union économique et monétaire qui doit venir marquer les années 70 est toujours en panne. Dans la situation présente, tout discours sur l'union politique qui, selon les paroles tendueuses de la C.E.E., devrait se réaliser dans les années 80 est parfaitement futile. L'Europe s'est arrêtée, et même, elle revient sur ses pas. Les déséquilibres qui en résultent la gêneront dans la poursuite de son développement économique et social. L'Europe a-t-elle le moyen de s'en sortir ?

(Lire page 27 le dossier intitulé par Mario Salvatorelli)



Dessin de Hicks (Die Welt).

l'euphorie. Prenez, par exemple, le domaine naval. Pour la première fois de son histoire, l'U.R.S.S. a construit une immense marine capable de se déployer sur tous les océans du monde. Il est naturel qu'on se demande pourquoi. Sans donner de chiffres, l'augmentation du nombre des bâtiments de l'U.R.S.S. dans les pays du pacte de Varsovie — ils sont tous standardisés, donc le manque de standardisation est une des grandes faiblesses de l'OTAN — semble aussi les gens à réfléchir sur le fait que l'U.R.S.S. a été capable de stationner aux frontières de la Chine environ un million d'hommes, avec la logistique nécessaire, tout en maintenant en Europe, avec ses alliés du pacte de Varsovie, plus de deux millions d'hommes.

(Lire la suite page 30.)

### Dans l'Europe en crise

#### LES FIRMES MULTINATIONALES JOUENT UN RÔLE STABILISATEUR

PRENOIS l'Europe depuis six mois. La crise de l'énergie éprouve sa solidité et déséquilibre la plupart des balances des paiements, l'inflation se déchaîne, les gouvernements luttent les uns après les autres, la Grande-Bretagne repasse du conservatisme au libéralisme dans un certain désordre, la France se balance sur le fil du rasoir politique, l'Allemagne peine, le Danemark se secoue, l'Italie jette l'éponge européenne, à Bruxelles on entend le chant du cygne... Bref rien ne va plus.

Mais qu'en dit l'Europe des dirigeants des plus grandes firmes multinationales. Comment elles-elles ? Très bien, merci, et vous ?... telle est leur réponse persévérante. Tandis que parties et gouvernements se jettent partout ? « L'indépendance nationale », à la figure, qui pour se justifier, qui pour étayer, l'Europe est de moins en moins européenne, et les Etats — qu'ils le veulent ou non — de moins en moins nationaux. Les chefs de gouvernement s'entendent : les chefs d'entreprise restent. Et cependant que les nations se perdent en se recherchant, l'Amérique invisible — se porte bien. Une « Europe invisible » commence à se constituer elle aussi. Et si l'on peut reprocher aux firmes multinationales qui les constituent de bloquer les cartes du jeu national il est évident que, si l'on ne les voit pas, elles se trouvent, il faut bien leur reconnaître un avantage : celui de jouer, de ce fait, un rôle stabilisateur quand se déchaînent les crises. La multinationale est en fait la seule entreprise qui, par sa police d'assurance contre les risques politiques et économiques, des effets répercutent partout. Mais si les firmes multinationales sont avantageuses par rapport aux compagnies nationales, on ne saurait toutefois dire pour autant, que les choses fassent leur force.

(Lire page 28 l'article de Jacqueline Grynin)

les Etats-Unis quand ceux-ci ont ouvert leur porte aérienne vers Israël, dès lors qu'un dépit du conflit ils avaient déclaré : « Nous n'avons rien à voir là-dessus ». C'est donc une bonne chose que l'alliance tout entière soit maintenant consciente de l'impact qu'ont sur elle-même des événements qui se produisent sur des territoires qu'elle ne couvre pas.

« Naturellement, tous les pays ont leurs propres intérêts à défendre. Naturellement aussi, tous les pays ont des divergences d'opinion. Ce que j'affirme toutefois, en tant que secrétaire général de l'OTAN, c'est d'abord que la procédure de consultation est nécessaire au bien-être de l'alliance et, ensuite, que ce n'est pas une voie à sens unique. Si les Etats-Unis consultent l'Europe sur des problèmes qui l'intéressent, par exemple la négociation SALT, ou des affaires politiques qui ont des répercussions sur le monde, en retour des sujets abordant du cadre de l'alliance, je pense que les pays doivent faire de même ».

(Lire page 27 le dossier intitulé par Mario Salvatorelli)

leur leadership. J'ai plutôt celle que les Etats-Unis veulent recueillir, sur les problèmes qui les intéressent, eux et leurs alliés, la plus large solution possible, après mutuelle consultation.

« Au cours du dernier conseil de l'OTAN, vous et d'autres parliez d'une attitude à d'abord et après mais l'accord encore davantage qu'il s'agissait de la préservation militaire mondiale. Pour ce qui concerne ces dangers politiques et militaires tels que vous les voyez et indiquez de combien l'accroissement des forces du pacte de Varsovie est une situation déséquilibrée, aboutissant à des accords déséquilibrés. S'il y a pas un certain équilibre entre les forces du pacte de Varsovie et celles de l'OTAN, accord sera beaucoup plus difficile. L'union soviétique a développé un potentiel militaire. Je pense que l'un des devoirs du secrétaire général est de mettre en garde contre

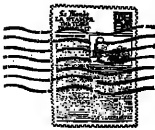
Je répondrai ceci : les situations déséquilibrées aboutissent à des accords déséquilibrés. S'il y a pas un certain équilibre entre les forces du pacte de Varsovie et celles de l'OTAN, accord sera beaucoup plus difficile. L'union soviétique a développé un potentiel militaire. Je pense que l'un des devoirs du secrétaire général est de mettre en garde contre







Bruxelles, juin 1974



## Hauts palais pour petits chauvins

palous. Tout de même, le tribunal canton du non-lieu, attendu, édifié, que le plaignant — corps du présumé délit — était non une mauvaise herbe mais une simple fleur des champs.

Rien de tel ne pouvait arriver à Bruxelles, ici, c'est la tolérance. Une tolérance paillardie même exagérée, par exemple à l'égard des chiens — ils peuvent impunément moucher les trottoirs — ou bien des promoteurs immobiliers. Ceux-ci sont moins excusables que ceux-là parce que davantage conscients et parce que leur passage laisse des traces moins faciles à faire disparaître. Ils ont en fait de défigurer Bruxelles et de lui ôter tout ce qui faisait son agrément.

On peut même s'étonner qu'aucun des gouvernements qui se sont succédés ici ces dernières années

n'ait mesuré le tort causé à la Belgique par le massacre de sa capitale, dont la réputation est tombée au plus bas parmi les « Européennes ». Mais cela est une autre histoire.

Il faut quand même reconnaître que — autant qu'il en a souffert l'environnement — la métropole belge se trouve aujourd'hui dotée d'un réseau de grandes artères qui y rend la circulation remarquablement aisée. Grâce à une succession de viaducs et de passages souterrains, vingt minutes suffisent — sauf aux heures de pointe — pour se rendre de n'importe quel point de la ville à un autre. Les transports publics fonctionnent de façon très satisfaisante. Enfin, le trafic est grandement facilité par le fait que les bureaux n'ont pas été implantés au cœur de la cité, ce qui mériterait bien un coup de chapeau.

Il a manifestement méconnu les lois de la pesanteur car l'eau de pluie, au lieu d'être retenue pour retomber directement sur le sol, dégringole tranquillement en entraînant la poussière vers les vitres qu'elle s'écoule de gluantes filets noirs. (N'importe, c'est la localité qui n'ait le nettoyage des carreaux.)

C'est à l'avenir cet écart brouillé que, du centre de presse, le journaliste aperçoit la Bourse, l'opéra qui ne modifie d'ailleurs pas sensiblement l'opinion que la proposition de loi des activités déplorées par la Commission en ces heures d'infortune européenne.

Il faut le dire crûment. Alors que, depuis le début de l'année, pratiquement aucune décision n'a pu être prise par le conseil des ministres — sauf celles, inévitables, ayant trait à la révision annuelle des prix agricoles, — il y a quelque chose d'un peu indécent dans le comportement, totalement dénué de réalisme, de la Commission.

Si, de plus, elle continue à ériger des propositions aussi importantes que, par exemple, il y a quelques semaines, celle qui concernait la circulation des lauriers à l'intérieur de la Communauté. Soit. La chauvinisme agricole ne peut supporter que, mettons, la race charolaise se reproduise hors des frontières des parcs nationaux européens de la France. Pourtant, quel beau spectacle qu'un troupeau de charolais brouille dans un vert pâturage du Scandinavie !

Quand j'ai débarqué ici, voilà deux ans et demi, que n'attendait-on pas du développement prochain de la Communauté, de ce marché promis de deux cent cinquante millions de consommateurs, de cette politique dont elle paraissait dans les délibérations internationales ? Rapprochements, la coopération intercommunautaire devait se trouver enrichie par l'expérience scolaire que s'offrait la Grande-Bretagne. Les Anglais allaient ouvrir à l'Europe des horizons nouveaux en Asie, en Afrique, dans les Caraïbes ; ils fac-

litaient les rapports entre les deux côtés de l'Atlantique grâce à leur accès à eux de s'y prendre avec l'Onice Sam.

Les 1 l'occasion unique qui se présentait alors fut glorieuse. Et notamment par le fait des Anglais. Le malheur pour l'Europe, ce fut que les élections de 1970 aient été, de manière inattendue, gagnées par

M. Heath. Les travaillistes, d'ils étaient restés au pouvoir, auraient poursuivi la négociation et ils auraient fait entrer la pays dans le Communauté avec l'assentiment de tous les partis. Alors que, tel que les choses se sont passées, l'adhésion est demeurée en question pour les Anglais, et que M. Heath s'est révélé cruellement décevant à nombre de ses amis européens.

### La vraie fête

La vraie fête intervint seulement en décembre dernier, le jour où le Premier anglais, lors du prix Charlemagne, déclara devant un auditoire d'Européens conviviaux rassemblés à Bruxelles qu'il avait son avis le meilleur moyen de faire face aux restrictions des fournitures de pétrole arabes et à l'embargo contre la Hollande, c'était de s'en remettre à la diplomatie bilatérale. M. Heath avait en outre montré le faible cas qu'il faisait des petits pays en décrétant qu'il n'acceptait pas les critiques formulées contre la politique britannique « dans tel ou tel coin de la Communauté ». Dès lors, à Bruxelles, aux yeux de beaucoup de gens, le Premier britannique prenait l'aspect d'un « nouveau de Gaulle » dont le beau costume européen tombait en lambeaux.

ROGER BERTHOUD,  
(The Times.)

Du moins le chauvinisme des travaillistes ne s'embarrasse-t-il pas, lui, de vaines étiquettes. L'évocation des réalisations positives de la Communauté sur le plan général de la réconciliation européenne les laisse parfaitement froids, et c'est pour défendre ouvertement les intérêts nationaux que, drapé dans sa propre robe, M. Callaghan vient à Bruxelles.

Pur exemple de public-relations, puisque ce ne sont pas les nouvelles conditions résultant de cette réconciliation qui pourraient améliorer sensiblement la situation économique de la Grande-Bretagne. Puisse M. Callaghan — et ceux qui pensent comme lui — saluer, à la faveur des discussions, qu'en cette dangereuse époque d'exploitation des

pro l'interdépendance est non pas une abstraction mais un fait. Malheureusement, il semble que les réalités internationales aient quelque difficulté à s'imposer à l'esprit des Anglais. La population britannique commence tout juste à se rendre compte que, d'où qu'elle proviennent les denrées, la nourriture ne sera plus jamais bon marché. Espérons que les yeux ne s'ouvriront tout grande avant qu'il ne soit trop tard. Peut-être le C.E.E. ne représentera-t-elle pas grand-chose à l'heure actuelle, mais si l'on voit plus loin, elle reste un commencement : le début de la coopération européenne qui ne devient nécessaire à la Grande-Bretagne.

### Une ironie du sort

Une des rares décisions heureuses prises depuis la guerre en matière d'urbanisme fut celle d'installer le siège des principales institutions de la C.E.E. — Commission européenne et conseil des ministres — à l'écart des quartiers où sont concentrés les affaires et les magasins. Le corps des journalistes a participé lui aussi au mouvement de décentralisation : il vient juste d'emménager dans le centre de presse international situé tout près de Burymont — le palais de verre de la Commission — et à deux minutes à pied du Charlemagne, lieu de réunion du conseil des ministres et théâtre des fameux mariages qui font couler tant d'épouse journalistiques.

Ironie du sort, le centre de presse international, ce témoin de la foi mise par les Suédois dans le C.E.E. — l'immense bâtiment appartenant à la compagnie d'assurance Le Zurich — a jellé du sol au moment précis où l'avenir de la Communauté commençait à être compromis par ses dérapages successifs.

Bien lourds, pourtant, reste la responsabilité des architectes. Celui qui conçut le projet du centre de presse international n'était pas dépourvu de génie — l'édifice est plus esthétique que la plupart des buildings commerciaux construits à Bruxelles, — mais ces méfureuses fautes techniques atténuent ses limites. En calculant le retrait de leur cadre par rapport aux débris avec du béton qui les surplombent,

Pour bien jouer aux échecs il n'est pas indispensable de s'appeler Fischer ou Spassky. Avec le livre **LES ECHECS EN TROIS JOURS** de MICHEL BENOIT champion de France en titre, vous ferez la découverte simplifiée, rapide et claire d'un jeu fascinant. SOLAR

## SERIE 60: la puissance informatique à l'écoute de l'entreprise.



# Honeywell Bull

Votre partenaire en Informatique.

La Série 60 d'HONEYWELL BULL ouvre l'ère de l'informatique transactionnelle : les systèmes pilotés par les données sont à l'écoute permanente de l'entreprise. Dans la Série 60, deux nouveaux concepts optimisent le dialogue entreprise-informatique : — la distribution des fonctions, qui décentralise les tâches au niveau du matériel et du logiciel, — le décor, qui permet l'adaptation de l'ordinateur aux multiples situations informatiques. Les systèmes de la Série 60 peuvent donc traiter un plus grand nombre de fonctions spécifiques, et prendre en compte tout besoin particulier de l'entreprise.

La Série 60 comporte dix modèles, répartis en quatre niveaux, permettant la meilleure adaptation des moyens informatiques à tous les types d'entreprises : 61/58, 61/60 — 62/40, 62/60 — 64/20, 64/40 — 66/20, 66/40, 66/60, 66/80.

Servie par la technologie la plus avancée, la Série 60 bénéficie de l'environnement GCOS, logiciel mondialement reconnu et apprécié.

La Série 60 est une contribution européenne majeure à l'informatique mondiale.







# Forum

## Les Bourses reflètent la désagrégation de la Communauté

Par le docteur F. WILHELM CHRISTIANS (\*)

**L**e lecteur non averti se demandera avec raison si l'examen de l'avenir des Bourses de valeurs doit être limité au seul échelon européen. En fait, le profond malaise dont les investisseurs sont la proie depuis 1973 est de dimension mondiale. En leur confiance a été mise à si rude épreuve — tant par le comportement des marchés de valeurs à revenu variable que par celui des marchés de valeurs à revenu fixe — que l'avenir des Bourses constitue à l'heure actuelle l'une des préoccupations majeures de l'ensemble du monde occidental.

Malgré la commotion qu'elle a provoquée dans l'économie, il ne s'agit pas pour moi d'analyser les causes de cette crise de confiance ou de proposer des solutions aptes à la résoudre, mais d'expliquer la question sous l'angle de l'intégration européenne ou, plus précisément, de l'Europe constituant le Marché commun.

Souvenons-nous des premières années qui ont suivi le traité de Rome, de l'enthousiasme unanime des marchés du Continent à l'idée européenne : souvenirs, lors d'un passé plus récent, de l'élan et de l'optimisme britanniques, dans l'attente de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, se

lancèrent à la découverte du marché européen des capitaux ; souvenirs-hors de tout cela et constations avec raison que l'Europe n'a pas répondu aux espoirs qu'elle avait suscités. Les investisseurs étaient prêts à tirer une leçon de l'avenir. Traite qui ne pourrait être honorée aujourd'hui.

Jusqu'à présent, les politiques européennes n'ont pas obtenu ce que l'économie, sur la foi de ses contrastes et de ses perspectives de développement, accepte et pratique, elle, comme une réalité : l'intégration de l'Europe. Quand ils se sont trouvés opposés au progrès de l'intégration européenne, les intérêts nationaux ont trop souvent pris le dessus et parfois au moment même où certaines circonstances (je pense, par exemple, aux questions monétaires et à la crise pétrolière) offraient aux Européens l'occasion de surmonter et de dépasser une Communauté à part entière.

Par leur comportement actuel vis-à-vis des problèmes monétaires posés par l'inflation et par la perte de confiance qui résulte de la désintégration du système monétaire international, auxquels s'ajoutent les soucis politiques et économiques propres à chaque pays, les Bourses de valeurs européennes reflètent la désagrégation politique de leur Communauté.

Dans tous les pays se sont développés des lois, des usages et des traditions qui dans l'intérêt même des investisseurs sont à préserver mais qui cependant doivent être adaptés à des marchés plus larges. A cet égard, un prospectus d'introduc-

tion de valeurs unique pour tous les pays de la Communauté serait souhaitable. En revanche, des questions de détail touchant les essais de perfectionnement en particulier les modalités de publicité, ne présentent qu'un intérêt secondaire pour les investisseurs.

Pour les entreprises cotées en Bourse depuis de longues années, et dont le prestige est international, les conditions d'introduction sur une autre place de la Communauté doivent, à mon avis, être différentes de celles que l'on impose aux nouvelles venues. Mais ici aussi la prudence se heurte à des obstacles nationaux. Il entre dans les objectifs du conseil de la C.E.E. d'édifier un marché des capitaux unifié. Sur ce point, banques, agents de change et investisseurs de la Communauté sont parvenus, dans la pratique, à un accord sur le plan politique. Ils pensent et agissent internationalement, ainsi que l'exigent les réalités économiques.

### Une harmonisation s'impose

Il existe en pratique un véritable marché européen étiré des valeurs mobilières, et point n'est besoin de créer spécialement une Bourse européenne des valeurs. Les moyens de communication, en amélioration constante, permettent d'assurer de façon satisfaisante la conduite des marchés nationaux, qui doivent être préservés de l'intérêt des investisseurs.

Les horaires différents des séances boursières dans les pays de la Communauté européenne ne constituent pas un obstacle insurmontable à la fluidité des échanges de valeurs mobilières, pourvu qu'ils soient accompagnés des possibilités d'arbitrage. Sur le plan purement admini-

nistratif, les échanges inter-boursiers se heurtent malheureusement, outre trop souvent, à des difficultés insolubles : différences d'ordre juridique entre les actions nominatives et au porteur, périodes de liquidation différentes, accompagnées de modalités de livraison des titres inadéquates aux échanges internationaux notamment en matière d'organismes de compensation, de remise physique des titres ou des certificats, etc.

Dans le domaine, une harmonisation s'impose en priorité. Les usages et les législations nationales devraient être adaptés rapidement aux pratiques du commerce international des valeurs mobilières. L'intégration

Pour ma part, je ne doute pas que cette place revienne à la City de Londres. Pourtant, il n'est pas exclu que l'intégration soit menée de telle sorte que les mécanismes spécifiques du marché soient adaptés aux besoins respectifs des places continentales.

Pour l'heure, le plus pressant ne paraît être d'offrir aux investisseurs les crûtes inhérentes à un changement de système. Il est nécessaire que les gouvernements se montrent conciliants du bien-fondé pour l'économie des réformes à entreprendre afin que renaisse la confiance dans les placements de capitaux à long terme.

(\*) Membre du directoire de la Deutsche Bank A.G.

### Les professionnels en avance

Malgré tout, une certaine Europe continue d'être produite assidûment, celle des professionnels des Bourses de valeurs. Un simple exemple le montrera. Lors de la grève, à Paris, des employés de banque et de Bourse, on vit s'instaurer

à Londres un marché parallèle très actif sur les valeurs françaises. Les « brokers » (agents de change de la City) profiteront alors que les opérateurs réalistes considèrent toujours Londres — et avec raison — comme la place financière pilote

### Paris: porte de l'Amérique. Le saviez-vous?



Avez-vous déjà remarqué le nombre de liaisons aériennes entre Paris et l'Amérique du Nord? Ainsi Paris est votre point de départ idéal à destination d'Outre-Atlantique.

Air France relie Paris à 11 villes du Canada, des Etats-Unis et du Mexique. Des vols sans escale desservent Montréal, New York, Houston, Boston et Anchorage.

Non seulement nous maintenons toutes nos lignes à destination de l'Amérique du Nord, mais nous avons le souci d'améliorer sans cesse le service à bord. Et c'est bien agréable de trouver un personnel qui parle votre langue et qui prend soin de vous pendant le vol, et également une fois arrivé.

En effet, dans toutes les villes desservies par Air France, vous trouverez un bureau d'accueil, soucieux de faciliter au maximum votre séjour.

**AIR FRANCE**  
Nous vous comprenons.



**EUROPE UNDER CONSTRUCTION**

Rédaction : Pierre Druille (Le Monde), Pierre de Garaville (Le Monde), Jean Gire, coordinateur (Le Monde), Fritz Wirth (Die Welt), avec la collaboration de Paul Fahn et Jacqueline Gault (Le Monde), Guy Séguin (Le Monde), David Spenser (The Times), Hans Stollhaus (Die Welt), Publisher : Michel Givard (Le Monde), Ricardo di Canto (Le Monde), Gary Thomas, coordinateur (The Times), Nicolas Windberg (Die Welt).  
Copyright © Le Monde.

(PUBLICITE)

République Algérienne Démocratique et Populaire  
Ministère de l'Industrie et de l'Energie  
Société Nationale de l'Electricité et du Gaz

**SONELGAZ**

### AVIS INTERNATIONAL DE PRÉSÉLECTION

Un avis international de présélection est lancé pour la construction, dans le site d'ARZEW (près d'ORAN), d'une installation de production combinée d'énergie électrique et d'eau douce.

Cet ensemble comprendrait :

- 5 à 6 postes de distillation multistage d'une capacité unitaire de 12.500 m<sup>3</sup>/jour combinés à des turbines à gaz d'une puissance unitaire de 20 MW (ou 40 MW) environ.
- Un stockage d'eau dessalée.
- Un poste 60 kV d'évacuation d'énergie.

L'avis concerne également la réalisation du génie civil et en particulier de la prise d'eau de mer et de la station de pompage.

Délai de mise en production :

- Premier poste, fin 1976.
- 5<sup>e</sup> poste fin 1978

Les constructeurs ou groupements de constructeurs intéressés par la réalisation de cet ensemble peuvent faire acte de candidature auprès de :

**SONELGAZ**

2, boulevard Salah Bouaskar

DIRECTION DE L'EQUIPEMENT ELECTRIQUE

Service : MOYENS DE PRODUCTION THERMIQUE ET HYDRAULIQUE  
Téléphone : 64-82-60 - Télex : 52.898

avant le 31 juillet 1974, en présentant des références détaillées concernant les études et la réalisation d'installations similaires.

Le Cahier des charges serait remis avant le 30 septembre 1974.



(PUBLICITÉ)

# LES CAISSES D'ÉPARGNE DANS LE MONDE

## L'inflation et le défi de la modernisation

1924-1974



**A**u moment où l'International Savings Banks Institute qui représente environ 3.500 organismes d'épargne de 49 pays entre dans son second demi-siècle, le problème vital avec lequel les épargnants et les Caisse d'Épargne se trouvent confrontés est l'inflation. Comment les Caisse d'Épargne peuvent-elles maintenir et augmenter la valeur de leurs dépôts alors que les monnaies nationales perdent chaque année de 5 à 15 % de leur valeur et même parfois plus ? Les membres de l'ISBI s'attaquent sur plusieurs fronts à ce problème essentiel.

Les événements internationaux et, en particulier, l'échelle croissante et l'accélération de l'inflation des prix ont récemment affecté l'activité et le développement des caisses d'épargne en cours de ces dernières années bien que leurs effets aient été différents d'un pays à l'autre, selon la structure des différentes organisations et les règles et réglementations nationales. Dans presque tous les pays, le petit épargnant qui ne possède habituellement aucune expérience des questions financières et qui était jusqu'à présent satisfait de continuer à déposer ses économies à la caisse d'épargne, installée familièrement en quelque lieu où il avait confiance a été alarmé par les événements qu'il voyait se dérouler autour de lui et a réagi — parfois très rapidement — en perdant ses habitudes de confiance en matière d'épargne. Récemment, la préférence a été, en général, aux plans d'épargne (pour le plus souvent à long terme) ou à certains types de comptes de dépôts à court terme offrant des rendements plus élevés et l'on assiste même à un retraitement perceptible en faveur de la Bourse ou du marché des capitaux. Étant donné les hauts degrés atteints par l'inflation, ce changement de mode d'investissement est fréquemment le seul moyen permettant à l'épargnant de recevoir une rémunération réelle pour ses dépôts.

Les effets sur les caisses de cette modification du processus d'épargne en faveur d'investissements offrant un meilleur rendement n'ont pas eu partout la même gravité, cela en raison des différences entre les caisses d'épargne régionales et les caisses nationales. Les caisses nationales ont pu, dans certains cas, résister à l'inflation par le contrôle exercé par l'État qu'elles ne peuvent résister aux événements qui se produisent sur le marché ou tout au moins qui ne peuvent résister dans la même mesure.

et en même temps que leurs concurrents. Cela s'applique plus particulièrement aux caisses d'épargne des États-Unis, de Grande-Bretagne, d'Allemagne et de France et dans certains pays à quelques caisses d'épargne locales.

L'importance d'être en mesure d'offrir une large gamme de possibilités de dépôts permettant de maintenir des rendements de fonds stables peut être considérée dans les pays où la diminution des dépôts d'épargne « ordinaires » a été compensée, en partie, par l'augmentation des ventes de bons d'épargne. L'Autriche donne l'exemple d'un pays où une diminution appréciable des dépôts ordinaires a été plus que compensée par une croissance proportionnelle des dépôts d'épargne « ordinaires ». Dans certains pays, les caisses d'épargne ont progressé appréciablement vers une gamme plus large de possibilités de dépôts à moyen et à long terme.

Cette tendance et les problèmes qui l'accompagnent se trouvent confirmés par une comparaison de la part des caisses d'épargne et de celle des autres institutions financières sur le marché des capitaux. Les caisses d'épargne ont une part importante dans les investissements d'une manière générale, les caisses d'épargne ont pu résister récemment à maintenir leur position dans le cadre d'un plan encouragé par le gouvernement qui consistait à encourager sans aucun doute à stabiliser les rendements des caisses d'épargne en offrant aux épargnants un taux d'intérêt attractif.

L'ampleur de la baisse des prix, les pertes des autres sont dans certains cas considérables même en ne faisant qu'une comparaison à court terme. De fait, de fait, de la politique de gestion, les caisses d'épargne ne pouvaient donc plus au cours des dernières années s'en remettre à la stabilité de leur position acquise sur le marché des dépôts. Les lignes tracées se trouvent les difficultés, groupes, institutions pour attirer les « sous » du petit épargnant sont devenus de plus en plus durs depuis quelque temps et la concurrence ne se fait plus sur le terrain des prix — c'est-à-dire des taux d'intérêt — mais est devenue dans une large mesure une concurrence entre produits, une lutte concernant l'ensemble des « services de caisses d'épargne ». Le principe de l'activité de toutes les caisses d'épargne se trouve actuellement par l'offre de formes nouvelles et attrayantes d'investissement permettant aux clients d'obtenir plus soit en terme de liquidité, soit en terme de rentabilité de leurs investissements, c'est-à-dire le seul moyen possible de maintenir, sinon de développer, le cercle « traditionnel » des clients du moyen et à long terme.

Dans certains pays, les caisses d'épargne ont progressé appréciablement vers une gamme plus large de possibilités de dépôts à moyen et à long terme.

Les caisses d'épargne locales des Pays-Bas, certaines caisses d'épargne de Grande-Bretagne et la Caisse d'épargne nationale du Luxembourg offrent maintenant leurs propres fonds d'épargne avec différents taux d'intérêt et différentes durées. En Suède, un nouveau plan d'épargne salarial assorti de primes a été lancé et permet aux épargnants de participer à une loterie subventionnée par l'État.

De plus, une large gamme de possibilités de dépôts à court terme a aidé les caisses d'épargne, ainsi que les caisses d'épargne ont pu résister récemment à maintenir leur position dans le cadre d'un plan encouragé par le gouvernement qui consistait à encourager sans aucun doute à stabiliser les rendements des caisses d'épargne en offrant aux épargnants un taux d'intérêt attractif.

Le basculement vers des formes de placements autres que le numéraire — dû en particulier aux nouvelles possibilités présentées par l'automatisation croissante des transactions — se confirme sans aucun doute et les caisses d'épargne tentent de se maintenir dans les limites acceptables d'encours de dépôts. Il n'est pas possible d'espérer que les clients qui ont besoin de plusieurs services bancaires fassent appel à plusieurs institutions différentes.

L'activité de crédit directe comme indirecte sous forme d'achat de valeurs a toujours été une activité traditionnelle. Les caisses d'épargne bien que les caisses d'épargne locales possèdent d'habitude certaines parts de fonds de crédit, par contre, presque toutes les caisses d'épargne sont autorisées à effectuer des prêts hypothécaires ou autres opérations publiques mais les caisses d'épargne ne sont pas autorisées à effectuer des prêts hypothécaires ou autres opérations publiques mais les caisses d'épargne ne sont pas autorisées à effectuer des prêts hypothécaires ou autres opérations publiques.

La parité entre l'évolution de la part du marché du crédit et de la part du marché des dépôts revenant aux caisses d'épargne montre que dans les pays où elles offrent une gamme relativement large de services, qu'il s'agisse de possibilités de prêts ou de dépôts, les caisses d'épargne ont pu résister à conserver et même à améliorer leur part du marché ou bien d'elles ont souffert tout au moins de la perte de leur position. Cela s'applique spécialement au cas de l'Allemagne, de l'Espagne et du Portugal, mais dans une moindre mesure, que les caisses d'épargne d'Autriche, de Norvège, d'Autriche et de Suisse.

Le poste le plus important de l'activité de prêt de la majorité des caisses d'épargne est constitué par le financement de la construction ou de l'achat de maisons d'habitation. C'est dans ce domaine qu'elles ont la position la plus forte par rapport aux autres institutions de crédit. Il s'agit principa-

lement de prêts hypothécaires, et en fait, dans certains cas, les prêts hypothécaires ou financements de locaux d'habitation d'une forme ou d'une autre représentent plus des deux tiers du total des prêts effectués. Cela confirme la position traditionnelle qu'occupent les caisses d'épargne sur le marché de l'immobilier de presque tous les pays.

Dans le domaine des affaires de crédit à long terme, particulièrement dans le secteur des prêts personnels, la position des caisses d'épargne se trouve comparativement faible, sauf dans les pays où elles ont plus ou moins le caractère de banque dans le sens général du terme. Dans d'autres pays, des types d'affaires de crédit sont introduits, ce qui ne permet pas d'avoir une opinion sur leur importance.

Les premières statistiques de 1973, qui sont encore incomplètes, font ressortir que dans certains pays la croissance appréciable des bénéfices nets de 1972 par rapport à 1971 ne s'est pas répétée en 1973. Ce phénomène peut être principalement attribué à un réajustement général des marges sur intérêts alors qu'en même temps toutes les caisses d'épargne devaient faire face à des frais de personnel croissants que les améliorations de rationalisation et de l'automatisation n'ont pas été en mesure de compenser en totalité, cela en raison des investissements importants qui sont nécessaires.

Les caisses d'épargne n'auront donc pas d'alternative et devront s'efforcer, grâce à la rationalisation, la coopération et la restructuration, de diminuer les frais sans porter atteinte à la gamme des services d'importance importante qui sont nécessaires.

La croissance rapide de la demande de services bancaires de tous genres et certaines tendances vers la libéralisation de la législation régissant les caisses d'épargne ne feront que rendre la concurrence plus vive.

L'époque des « simples comptes d'épargne » entrainant des transactions relativement peu complexes se maintient encore dans le passé et à titre définitif. La participation et la rationalisation croissantes des services et plans d'épargne offerts par les caisses d'épargne de l'ISBI leur permettent en partie d'aider leurs clients à combattre les effets de l'inflation, ce qui ne montre aucun signe de ralentissement pour le moment.

### ALLEMAGNE DE L'OUEST :

## De bons résultats grâce à un bon travail

Il y a peu de pays où les forces et les méthodes modernes pour traiter les questions d'argent sont aussi largement appliquées dans toutes les couches de la population et dans toutes les sphères de l'activité économique qu'en République fédérale d'Allemagne. Frappamment, tout le monde possède un compte d'un type ou d'un autre dans un institut financier : l'industriel ou le commerçant a un compte courant pour effectuer ses paiements et y recevoir ses chèques, ou bien il a enregistré l'argent au jour le jour ou pour des investissements à « titre privé » ou ouvre un compte pour ses salaires ou appointements, un compte d'épargne : on effectue des dépôts de titres ou l'on a acheté d'un côté à la consommation ou obtenu un prêt hypothécaire. Le fait que pratiquement toutes les entreprises et la majorité des ménages soient affiliés avec des instituts financiers signifie que les questions d'argent peuvent être traitées de manière rationnelle.

Cela constituant une raison importante de l'efficacité croissante de l'économie de l'Allemagne occidentale. Il n'est pas exagéré de dire qu'une grande partie de la prospérité individuelle et nationale actuelle de la République fédérale peut être attribuée au fait que des techniques monétaires et financières efficaces se sont répandues de manière remarquable, mais ceci ne s'est pas fait de soi-même.

La raison principale est que les nombreux instituts financiers allemands ont été fondés il y a plus de cent ans et se sont développés en conséquence à la disposition des industriels et commerçants allemands ainsi qu'à la disposition des entreprises des communes urbaines et rurales et, en dernier lieu, mais il s'agit là d'un fait important, des salariés des entreprises privées et des fonctionnaires.

Les couches les plus pauvres de la population n'offrent pas d'assez bonnes perspectives de bénéfices que les grandes entreprises et des instituts financiers sérieux dont le principal objectif n'était pas de réaliser des bénéfices pour leurs actionnaires ou propriétaires durent être imaginées ou créées. Les couches les plus pauvres de la population n'offrent pas d'assez bonnes perspectives de bénéfices que les grandes entreprises et des instituts financiers sérieux dont le principal objectif n'était pas de réaliser des bénéfices pour leurs actionnaires ou propriétaires durent être imaginées ou créées.

L'accession considérable de la position financière des petits industriels et commerçants indépendants et des salariés au cours des cinquante dernières années, amélioration à laquelle les caisses d'épargne ont apporté une contribution importante, a naturellement entraîné une nette croissance de la position de ces dernières.

Les caisses d'épargne étant représentées à l'échelle nationale par la Deutsche Sparkassen und Giroverband. Bon nombre maintiennent la plus importante des structures bancaires de la République fédérale allemande.

Ce groupe comprend environ sept cent cinquante caisses d'épargne totales de 550 milliards de DM de capital. Les instituts centraux de financement du capital totalisent 150 milliards de DM de capital. Mais les caisses d'épargne d'Allemagne de l'Ouest ne se distinguent pas seulement par leur importance, c'est surtout leur

attitude et leurs méthodes qui les distinguent des autres banques d'importance publique et à la base du fonctionnement des caisses d'épargne, leur rôle est de donner l'assurance que tous les citoyens ont accès aux services bancaires. Cela comprend d'une part toute une variété de plans d'épargne et d'autre part, des possibilités de prêts pour la construction de logements et pour les dépenses des particuliers. Ces possibilités sont particulièrement importantes pour les classes moyennes et les classes laborieuses.

Les caisses d'épargne représentent 56 % environ du total de l'épargne et près de 80 % de la totalité des fonds d'épargne en Allemagne fédérale. De ce côté du crédit, les institutions d'épargne aident à financer complètement la moitié de tous les immeubles collectifs d'habitation et prêtent 13 % du total des fonds empruntés par les organismes municipaux.

Les instituts d'épargne d'Allemagne occidentale ont également recherché avec zèle de nouvelles formes d'épargne et de crédits en investissements et ont également une organisation propre destinée à faciliter de nouvelles formes d'investissement au bénéfice de leurs clients. La Deutsche Sparkassen und Giroverband se considère comme le porte-parole des clients des caisses d'épargne, spécialement en ce qui concerne la lutte contre l'inflation, et en faisant pression sur le gouvernement fédéral pour que les intérêts de ses clients fassent toujours partie de la lutte contre l'inflation, et en faisant pression sur le gouvernement fédéral pour que les intérêts de ses clients fassent toujours partie de la lutte contre l'inflation.

## QU'EST-CE QUE L'ISBI ET QUELLE EST SON ACTION ?

L'International Savings Banks Institute (ISBI), fondé il y a tout juste un demi-siècle, est un organisme non gouvernemental comportant plus de quarante-neuf membres répartis dans quatre-vingt-neuf pays représentant plus de trois milliards cinq cents millions d'habitants. Ces membres atteignent un chiffre proche de 400 milliards. C'est un centre international où s'échangent expériences et informations et où les membres de l'ISBI ont une forme d'activité bancaire qui constituent les bases d'épargne.

L'ISBI est un centre d'échange d'expériences professionnelles et d'idées concernant tous les aspects de l'activité des caisses d'épargne — problèmes de législation, de taxation, services offerts, concurrence, gestion, formation du personnel, organisation et automatisation. L'ISBI cherche à promouvoir la collaboration pratique entre l'activité des caisses d'épargne et celle des banques centrales et stimule l'échange d'idées et de méthodes commerciales et publicitaires. Son but est de pousser le développement de ces projets et de promouvoir l'idée de l'épargne dans le monde entier.

L'ISBI représente les caisses d'épargne du monde auprès de tous les organismes internationaux à l'exception de la Communauté économique européenne. En collaboration avec ses membres, il a des représentants internationaux intéressés. L'ISBI définit et exécute les projets de mobilisation de l'épargne et fournit diverses formes de matériel pour l'accomplissement de ces projets : elle entretient des bureaux à Bangkok et à Bop.

Pour réaliser ces objectifs, l'ISBI organise les réunions suivantes :

- Le congrès international des caisses d'épargne, qui a lieu tous les trois ans. Le prochain est prévu en 1975 et doit avoir lieu à Bogota, en Colombie.
- Des séminaires pour jeunes cadres.
- Des séminaires destinés aux cadres de direction des caisses d'épargne.
- Des conférences de publicité.
- Des séminaires sur l'activité des caisses d'épargne spécialement destinés aux pays en voie de développement.

Les publications de l'ISBI comprennent divers rapports spéciaux concernant différents aspects de l'activité des caisses d'épargne et Savings Banks International, revue trimestrielle où figurent les articles et rapports analytiques concernant les plus récents développements de l'activité des caisses d'épargne et des sujets d'intérêt qui y sont liés. International Information, bulletin mensuel concernant l'automatisation ; S & I 69, a été développé, bulletin également semestriel. Toutes les publications de l'ISBI sont éditées en anglais, en français et en allemand.

L'ISBI est administré par une assemblée générale d'environ cent cinquante membres, un conseil d'administration de dix-neuf membres, un comité exécutif de cinq membres et un directeur général, qui, à l'aide d'un conseil d'administration composé de représentants de nombreux pays, par les membres des différents continents, l'ISBI et par des groupes de travail. L'institut est divisé en cinq départements, chacun d'eux ayant à sa tête l'un des responsables de l'organisation : relations internationales, économie, gestion, information et administration.

سكس الامل



(PUBLICITÉ)

# FRANCE : renforcement de la position des caisses d'épargne

## Union nationale des caisses d'épargne

L'UNCEP (Union nationale des caisses d'épargne de France) s'efforce de renforcer la cohésion des caisses d'épargne françaises afin qu'elles deviennent un réseau financier important face à la concurrence des autres banques.

En principe, il semble nécessaire que les établissements individuels deviennent suffisamment importants pour être en mesure d'offrir à leurs clients la gamme complète des services autorisés par la loi. Des regroupements et des fusions sont vraisemblables parmi les caisses d'épargne les moins importantes. Cette tentative de réorganisation sera poursuivie sur une base régionale afin de disposer entre l'UNCEP et les caisses d'épargne d'organismes intermédiaires offrant des services communs et capables d'apporter leur assistance technique à toutes les caisses d'épargne de leur secteur facilitant ainsi le développement de leurs activités dans leurs zones respectives.

On développera d'activités se fera par diversification de services visant un type de client donné, le particulier. Les caisses d'épargne seront en mesure de répondre aux questions que ce dernier peut poser en ce qui concerne l'organisation de son budget familial.

En offrant la gamme complète des services financiers, les caisses d'épargne ont pour but d'augmenter leur possibilité d'attirer l'épargne et de mettre au point une politique d'utilisation des fonds bénéficiant à la fois aux familles et à la communauté où vivent ces dernières.

Cela signifie que les caisses d'épargne espèrent développer avec des particuliers tout en continuant à jouer un rôle de premier plan en ce qui concerne les prêts aux organismes gouvernementaux locaux et de financement des habitations à bon marché.

Ainsi dotées de structures renforcées à l'échelon local, de même qu'à l'échelon régional ou central, les caisses d'épargne françaises seront en mesure

de continuer à jouer leur rôle traditionnel tout en s'adaptant constamment à l'évolution du monde moderne et en affirmant leur position particulière parmi les autres réseaux financiers.

Au 31 décembre 1973, les fonds d'épargne dans les groupements régionaux d'épargne et de prévoyance ont atteint un total de 4513 745 300 F, dont 10 % sont constitués par des bons à cinq ans et 12 % par des bons à deux ans. Ce total ne représente que 3,4 % des bons émis par l'ensemble des réseaux financiers français. L'on peut s'attendre à une augmentation rapide de cette forme d'épargne.

La masse de fonds déposés grâce aux bons d'épargne a permis aux caisses

de compléter la gamme de leurs plans de financement de logement par des prêts personnels constitués essentiellement par des prêts à long terme, le pourcentage étant réservé à des « prêts familiaux » dont le montant et la date de remboursement sont fixes. Au 31 décembre 1973, le total du prêt personnel atteignait 4 509 701 500 F. La croissance constante de ce type de prêt n'est actuellement limitée que par le quota alloué aux caisses d'épargne. Ce quota dépend des montants recueillis au moyen des bons d'épargne et de l'épargne complémentaire. Les études montrent qu'il serait très désirable d'autoriser les caisses d'épargne à ouvrir des comptes courants assortis de moyens de paiement modernes en faveur de leurs déposants.



**503 caisses  
19.000 points d'accueil  
23.700.000 livrets.**

**Pour l'épargne comme pour le crédit  
les Caisses d'Épargne et de Prévoyance  
de France  
sont au service des familles  
et des collectivités  
depuis 150 ans.**

## LA CAISSE DES DEPOTS

### L'INSTITUT INTERNATIONAL DES CAISSES D'EPARGNE

C'est une organisation, à vocation internationale, qui a été créée en 1928, à Paris, par les caisses d'épargne de France. Elle a pour but de servir les intérêts des caisses d'épargne de tous les pays, en leur offrant une assistance technique, financière et administrative.

Elle est composée de 503 caisses d'épargne de France, qui ont 19.000 points d'accueil et 23.700.000 livrets. Elle est également membre de l'Union internationale des banques privées (UIBP).

Les caisses d'épargne de France ont une longue tradition de service aux familles et aux collectivités. Elles ont été créées en 1818, à la suite de la loi sur les caisses d'épargne, et ont depuis lors joué un rôle important dans le développement de l'épargne en France.

## Caisse des dépôts

La Caisse des dépôts (C.D.D.) française a été fondée en 1818 dans le but de servir les intérêts des caisses d'épargne et de leur offrir une assistance technique, financière et administrative.

Elle est composée de 503 caisses d'épargne de France, qui ont 19.000 points d'accueil et 23.700.000 livrets. Elle est également membre de l'Union internationale des banques privées (UIBP).

Les caisses d'épargne de France ont une longue tradition de service aux familles et aux collectivités. Elles ont été créées en 1818, à la suite de la loi sur les caisses d'épargne, et ont depuis lors joué un rôle important dans le développement de l'épargne en France.

Elle est composée de 503 caisses d'épargne de France, qui ont 19.000 points d'accueil et 23.700.000 livrets. Elle est également membre de l'Union internationale des banques privées (UIBP).

Les caisses d'épargne de France ont une longue tradition de service aux familles et aux collectivités. Elles ont été créées en 1818, à la suite de la loi sur les caisses d'épargne, et ont depuis lors joué un rôle important dans le développement de l'épargne en France.

Cette dernière fonction peut être résumée par trois types principaux d'investissements :

- prêts aux municipalités pour le financement d'infrastructures et de logements à bon marché ;
- actions transférables et prêts hypothécaires ;
- plus récemment, prêts personnels.

La première catégorie est de loin la plus importante et justifie dans une large mesure les avantages fiscaux accordés aux déposants des caisses d'épargne et vient renforcer l'image populaire de la caisse d'épargne, institut financier agissant dans l'intérêt de la société.

Néanmoins, les caisses d'épargne ordinaires ont toujours la possibilité de décider de l'utilisation de plus de la moitié des fonds déposés chez elles, alors que la Caisse des dépôts se limite à la gestion de ces fonds.

En ce qui concerne les deux autres formes d'investissement, c'est-à-dire sur le marché financier et sur le marché monétaire à court terme, les achats de titres ou les souscriptions effectuées par la Caisse des dépôts en 1973 ont conduit à une croissance de 5 055 millions de son portefeuille obligataire.

La Caisse des dépôts reçoit également certains dépôts privés, des dépôts judiciaires ou administratifs, des dépôts d'auxiliaires de la justice, des avances, conseils juridiques et sociétés mutuelles et administre également les dépôts de différentes sociétés de prévoyance et fonds de pension.

## PORTUGAL : « Caixa Geral de Depositos »

La Caixa Geral de Depositos, créée en 1928, est une institution financière portugaise. Elle a pour but de servir les intérêts des caisses d'épargne de tous les pays, en leur offrant une assistance technique, financière et administrative.

Elle est composée de 503 caisses d'épargne de France, qui ont 19.000 points d'accueil et 23.700.000 livrets. Elle est également membre de l'Union internationale des banques privées (UIBP).

Les caisses d'épargne de France ont une longue tradition de service aux familles et aux collectivités. Elles ont été créées en 1818, à la suite de la loi sur les caisses d'épargne, et ont depuis lors joué un rôle important dans le développement de l'épargne en France.

Elle est composée de 503 caisses d'épargne de France, qui ont 19.000 points d'accueil et 23.700.000 livrets. Elle est également membre de l'Union internationale des banques privées (UIBP).

Les caisses d'épargne de France ont une longue tradition de service aux familles et aux collectivités. Elles ont été créées en 1818, à la suite de la loi sur les caisses d'épargne, et ont depuis lors joué un rôle important dans le développement de l'épargne en France.

correspondent respectivement à des taux d'intérêts de 5,5 et de 6,5 %.

En ce qui concerne l'affectation des fonds, la C.G.D.P. emploie aussi bien les dépôts reçus que son capital propre, c'est-à-dire, les fonds de réserve qui se montent à 7 500 millions d'escudos au 31 décembre 1973. Le bilan des opérations actives représentait un total de 48 500 millions d'escudos à la fin de 1973. Son gestion financier a été donné à l'Etat, lui-même et à des entreprises publiques, c'est-à-dire : services de l'Etat, fonds indépendants de l'Etat et administration publique locale, de même qu'à des entreprises privées et de particuliers.

Au mois de décembre 1973, les crédits publics se montaient à environ 17 600 millions d'escudos, alors que les opérations financières concernant le secteur privé atteignaient 30 800 millions.

Une contribution de 3 200 millions d'escudos au crédit industriel représente l'appel financier donné par l'Institut au développement économique du pays.

La Caixa Geral possède des succursales dans tout le Portugal et en ouvre une à Paris. Elle possède également une filiale à Rio-de-Janeiro.

## SCANDINAVIE : coopération internationale

Les quatre caisses centrales des caisses d'épargne danoises, norvégiennes et suédoises se sont réunies à la fin l'année dernière à la Westdeutsche Landesbank pour fonder à Luxembourg le Bank of Northern Europe afin de développer entre elles une activité internationale des caisses d'épargne.

La coopération internationale a toujours été l'un des premiers soucis des quatre instituts scandinaves : Fællesbanken, pour Danemark ; Sparbankens, pour Suède ; Sparbanken, pour Norvège ; et Sparbanken, pour Danemark.

Andersen Bld, Copenhagen ; Skandinavisk Bank, Oslo ; et Fællesbanken, pour Danemark. Ces organismes ont toujours maintenu un réseau complet de correspondants internationaux. Les caisses d'épargne scandinaves fonctionnent dans le cadre de l'une des législations les plus progressives du monde, qui leur permet d'offrir à leurs clients un programme complet d'options épargne et activités bancaires commerciales.

Néanmoins, elles ont dû faire face récemment au même problème que toutes les caisses d'épargne du monde : l'inflation très grave au Danemark, mais surtout dans les autres pays également.

Le Danemark a lancé un plan d'épargne obligatoire pour tous les citoyens qui est controversé mais qui n'a pas permis aux Danois de faire face à une inflation évoluant à raison de 11 % environ. Bien qu'un plan n'ait découvert un moyen sûr d'arrêter l'inflation, la structure moderne des organismes constitués les quatre caisses d'épargne scandinaves a permis de disposer d'une souplesse enviable pour aider leurs clients à conserver sa valeur à leur épargne dans toute la mesure du possible.

**BASLER  
KANTONALBANK**

au service du canton de Bâle  
et du

**CAISSE D'ÉPARGNE  
DE LA RÉPUBLIQUE  
ET DU CANTON  
DE GENÈVE**

s'unissent pour envoyer toutes leurs félicitations à l'International Savings Banks Institute à l'occasion de son 50<sup>e</sup> anniversaire, et tous leurs vœux pour le prochain demi-siècle.







## L'EUROPE DES DÉSÉQUILIBRES

# Faut-il appauvrir les riches pour enrichir les pauvres?

**S**ur l'un tracé, une ligne de démarcation représentait le revenu moyen d'un habitant de la Communauté, soit 2.500 francs par an. On voit qu'un place en dessous de cette moyenne les « unités administratives » des régions, départements, etc., dans lesquels le revenu par habitant est inférieur à la moyenne. Les régions du sud-est, les ministères, les communes, celles où les revenus sont supérieurs à cette moyenne, nous indiquons qu'elles ont pu réaliser quelques surprises.

Un seul pays peut être placé au-dessus, cinq pays doivent être représentés à la fois au-dessus et au-dessous de la moyenne. Ce sont les pays qui ont donc une partie est cachée, en fait trois pays vont se trouver au-dessus de la moyenne et deux avec leurs régions les plus riches. Les seuls pays qui sont entièrement au-dessous de la moyenne sont la Belgique, la France, le plus petit : il s'agit du Luxembourg. Les « loeborgs » sont la France, le Danemark, l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas.

Dans cette situation, les seules politiques nationales peuvent difficilement atténuer les déséquilibres, surtout si l'on entend par là, comme cela se doit, enrichir le pauvre et non appauvrir le riche.

Les politiques nationales de développement ont démontré que l'industrie ne peut naître d'un cadre de protection ad hoc, adaptée à force à celles qui sont nées avant elle. La protection classique était, et est encore parfois, le recours à la taxe qui a été éliminée par le libre-échange des produits de l'industrie concurrente. Mais en pratique les taxes ne peuvent être appliquées qu'à l'échelle d'un pays, et elles ne peuvent résister à la concurrence de l'étranger, et même, dans ce cas, il existe certaines limites imposées, par exemple par des accords internationaux. Quand, par la suite,

les barrières douanières s'effacent, comme dans le cas des pays membres de la Communauté européenne, toute possibilité de protection « parafiscale » de l'industrie des régions les moins favorisées s'évanouit. On a recours alors aux « incitations », distribuées de manière égale aux produits qui paieraient également aux anciennes taxes : plutôt que d'élever les prix par les taxes, on abaisse les coûts par des incitations. Donc la majoration des prix appliquée aux produits des industries concurrentes, mais la diminution des coûts aux nouvelles activités industrielles et à leur production. C'est ce qui se fait plus ou moins dans tous les pays.

parce qu'ils remontent à une période antérieure à l'entrée en vigueur du nouveau plan (1<sup>er</sup> janvier 1972), et pour les investissements dans des zones touristiques peu industrialisées.

ment » et les régions peu déve-

loppées correspondantes sont très éparpillées en Allemagne fédérale. Dresser la liste de ces régions sera un trop long car, si elles ne sont pas étendues, elles sont très morcelées, avec une priorité, déjà signalée plus haut, donnée aux petites pro-

## L'Allemagne émerge

Pour la France, les zones régionales sont au-dessus de la moyenne et, neuf au-dessous. Sur douze régions, six sont au-dessus et six au-dessous du moyen, mais sans tenir compte, dans ce cas, comme dans d'autres, d'un fait sensible : c'est aussi la plus peuplée. Sur trente-neuf unités régionales, dix-sept sont au-dessus et vingt-deux sont au-dessous de la « surface » et, seize au-dessus, mais par rapport à une moyenne qui est à un niveau inférieur à la « cote » = 2000.

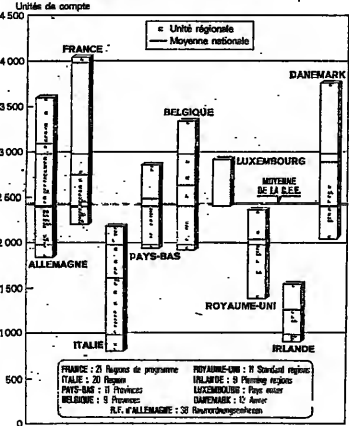
Enfin, sur neuf provinces belges quatre sont au-dessus et cinq au-dessous, et sur onze départements français un revenu par habitant inférieur à la moyenne. Mais pour l'Allemagne, une seule unité administrative se situe administrativement au-dessous de la moyenne de 1960. Comme nous le verrons plus loin, cette cote est en soi un peu décevante car elle ne reflète pas les régions italiennes les plus « riches ».

Trois cent douze « pôles de développement »

**ALLEMAGNE** — Trois cent douze « pôles de développement » divisés en quatre catégories ont été définis par le gouvernement central en étroite collaboration avec les Länder. La première catégorie comprend trente-deux « pôles-pilotes » capables de donner une impulsion et de diriger le développement

pôles situés dans les régions frontalières de l'Est. Les incitations plafonnent à 15 % dans le second groupe, qui comprend deux cent onze pôles de développement, et à 10 % dans le troisième, où figurent cinquante pôles. Enfin, on remonte à 25 % dans la quatrième catégorie des « pôles de développement » qui

## SITUATION DES REVENUS DANS LES RÉGIONS DE LA C.E.E.



L'unité de compte européenne vaut environ 5,36 F.

Les régions particulièrement tendues ou intéressantes pour différentes raisons. La création ou l'extension d'entreprises industrielles sont financées jusqu'à 90 % des coûts avec un maximum de 26 % pour douze

### Une « politique des villes nouvelles »

**ROYAUME-UNI.**— C'est le pays qui applique depuis le plus longtemps quarante ans exactement la politique de la concentration, bien qu'on ne puisse à proprement parler d'une véritable concentration humaine jusqu'à l'après-guerre 1945. Les problèmes à résoudre sont de trois sortes : les problèmes de la région industrielle ayant une activité traditionnelle, les problèmes de la région postindustrielle (en particulier minier) ; régions rurales et montagneuses, et les problèmes de la concentration humaine comme à Grand Londres et tout le sud-est de l'Angleterre. Les problèmes du Nord constituent un problème à part, car c'est dans cette région que l'on trouve le plus grand centre de la concentration humaine.

Au premier plan des priorités, le problème nucléaire britannique vient en une grande partie de l'Ecosse, le Pays-de-Galles et de larges zones du Nord-est et du sud-ouest de l'Angleterre. Les aides se font sous la forme d'aménagements des infrastructures, de la construction sur celles-ci de

**La plus vaste et la plus pauvre  
des régions de la Communauté**

ITALIE — Le pays possède la plus vaste et la plus ancienne des régions sous-développées de la Communauté européenne qui englobe 40 % du territoire national et 36 % de la population. Les principales villes de ces régions sont : Rome, Milan, Naples, Turin, Gênes, Bologne, Florence, Palermo, qui regroupent 23 % de la population totale. La tendance à l'émigration a permis de réduire le chômage total. Si la tendance actuelle devait se perpétuer, les experts de la C.E.E. ont calculé à moyen terme pour le Sud, toute une procédure qui oblige l'administration, les régies autonomes et les entreprises à participation d'Etat à localiser une partie de leur production dans les districts dans le Midi, des négociations avec les entreprises privées qui envisagent de nouveaux investissements, etc.

Le Comité directeur du CIPE (Comité interministériel pour la programmation économique) dans la politique na-

La politique régionale italienne appliquée au travers de la loi 30 du 28-2-1977, confiée au ministère pour les interventions spéciales dans le Mezzogiorno, des instituts de crédit

## Un atout inemployé

Quelques résultats ont été obtenus. En vingt ans la proportion des Italiens vivant de l'agriculture est passée de 30 à 30 % de la population active, la moyenne de la communauté européenne est de 10 à 10 % et le revenu moyen par habitant est passé de 51 à 51 % de celui de la moyenne de l'Italie septentrionale. Mais les résultats ont eu aussi un fait négatif : la dépopulation des zones rurales, en vingt ans, abandonnés le Mezzogiorno italien est passé vers le nord ou vers l'étranger.

C'est peut-être l'occasion de rappeler les «*seuils*» italiens : encore plus éloigné et est devenu encore plus «*méridional*», du fait de la création de la région autonome du Sud à six et surtout à neuf. Lecce, Reggio-Calabria, Trapani sont de Milan, mais plus encore de Rome, de Naples, de Gênes, de Venise, de Cologne. Il est vrai également que l'aide fournie n'est pas le seul critère qui préside au choix d'un projet. Les autres critères sont ceux des besoins et des résultats de qualité ou de coût.

MARIO SALVATORELLI.  
*(La Stampa).*

**MARIO SALVATORELLI.**  
(Le Stampe.)

## Paris r


Au-delà des chiffres et des images, une conclusion s'impose : chaque pays connaît des déséquilibres régionaux, mais ils sont plus sensibles et peuvent même devenir dramatiques si on sort du cadre national pour aller à l'échelle européenne. Un exemple : en Italie, le rapport entre le revenu moyen par habitant de la région la plus pauvre, la Calabre, et ceux de la région la plus riche, la Ligurie, est de 1 à 2,5. A l'échelle européenne, le rapport entre la région la plus pauvre et la région la plus riche, celle de Paris, est de 1 à 5. Il faut donc s'efforcer de réduire ces écarts. L'Union européenne a cinq Calabrias pour obtenir le revenu moyen d'un seul Parisien.

Le rapport, élaboré, il y a presque vingt ans, par le comité que présidait Paul-Henri Spaak, en vue des négociations qui devaient donner naissance à la Communauté, abordait la question de la répartition régionale européenne à afin de corriger les déséquilibres entre régions développées et sous-développées. Mais il a fallu attendre quinze ans pour que le conseil des ministres de la Communauté examine « officiellement » le dossier de la politique régionale. C'est seulement après avoir voté, en octobre 1972, que les chefs d'Etat en ont reconnu la nécessité. Depuis, beaucoup de temps s'est écoulé et il n'est pas dit, malheureusement, qu'il n'en aura pas passé autant après ce premier mardi de juin 1974.

[illegible][illegible]

**50% du**  
**en 2 moi**  
**L'ARVERN**  
rue d'Alsie

Géranie de la  
203, rue d'Al  
Réalisation S  
tél. 531.6

sofap

**programme vendu**

Un immeuble composé par 3 corps de bâtiment dont 2 de huit étages  
115 appartements, du studio  
au 5 pièces et duplex  
Prestations de grand standing  
**Prix fermes et définitifs**  
Métro (station Plaisance) en pied  
d'immeuble  
**Venez vivre dans le 14<sup>e</sup>. Un quartier qui a  
su garder le charme de Paris.**  
Bureau d'accueil 203, rue d'Alsée  
Ouvert tous les jours de 12 h à 20 h.

**L'ARVERNE**

Rétourner ce bon à :  
**SOFAP 64 rue de Lisbonne 75008 Paris**

Je désire recevoir des renseignements  
complémentaires

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

161

(1) L'unité de compte correspondant au dollar d'avant les dévaluations vaut environ 5,50 F.



## MER, SAN-REMO à vendre LUXUEUX HOTEL FACE A LA MER

- Grand parc
- Piscine
- Hall
- Nombreux services
- Air conditionné
- Chauffage
- 2 étages au sous-sol avec garage et magasins
- Bar
- Restaurant avec jardin
- 48 chambres
- Salle pour congrès
- Coiffeur
- Installation d'épuration de l'eau
- Transformatrice autonome pour l'énergie électrique

### FACILITÉS

Pour tous renseignements, s'adresser à :

**INSTITUT PIEMONTESE IMMOBILIARE S.P.A.**

1012 TURIN - ITALIE  
Via S. Teresa, 3 - Tel. 53-70-66.



## Social

Europa X

## Essor et

### ITALIE

## Les faveurs d'août

LES vacances, un droit pour tous, mais leurs formes et leurs modalités prennent des aspects différents suivant les pays.

Désormais les congés payés sont chose acquise — grosso modo sur un même canevas — dans l'ensemble des pays européens. Le thème essentiel aujourd'hui est l'organisation du temps des loisirs, et en premier lieu l'étalement des vacances, cet étalement sur lequel butent les initiatives et les imaginations.

En Italie comme en France ou dans le nord industriel de la Grande-Bretagne, par exemple, les « grandes vacances » sont très concentrées, les mois de juillet et plus encore d'août faisant le plein des stations balnéaires. Autre point de convergence : l'extension des « primes de vacances », accordées par les entreprises aux travailleurs.

Nous examinons ici, dans un bref survol, les problèmes qui se posent pour la mise en place de cette nouvelle ère des vacances populaires.

AUX termes des conventions collectives, les ouvriers italiens de nombreuses branches industrielles — dont la métallurgie — auront droit, à partir de l'année prochaine, à quatre semaines de congés payés, dont trois semaines consécutives. Jusqu'à présent, les syndicats se sont battus pour obtenir une augmentation du nombre de journées de congé payés sans trop se préoccuper de la manière dont elles seraient mises à disposition par les travailleurs. De leur côté, les employeurs ont toujours trouvé plus avantageux, et aussi plus simple, de fermer complètement les entreprises ou cours du mois d'août pour les salariés payés d'été. Mais on sait que lorsque des milliers de personnes se rassemblent en même temps sur les plages et dans les stations touristiques de montagne, il en résulte un surpeuplement qui annule les effets salutaires du repos et qui provoque des hausses de prix. Les vacances en juin, juillet ou septembre assureraient une meilleure répartition et seraient

moins coûteuses. Pour y parvenir, il faudrait prévoir un système d'étalement des congés : mais sur ce point, aussi bien les responsables syndicaux que les employeurs sont nettement en retard sur les exigences de notre époque.

Certes, il faudrait pouvoir surmonter certaines difficultés : et notamment pouvoir faire coïncider, par exemple, les congés du mari avec ceux de la femme qui travaille et avec les vacances scolaires des enfants. Ou encore il faudrait gagner à la cause de l'étalement des congés les divers éléments de la hiérarchie dans les usines, car il s'agit de réorganiser la production avec des équipes réduites, et de sortir des schémas courants et des habitudes bien ancrées. En tout cas, les choses commencent à bouger. Représentants syndicaux et employeurs attachent plus d'attention que par le passé au problème de l'étalement des vacances et au cours de ces dernières semaines une première expérience vient d'être faite, en Italie, en matière de congés par roulement.

Actuellement, le Fiat de Turin dispose de main-d'œuvre excédentaire dans le secteur de l'automobile (en raison de la crise de l'énergie), et de possibilités de travail supplémentaires dans le secteur des véhicules industriels (où le marché continue d'évoluer favorablement) : aussi la direction et les syndicats ont-ils pu proposer un système de congés échelonnés pour les travailleurs affectés à la construction des véhicules industriels.

En apparence, le problème était simple : il s'agissait de donner par roulement aux quinze mille ouvriers travaillant à la production des véhicules industriels trois semaines de congés échelonnées sur cinq périodes de juin à septembre, et de trouver parmi les sept mille ouvriers du secteur automobile deux à trois mille ouvriers disposés à passer temporairement à la section des véhicules industriels pour couvrir le vide laissé par l'équipe en congé.

Consultés par référendum, les deux tiers des ouvriers travaillant dans le secteur des véhicules industriels ont déclaré qu'ils voulaient prendre leur congé au mois d'août comme par le passé. En outre, sur les sept mille ouvriers du secteur auto, cent soixante-seize seulement se sont proposés pour aller travailler temporairement dans les ateliers de fabrication des véhicules industriels.

Les syndicats et les dirigeants de l'entreprise ont tenté d'expliquer ces résultats : la lutte avec laquelle avait été organisé le référendum, le fait que les travailleurs avaient déjà programmé leurs vacances et fait leurs réservations pour la période traditionnelle du mois d'août, enfin, une certaine « paresse » et la méfiance envers toute nouveauté.

Toutefois, l'entreprise et les syndicats ont décidé de ne pas se décourager. Ils proposent de nouveau l'étalement des vacances pour les congés de l'année prochaine, car ils sont convaincus que si l'on prépare à l'avance un plan d'ensemble et si on le discute avec les ouvriers il sera possible de faire accepter aux deux cent mille travailleurs du Fiat, en 1975, des congés payés échelonnés. On espère même pouvoir, dans la même année, étendre l'expérience aux cinq cent mille travailleurs des industries turinoises. Des pourparlers sont en cours entre les associations des employeurs et les syndicats, et on n'exclut pas qu'à l'exemple du Fiat et des autres industries du Turin des expériences analogues puissent être tentées, en 1975, dans d'autres grandes entreprises industrielles.

Le syndicaliste Giovanni Buzzi, responsable national du secteur du tourisme de la C.I.S.L. (Confédération italienne des syndicats de travailleurs) — estime que l'on devrait « arriver rapidement à un accord national pour l'étalement des congés ». Au cours d'un récent congrès national les trois centrales syndicales (C.G.I.L., C.I.S.L., U.I.L.) ont fait valoir la nécessité de développer la tournée scolaire.

Jusqu'à présent, en effet, il n'y a pas de fait grand-chose en matière de voyages organisés par les entreprises et de maisons de vacances gérées par celles-ci. Le coût de gestion des maisons de vacances est très élevé. Les voyages organisés ne sont pas très appréciés par les travailleurs, tout au moins dans leurs formes actuelles. Les syndicalistes estiment que le développement du tourisme social peut être encouragé par une relance des centres de loisirs existant ou son des entreprises.

SERGIO DEVECCCHI  
(Le Stamp)



## Notre man-on-the-spot est plein de ressources en cette période de crise d'énergie.

La prospection pétrolière nécessite de gros capitaux. Précisément le genre de capitaux que la Bank of America est prête à fournir. Nous avons apporté notre concours financier à l'une des compagnies qui a foré de nouveaux puits au large des côtes indonésiennes. Et actuellement nous augmentons nos crédits afin de permettre une extension des recherches. Et à l'autre bout du monde, en Mer du Nord, au large de l'Ecosse, nous finançons de semblables recherches de pétrole et de gaz naturel. En fait, la Bank of America intervient de mille façons : depuis le stade de la prospection initiale jusqu'à celui de la station service, en passant par le financement de pétroliers, d'oléoducs et de raffineries. Si donc vous avez des projets dans le domaine du pétrole ou de toute autre source d'énergie, pourquoi map-on-the-spot? Nos experts industriels sur les places stratégiques du monde entier mettent toutes leurs ressources à votre disposition.

**BANK OF AMERICA**  
Man-on-the-spot service worldwide.

مركزنا في الامم



# pesanteurs des vacances populaires

ALLEMAGNE FÉDÉRALE

## Primes en tous genres

La moitié des Allemands âgés de plus de quarante ans résistent chez eux pendant les vacances. Les autres voyagent, et parmi eux, plus d'un quart, deux fois par an. La durée moyenne du déplacement est de dix-huit jours. Les vacances de deux et trois semaines sont les plus nombreuses. La majorité des Allemands en voyage utilisent l'automobile. Environ un sur trois prend l'avion. Quatre-vingt pour cent des voyages se situent entre les mois de juin et de septembre.

Pour leurs congés, les Allemands en moyenne ont dépensé l'an dernier environ 640 DM par personne : 24 % des voyageurs ont coté entre 300 et 500 DM, 25 % entre 500 et 700, 10 % des voyageurs ont dépensé 1 200 DM et même davantage.

Dans de nombreuses branches de l'économie, l'allocation de vacances annuelle, payée par les firmes, fait déjà partie intégrante des accords de salaires. Frigemment, les entreprises paient d'elles-mêmes davantage, pour pouvoir être concurrentielles sur le marché du travail. Quelques groupes professionnels en sont fiers, par exemple les employés des services publics et ceux des banques. Cependant, ces derniers touchent, selon l'accord de salaires, tous les ans, un mois entier de congés, et, le cas échéant, les trois quarts d'un mois en plus. Une prime forfaitaire s'ajoutant au reste de la rétribution.

La plus forte prime de vacances est payée par l'industrie pétrolière (entre 500 et 800 DM). Dans les compagnies d'assurance, on distribue une moitié de salaire mensuel, et souvent davantage. La métallurgie, à laquelle on rattache la plus grande partie de l'industrie chimique, paie également 50 % d'un salaire mensuel. Les employés de l'imprimerie, et de l'édition reçoivent 425 % d'un salaire mensuel. La prime de vacances, c'est-à-dire en moyenne 800 DM. En revanche, moins de la moitié de cette somme est payée par l'industrie du papier.

En moyenne, l'industrie chimique accorde 391 DM pour les vacances, l'industrie du caoutchouc 330 DM, les mineurs dans les mines de charbon 300 DM de plus sur leur «salaire de base». Les industries textiles et du vêtement donnent chacune selon, le domaine ouvert par les contrats de salaire de 180 à 300 DM, et dans l'industrie du cuir on distribue en moyenne 505 DM.

Un travailleur allemand du bâtiment reçoit une prime de 300 DM qui représente 25 % de la somme qu'il aura gagnée, mais seulement dans le temps de son congé ; en moyenne, cela représente 300 DM. Le secteur des collages qui lui livrent les matériaux de construction ne peut pas mieux : dans l'industrie de la chaussure, la moyenne des primes est de 435 DM, dans le cinéma, elle est même de 527 DM. En revanche, les employés de l'industrie de la pierre reçoivent moins.

La prime de vacances payée par les entreprises ne suffit naturellement pas pour assurer l'ensemble des dépenses d'une

famille. Les 300 ou 400 DM que représente l'allocation de l'entreprise suffisent généralement tout juste pour assurer l'argent de poche d'une famille de quatre personnes en vacances. Ainsi, il ne reste qu'une seule

## FRANCE

### L'été le plus long...

Si les Anglais ont inventé le chomage, ce sont les Français qui ont inventé le long de la désigner. Stendhal, en 1838, écrit pour le premier fois le mot «tourisme», qui sera aussitôt — parce que facilement — traduit, en anglais.

Les touristes à l'époque n'étaient pas des gens de la Manche ou du Languedoc-Roussillon, mais le nombre des séjours dans les sports d'hiver a plus que doublé en dix ans. De même qu'il a doublé la proportion des campeurs et des caravaniers ; qu'a triplé le parc des bateaux de plaisance. Plus du tiers des Français en vacances logent chez des parents ou des amis, mais le nombre de ceux qui louent un appartement ou une villa augmente régulièrement. La France, même hors de ses habitudes, reste foncièrement individualiste, mais le succès des clubs et villages de vacances ne cesse de s'effriter en même temps que devient moins systématique le «réserve-vacances» des voyageurs à forfait et des clubs organisés de vacances, qui sont devenus les plus importants de l'économie.

Un droit et une habitude

Les vacances n'ont rien de «libre» elles sont devenues un droit et une «habitude». Elles assistent le plus souvent occasionnelles ; elles peuvent être aussi diverses qu'on le souhaite. La mode des vacances a été complètement bouleversée depuis vingt ans. Mais en France comme ailleurs les rêves de cette «civilisation des loisirs» que les futurologues n'ont pas encore imaginés restent encore bien éloignés.

Un Français sur deux — ou presque — part en vacances à la mer. Ce n'est pas un Français sur deux qui part par mer. Essentiellement parce qu'il n'y a pas les moyens, la possibilité ou le désir. Cadres supérieurs ou moyens, membres des professions libérales, employés, forment plus du tiers de la cohorte des vacanciers alors qu'ils ne représentent guère plus de 20 % de la population. C'est parmi eux également que l'on trouve les revenus les plus élevés. Les deux tiers des Français en vacances viennent des villes de plus de cent mille habitants : 75 % des Parisiens quittent au moins une fois dans l'année la capitale, mais la proportion des «vacanciers» tombe à 20 % chez les ruraux, à presque rien chez les agriculteurs.

L'usage de primes de vacances versées par les employeurs se

solution à laquelle le plupart des Allemands avides de voyages ont recours : économiser avec application.

JACQUIN WEBER.  
(Die Welt.)

GRANDE-BRETAGNE

## La chère vieille côte

Les congés ont, pour les travailleurs britanniques, de plus en plus d'importance. Des nombreux indices le montrent. Les revendications salariales maintiennent tendant à se porter sur une extension

répond. Variées généralement en juin, elles représentent un tiers ou un quart du salaire mensuel. Les œuvres sociales des entreprises versent aussi souvent des allocations pour le départ des enfants en vacances.

Désormais, la revendication pour un «droit réel» aux vacances fait en tout cas partie des dossiers défendus par les représentants des catégories les moins favorisées au même titre que le droit au travail, au salaire ou au logement.

Mais, au-delà de ce débat relativement classique, commence une recherche plus neuve sur ce qui pourrait — ou devrait — être un style de vacances mieux adapté aux véritables besoins de l'homme moderne.

Le temps des vacances est défini et vécu par opposition à celui du travail. C'est le temps du non-travail destiné à oublier et à réparer l'usure du vie laborieux. Notre société industrielle s'organise sur cette antinomie et peut choisir d'accentuer le coupure entre le temps du travail et de l'ennui et le temps du loisir et de la fête. C'est la voie la plus immédiate et, peut-être, la plus saine.

JACQUES-FRANÇOIS SIMON.  
(Le Monde.)

de la durée des vacances, plutôt que sur des augmentations de salaires.

Ce que l'on remarque d'abord, c'est le nombre croissant des travailleurs manuels qui bénéficient, aujourd'hui, de trois semaines de congés annuels, après un an d'ancienneté. Du côté des employés, ils atteignent dans bien des cas quatre semaines.

Une étude faite en 1973 révélait qu'un quart des accords employeurs-syndicats, au niveau national, et la moitié de ceux qui sont passés au niveau de chaque société, comportaient une clause sur les vacances. Mais, depuis, la mise en place de la politique des salaires est venue freiner tout progrès ; et la Grande-Bretagne reste, dans l'ensemble, très en retard dans ce domaine par rapport au reste de l'Europe. La même étude souligne encore que, tandis que pour la plupart des travailleurs de la C.E.E., la rémunération des congés est au minimum égale au salaire moyen (quand ce n'est pas au double), elle ne correspond bien souvent, en Grande-Bretagne, qu'au salaire de base.

L'extension de la durée des congés et l'augmentation des salaires ont accru les différentes possibilités qui offrent au travailleur britannique des vacances. Mais c'est un être parti d'habitudes qui préfère partir chaque année à la même époque, dans un endroit qu'il connaît et où il se sent entouré d'amis et de relations, auprès desquels il a l'habitude de vivre et de travailler.

Bien que les voyages organisés soient abondants en Espagne et, la Turquie, la Côte d'Ivoire, le villageois correspondant aux goûts de la bourgeoisie anglaise du travailleur britannique, depuis la fin des bases des vacances, la révolution industrielle. Tout comme la

raymond PERMAN.  
(The Times.)

## LA BANQUE LA PLUS AU FAIT DES AFFAIRES AUSTRALIENNES...



### Des élevages de bétail du Nord du pays aux marchés des valeurs de Melbourne et Sydney

Nous sommes la BANK OF NEW SOUTH WALES... le plus ancien et le plus important complexe bancaire du secteur privé en Australie.

Nous avons un large réseau de succursales et le pays, sa population, ses affaires n'ont pas de secrets pour nous.

Chaque année, grâce à notre Service International, un grand nombre de sociétés et de particuliers étrangers prennent solidement pied en Australie

et apprennent à connaître les coutumes, les lois, le potentiel économique et la population de l'Australie. Personne n'est plus qualifié que la BANK OF NEW SOUTH WALES pour fournir un service d'une telle qualité.

Il vous suffit de nous écrire : Chief Manager for U.K. & Europe, BANK OF NEW SOUTH WALES, 29 Threadneedle Street, London EC2R 8BA.

## BANK OF NEW SOUTH WALES

La Banque la plus au fait des affaires australiennes

Plus de 1 200 bureaux dans toute l'Australie, au Nouvelle-Zélande, Papua, au Nouvelle-Guinée, à Fidji et dans d'autres îles du Pacifique. Trois succursales à Londres. Des bureaux de représentation exclusive à New-York, San-Francisco, Tokyo, Hong-Kong, Singapour, Jakarta et Frankfurt.

FRAPPE EN OR ET EN ARGENT RÉALISÉE DANS L'ESPRIT DE LA CAMPAIGNE INTERNATIONALE DE L'UNESCO

### UN SEQUIN POUR LE RIALTO

ÉMISSION DE LA FONDATION « VENEZIA NOSTRA »

Achetez un Sequin d'or ou d'argent et vous contribuerez ainsi à la restauration du Part du Rialto.

FONDATION « VENEZIA NOSTRA »

Zattere 51 - 30123 Venise - Tél. 34899

Venezia s'anvera contre l'embourgeoisement des places adjacentes :

1 sequin d'argent 925 millièmes Ø 32 mm à	60 FF
2 sequins d'argent 925 millièmes Ø 42 mm à	110 FF
10 sequins d'or 900 millièmes Ø 32 mm à	680 FF
20 sequins d'or 900 millièmes Ø 42 mm à	1.360 FF
série complète de 4 pièces à 2.200 FF	

Toutes les pièces frappées sont accompagnées d'un certificat de garantie notarié.

Nom ..... Prénom .....

Rue ..... Ville .....























	La ligne La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	5,00 5,99
OFFRES D'EMPLOI	27,00 31,52
REPRESENTAT.	13,00 14,91
Offres d'Emploi "Place de l'Europe" (2 cols)	27,00 31,52
minimum 16 lignes de hauteur	35,00 40,96

## ANNONCES CLASSEES

	La ligne La ligne T.C.
IMMOBILIER	21,00 24,51
Achat - Vente - Location	21,00 24,51
AUTOS - BATEAUX	21,00 24,51
PROPOSITIONS COMMERC.	60,00 70,05
CAPITAUX	21,00 24,51
OCCASIONS	21,00 24,51

**etap**

**CGOS - TYMSHARE**  
Filiale commune de CGOS, de CREDIT LYONNAIS et de TYMSHARE  
première société indépendante de Time-Sharing aux U.S.A., vous propose :

Si les techniques les plus évoluées en INFORMATIQUE et le champ de leur application protègent dans les entreprises vous positionnent... des postes d'

### INGÉNIEURS d'APPLICATIONS

dans les domaines :

- SCIENTIFIQUE (connaissance du Fortran ou langage équivalent indispensable) ;
- MANAGEMENT (avec connaissances informatiques) ;
- MANÈGE (avec connaissances informatiques) ;
- SCIENTIFIQUE (connaissance du Fortran ou langage équivalent indispensable) ;
- MANAGEMENT (avec connaissances informatiques) ;
- MANÈGE (avec connaissances informatiques) ;

Vous participerez au développement des applications du Time-Sharing chez les utilisateurs dans tous les secteurs industriels, en fournissant l'assistance technique et les conseils nécessaires au niveau de la conception et de la réalisation.

Vous serez la RESPONSABILITÉ COMPLÈTE DES SECTEURS qui vous seront confiés et vous serez directement intéressés aux résultats obtenus.

Vous aurez la possibilité d'évoluer vers le COMMERCIAL ou l'ANIMATION D'ÉQUIPES TECHNIQUES COMMERCIALES à Paris et à l'étranger.

Ces postes conviendront aux INGÉNIEURS DES GRANDES ÉCOLES (C. Central, Mines, Supélec, HEC, INSA) ayant 2 ans de pratique en analyse et programmation ou possédant une expérience d'ingénieur-conseil.

- La goût de l'action et des contacts humains est nécessaire.
- La formation au Time-Sharing sera assurée dans nos bureaux de la Colline de Saint-Cloud.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à : M. BERNARD KRIEF, 101, boulevard de la Colline de Saint-Cloud, 92230 SAINT-LOUD.

**etap**

**IMPORTANTE FIRME INTERNATIONALE**  
MATÉRIELS DE HAUTE TECHNICITÉ  
pour Laboratoires médicaux et pharmaceutiques  
recherche pour son Siège PARIS

### DIRECTEUR DES VENTES

Il s'agit d'un poste de premier plan impliquant évolution rapide vers

### DIRECTION COMMERCIALE

qui peut conduire à DEPUIS GRANDS BOULEVARD, 38 ans minimum, ayant une bonne expérience commerciale acquise dans domaine des équipements médicaux, capable assumer responsabilité importante dans le domaine des biens d'équipement.

Situation intéressante et avenir dans firme en large développement, à son équipe de Direction dans le monde.

Ecrire sous référence BX 592 AN.

### RELATIONS HUMAINES ET SOCIALES

un des plus importants groupes industriels français, plus de 10.000 personnes, en plein essor à Ville Centre France recherche

### CADRE SUPÉRIEUR ADJOINT AU DIRECTEUR AFFAIRES SOCIALES

Capable participer à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une politique humaine et sociale dans :

- la formation ;
- le développement des hommes ;
- l'amélioration du travail ;
- la décentralisation des responsabilités.

Ces fonctions exigent une FORMATION SUPÉRIEURE, une connaissance des évolutions sociales, des techniques dans le domaine des études sociales, de la politique du personnel, de la formation, de la psychologie des entreprises et une solide pratique acquise en milieu industriel.

### SITUATION D'AVANTAGE.

Ecrire sous référence GW 591 AN.

### SOCIÉTÉ DE MÉCANIQUE - PARIS

(80 personnes) recherche à groupe plus important (150 personnes - C.A. 45 millions) offre intéressantes possibilités de carrière à

### JEUNE INGÉNIEUR MÉCANICIEN ATTACHÉ À LA DIRECTION

orienté vers des fonctions techniques polyvalentes (mécanisme, pneumatique, thermique, etc.), capable assumer responsabilité importante dans la fabrication puis au commercial et à la gestion, afin de le rendre à même d'assurer l'entretien des responsabilités plus globales de direction.

Ce poste peut conduire à un INGÉNIEUR, ayant un minimum 1 à 2 ans d'expérience professionnelle, très intéressé par la mécanique, désirant de faire carrière dans une société solide, dans la filière (ou possibilité d'avoir une activité personnelle et d'aborder l'ensemble des problèmes de gestion d'une entreprise).

Ecrire sous référence EF 595 CH.

### BREVETS D'INVENTION CABINET RENOMMÉ - Offre possibilité de carrière intéressante à

### JEUNE INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

la réunion dans ce poste nécessite :

- une bonne connaissance de l'anglais et de l'allemand (plus) ;
- une qualité de travail d'ingénieur d'essai, de développement, ainsi que le goût de la réalisation et des contacts humains.

Ecrire sous référence CN 597 CH.

### IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE - BIENS D'ÉQUIPEMENT

Use des premières dans sa branche et en très forte expansion - Grande ville SUD-OUEST offre situations intéressantes et larges perspectives d'avenir à

### ATTACHÉ DE DIRECTION GÉNÉRALE

BASCO - ESCP au NIVEAU SUPÉRIEUR ÉQUIV. 28 ans minimum, ayant une bonne expérience commerciale acquise dans domaine des biens d'équipement, capable assumer responsabilité importante dans :

- étude des marchés (France et exportation) et prévisions de ventes ;
- direction de la politique commerciale et contrôle des réalisations ;
- établissement et suivi des budgets commerciaux.

Connaissance d'au moins une langue étrangère indispensable - Qualité de gestion, de contacts et d'organisation indispensables.

Ecrire sous référence FY 593 AN.

### IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

activités industrielles - Basée dans son domaine - PARIS proche banlieue Nord recherche

### CHEF DES SERVICES COMPTABLES

disposant d'une bonne maîtrise de la fiscalité.

Ce cadre, 32 ans minimum, sera responsable :

- de la comptabilité générale ;
- de l'établissement des résultats de gestion ;
- de la gestion des stocks et des provisions fiscales ;
- il devra effectuer des déplacements.

Il devra disposer d'une formation B.C. (option comptabilité) ou d'un diplôme ainsi que d'une solide expérience acquise dans firme industrielle ou l'habitude de travailler en liaison étroite avec l'industrie.

Situation intéressante et avenir.

La rémunération ne sera pas inférieure à 80.000 F.

Ecrire sous référence BX 592 AN.

### IMPORTANT GROUPE

Secteur Industries de Service grande ville Rhône-Alpes recherche des structures et offre situations intéressantes et perspectives de développement de carrière à

### CHEF D'EXPLOITATION

Ecrire sous référence JZ 594 AN.

### ADJOINT A CHEF MARKETING

Ecrire sous référence AI 595 AN.

### IMPORTANTE SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE

(7.000 personnes - C.A. supérieur à 1 milliard de francs) - Filiale polonoise groupe PARIS recherche

### ADJOINT AU DIRECTEUR DES RELATIONS SOCIALES

Pourrait intervenir et évoluer, permettant de faire carrière dans le groupe, pour lequel l'admission au recrutement, avant d'être une solide expérience professionnelle, doit être complétée par une formation universitaire, ainsi qu'une maîtrise des langues de travail (français, anglais, polonais) et d'être en mesure de travailler avec partenaires sociaux, études de gestion.

Ce candidat collaborera étroitement avec le Directeur des relations sociales.

Ecrire sous référence GR 599 CH.

Vous sentez que pour faire un bon

### INFORMATIEN

il faut se renouveler auprès d'entreprises variées. Vous aimez les déplacements.

### DATASKIL

La société de service d'

### ICL

peut vous offrir de venir renforcer ses équipes de support clientèle en France aux postes suivants :

### Ingénieurs Informaticiens diplômés

Vous connaissez les techniques informatiques pour les avoir pratiquées et vous êtes capable de diriger des équipes dans le domaine de l'informatique ?

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à : M. BERNARD KRIEF, 101, boulevard de la Colline de Saint-Cloud, 92230 SAINT-LOUD (en précisant la référence choisie).

### Ingénieurs Systèmes diplômés

Vous avez une expérience d'au moins une année dans un des domaines :

- de programmation ;
- de téléinformatique ;
- de langage ;
- de base de données.

### Programmeurs

2 ans d'expérience en COBOL et ou R.P.O. la pratique de l'anglais est souhaitable.

Le connaissance du matériel I.C.L. sera très appréciée.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à : M. BERNARD KRIEF, 101, boulevard de la Colline de Saint-Cloud, 92230 SAINT-LOUD (en précisant la référence choisie).

### IMPORTANTE SOCIÉTÉ

recherche pour sa

### DIRECTION COMMERCIALE

### CHEF DE DÉPARTEMENT

(Basé à 8000 A)

Prévisions et Analyses Commerciales

- de l'établissement des prévisions de commandes et d'ordre d'achat à court et moyen terme ;
- de l'analyse, de la prospective et des résultats ;
- de l'étude des tendances.

Il devra posséder :

- une formation B.C. ou équivalent ;
- une expérience d'au moins 3 ans dans ces domaines ;
- une connaissance approfondie du marché de l'industrie.

### CHEF DE SERVICE

(Basé à 8000 B)

Rattaché au Département Administration Commerciale

Il sera responsable :

- du groupe commerciale des ventes ;
- du groupe facturation.

Ses objectifs seront :

- de rendre à court terme les ventes opérationnelles ;
- de participer à l'étude et à la mise en place d'un système informatique de facturation.

De formation B.C. ou en SCIENCES ECO.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions en précisant la référence du poste 6000 A ou 6000 B à : ORGANISATION ET PUBLICITÉ, 1, rue de Marigny, 75001 PARIS, qui transmet.

**editions masson**

recherche pour leur

DEPARTEMENT PÉDAGOGIQUES

SCIENCES - MÉDECINE (80 personnes)

### SECRÉTAIRE D'ÉDITION

On lui chargera :

- pour une ou plusieurs revues dont il aura la responsabilité en relation avec le rédacteur en chef, de discuter, préparer, mettre en page les manuscrits et leurs annexes et de mener à bien leur fabrication, de la réception à l'impression.

On attendra de lui :

- un esprit ouvert et critique, le sens des relations humaines à un haut niveau, du sens pratique et de la discrétion ;
- une formation universitaire, idéalement orientée vers les SCIENCES DE LA VIE ;
- une expérience professionnelle de 1 à 4 ans, mais pas forcément dans l'édition.

On lui offrira :

- un poste de responsabilité avec une évolution de carrière intéressante à court terme.

Réf. MEX 01.

### PROGRAMMEUR

2 ans expérience COBOL/ANS 31 possible ayant travaillé sur Burroughs 3700. Connaissance méthode ARIANE appréciée, mais non indispensables.

Réf. MEX 01.

Adresser C.V., références : 125 bd Saint-Germain, 75006 PARIS CEDEX 06.

### IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE

recherche

### INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

CONFIRMES DE PRÉFÉRENCE

POUR MÉCANIQUE DES STRUCTURES ET THERMIQUE ANGLAIS INDISPENSABLE

Adresser C.V. et prétention sous réf. 2125-20, à : 80-81, FIDELITY, B.P. 142-01 75001 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

Importante Banque privée recherche pour son Siège de Paris

### CADRE CL. IV à VI

ayant expérience Chef d'Agence pour diriger équipe Classe et Portefeuille, en contact avec la clientèle.

Ecrire : SEPEC, 1, rue de Choiseul, PARIS (2<sup>e</sup>).

### BATIMENT

LE G.E.C.O.

(GROUPEMENT POUR LA GESTION DES RISQUES DE LA CONSTRUCTION) en SECTION CONSTRUCTION (émancipation des Grands Cents Français d'Amérique et de la F.R.G.) basée à PARIS

### 3 INGÉNIEURS

POUR RENFORCER SES STRUCTURES

### See SINISTRES

INSTRUCTION DE DOSSIERS DE SINISTRES : recherches causes, responsabilités et conseils, Contrôle des coûts de réparation et des préjudices. Instruction aux Experts en vue règlements amiables. Possibilité de promotion.

### HOMMES DU BATIMENT

EXPERIENCE ACQUISE SUR CHANTIERS en/ou B.C.

Lettre manuscrite, C.V. et photo (rect.) en réf. 20173

### sélection conseil

6, PLACE PEREIRE - PARIS 17

**etap**

4, rue Massagnet, 75016 Paris  
discret et absolu

### acheteur chef de marché

Une société française de CONSTRUCTION ÉLECTRIQUE, membre d'un puissant groupe international, recherche pour sa Direction des Achats de Paris, un homme capable de primer ses efforts d'achat sur le marché de grands travaux et sous-traitants (matériaux, équipements, etc.), les industriels et les sous-traitants de la construction électrique. Ce responsable devra être capable de gérer à travers les relations les plus étendues et d'être en mesure d'obtenir les achats des matériaux de production et d'équipement des centrales électriques.

Ce poste requiert à la fois une formation technique poussée à l'égard des équipements électriques et une expérience dans l'achat et la vente de ces produits.

La connaissance d'une langue étrangère (anglais-allemand) est souhaitable.

Ecrire C.V., photo récente et références acquises, sous référence 19115.

Le mandat obtenu les candidats est garanti par :

**BERNARD KRIEF SÉLECTION**  
1, rue Drouot, 75008 Paris (Chambre de Commerce)

### ingénieur grande école

Une importante société de plans recherche pour sa Direction de l'Ingénierie un jeune Ingénieur Grande École.

Il participera à l'élaboration des programmes de construction de bâtiments de diverses natures et de leur réalisation.

Ce poste d'ingénieur au Siège peut déboucher sur un poste de production en région.

Le candidat sera une personne capable de travailler sous la direction de l'Ingénieur en Chef et de mener à bien les travaux de son service.

Ecrire C.V., photo et prétentions sous référence 2125-20, à I.C.A. qui transmettra.

### ICA

International Classified Advertising  
3, rue d'HAUTEVILLE - 75001 PARIS

### NH2

Recherche pour installation réseaux

### AT.2 - AT.3 et A.T.P. ÉLECTRONICIENS

Expérience souhaitable dans ce domaine

Libre et indépendant

Ecrire avec curriculum vitae au Service du Personnel, S.G. 2 1274, avenue Vilmorin, 75016 PARIS.

مكتبة الامم















offres d'emploi offres d'emploi

**AGENTS TECHNIQUES ÉLECTRONIQUES**  
de 17 à 20 ans, sans expérience.  
— Informatique.  
— Téléphonie d'urgence.  
— Matériel d'essai et de réparation.  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

**SAVIER CANOIS**  
Autonome  
recherche  
pour son atelier de  
**92 - SURESNES**  
Employé administratif  
FORMATION BAC H ou G  
dépense obligations militaires

**Employé administratif**  
FORMATION BAC H ou G  
dépense obligations militaires

**Employé administratif**  
FORMATION BAC H ou G  
dépense obligations militaires

**Programmeur débutant**  
FORMATION BAC H ou G  
dépense obligations militaires

**Dessinateur imprimeries**  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

**2 PROGRAMME**  
FORMATION BAC H ou G  
dépense obligations militaires

**IMPORTANTE D'INFORMATION**  
Banquier INDO  
recherche d'urgence

**ANALYSTE-CONCEPTEUR**  
recherche d'urgence

**LA JEUNE DIVISION**  
COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES

**EXCLUSIVITÉS C.S. et U.S.**  
STE COMMERCE, FRANG.  
TRES EN PRODUITS  
INSTALLATIONS  
recherche d'urgence

**DEUX INGÉNIEURS COMMERCIAUX**  
POUR VENTE  
DE PLUSIEURS LIGNES  
DE COMPOSANTS ACTIFS

**INDISPENSABLE**  
INGÉNIEUR ÉLECTRONI-  
CIEN EN PRODUITS  
DE L'UTILISATION ET DE  
LA VENTE DES  
SAINTS DE MARCHE.

**IMP. GOUDE ETUDES**  
recherche et création  
pour la fabrication et le montage  
de composants électroniques.

**INGÉNIEURS**  
P. et C. E.T.P. I.R.S.A.  
pour la fabrication et le montage  
de composants électroniques.

**ADMINISTRATEUR DE BIENS**  
précise toutes les  
recherches

**COMPTABLE 1<sup>er</sup> ECH.**  
FORMATION BAC H ou G  
dépense obligations militaires

**COMPTABLE 2<sup>e</sup> ECH.**  
FORMATION BAC H ou G  
dépense obligations militaires

**COMPTABLE 3<sup>e</sup> ECH.**  
FORMATION BAC H ou G  
dépense obligations militaires

**COMPTABLE 4<sup>e</sup> ECH.**  
FORMATION BAC H ou G  
dépense obligations militaires

**COMPTABLE 5<sup>e</sup> ECH.**  
FORMATION BAC H ou G  
dépense obligations militaires

**COMPTABLE 6<sup>e</sup> ECH.**  
FORMATION BAC H ou G  
dépense obligations militaires

**COMPTABLE 7<sup>e</sup> ECH.**  
FORMATION BAC H ou G  
dépense obligations militaires

**COMPTABLE 8<sup>e</sup> ECH.**  
FORMATION BAC H ou G  
dépense obligations militaires

**COMPTABLE 9<sup>e</sup> ECH.**  
FORMATION BAC H ou G  
dépense obligations militaires

**INGÉNIEUR DE MARCHE**  
recherche  
Société de conseil en ingénierie  
et de conseil en gestion.  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

**INGÉNIEUR**  
recherche  
Société de conseil en ingénierie  
et de conseil en gestion.  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

**INGÉNIEUR**  
recherche  
Société de conseil en ingénierie  
et de conseil en gestion.  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

**INGÉNIEUR**  
recherche  
Société de conseil en ingénierie  
et de conseil en gestion.  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

**INGÉNIEUR**  
recherche  
Société de conseil en ingénierie  
et de conseil en gestion.  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

**INGÉNIEUR**  
recherche  
Société de conseil en ingénierie  
et de conseil en gestion.  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

**INGÉNIEUR**  
recherche  
Société de conseil en ingénierie  
et de conseil en gestion.  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

**INGÉNIEUR**  
recherche  
Société de conseil en ingénierie  
et de conseil en gestion.  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

**INGÉNIEUR**  
recherche  
Société de conseil en ingénierie  
et de conseil en gestion.  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

**INGÉNIEUR**  
recherche  
Société de conseil en ingénierie  
et de conseil en gestion.  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

**INGÉNIEUR**  
recherche  
Société de conseil en ingénierie  
et de conseil en gestion.  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

**INGÉNIEUR**  
recherche  
Société de conseil en ingénierie  
et de conseil en gestion.  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

**INGÉNIEUR**  
recherche  
Société de conseil en ingénierie  
et de conseil en gestion.  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

**INGÉNIEUR**  
recherche  
Société de conseil en ingénierie  
et de conseil en gestion.  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

**INGÉNIEUR**  
recherche  
Société de conseil en ingénierie  
et de conseil en gestion.  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

**INGÉNIEUR**  
recherche  
Société de conseil en ingénierie  
et de conseil en gestion.  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

**INGÉNIEUR**  
recherche  
Société de conseil en ingénierie  
et de conseil en gestion.  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

**INGÉNIEUR**  
recherche  
Société de conseil en ingénierie  
et de conseil en gestion.  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

**INGÉNIEUR**  
recherche  
Société de conseil en ingénierie  
et de conseil en gestion.  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

**INGÉNIEUR**  
recherche  
Société de conseil en ingénierie  
et de conseil en gestion.  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

**INGÉNIEUR**  
recherche  
Société de conseil en ingénierie  
et de conseil en gestion.  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

**INGÉNIEUR**  
recherche  
Société de conseil en ingénierie  
et de conseil en gestion.  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

**INGÉNIEUR**  
recherche  
Société de conseil en ingénierie  
et de conseil en gestion.  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

**INGÉNIEUR**  
recherche  
Société de conseil en ingénierie  
et de conseil en gestion.  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

**INGÉNIEUR**  
recherche  
Société de conseil en ingénierie  
et de conseil en gestion.  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

**INGÉNIEUR**  
recherche  
Société de conseil en ingénierie  
et de conseil en gestion.  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

**INGÉNIEUR**  
recherche  
Société de conseil en ingénierie  
et de conseil en gestion.  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

emplois féminins

**SOCIÉTÉ DE PRÊT-A-PORTER**  
de RENOMMÉE INTERNATIONALE  
recherche  
UNE SECRÉTAIRE  
PARTICULIÈRE  
recherche  
Société de conseil en ingénierie  
et de conseil en gestion.  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

**UNE SECRÉTAIRE PARTICULIÈRE**  
recherche  
Société de conseil en ingénierie  
et de conseil en gestion.  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

**UNE SECRÉTAIRE PARTICULIÈRE**  
recherche  
Société de conseil en ingénierie  
et de conseil en gestion.  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

**UNE SECRÉTAIRE PARTICULIÈRE**  
recherche  
Société de conseil en ingénierie  
et de conseil en gestion.  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

**UNE SECRÉTAIRE PARTICULIÈRE**  
recherche  
Société de conseil en ingénierie  
et de conseil en gestion.  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

**UNE SECRÉTAIRE PARTICULIÈRE**  
recherche  
Société de conseil en ingénierie  
et de conseil en gestion.  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

**UNE SECRÉTAIRE PARTICULIÈRE**  
recherche  
Société de conseil en ingénierie  
et de conseil en gestion.  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

**UNE SECRÉTAIRE PARTICULIÈRE**  
recherche  
Société de conseil en ingénierie  
et de conseil en gestion.  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

**UNE SECRÉTAIRE PARTICULIÈRE**  
recherche  
Société de conseil en ingénierie  
et de conseil en gestion.  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

**UNE SECRÉTAIRE PARTICULIÈRE**  
recherche  
Société de conseil en ingénierie  
et de conseil en gestion.  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

**UNE SECRÉTAIRE PARTICULIÈRE**  
recherche  
Société de conseil en ingénierie  
et de conseil en gestion.  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

**UNE SECRÉTAIRE PARTICULIÈRE**  
recherche  
Société de conseil en ingénierie  
et de conseil en gestion.  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

**UNE SECRÉTAIRE PARTICULIÈRE**  
recherche  
Société de conseil en ingénierie  
et de conseil en gestion.  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

**UNE SECRÉTAIRE PARTICULIÈRE**  
recherche  
Société de conseil en ingénierie  
et de conseil en gestion.  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

**UNE SECRÉTAIRE PARTICULIÈRE**  
recherche  
Société de conseil en ingénierie  
et de conseil en gestion.  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

**UNE SECRÉTAIRE PARTICULIÈRE**  
recherche  
Société de conseil en ingénierie  
et de conseil en gestion.  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

**UNE SECRÉTAIRE PARTICULIÈRE**  
recherche  
Société de conseil en ingénierie  
et de conseil en gestion.  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

**UNE SECRÉTAIRE PARTICULIÈRE**  
recherche  
Société de conseil en ingénierie  
et de conseil en gestion.  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

**UNE SECRÉTAIRE PARTICULIÈRE**  
recherche  
Société de conseil en ingénierie  
et de conseil en gestion.  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

**UNE SECRÉTAIRE PARTICULIÈRE**  
recherche  
Société de conseil en ingénierie  
et de conseil en gestion.  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

**UNE SECRÉTAIRE PARTICULIÈRE**  
recherche  
Société de conseil en ingénierie  
et de conseil en gestion.  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

**UNE SECRÉTAIRE PARTICULIÈRE**  
recherche  
Société de conseil en ingénierie  
et de conseil en gestion.  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

**UNE SECRÉTAIRE PARTICULIÈRE**  
recherche  
Société de conseil en ingénierie  
et de conseil en gestion.  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

**UNE SECRÉTAIRE PARTICULIÈRE**  
recherche  
Société de conseil en ingénierie  
et de conseil en gestion.  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

**UNE SECRÉTAIRE PARTICULIÈRE**  
recherche  
Société de conseil en ingénierie  
et de conseil en gestion.  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

**UNE SECRÉTAIRE PARTICULIÈRE**  
recherche  
Société de conseil en ingénierie  
et de conseil en gestion.  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

**UNE SECRÉTAIRE PARTICULIÈRE**  
recherche  
Société de conseil en ingénierie  
et de conseil en gestion.  
Ecrire avec C.V. et photographies à :  
S. r. de France, 75001 Paris.

demandes d'emploi demandes d'emploi

**ENGLISH SPEAKING FRENCHMAN 46.**  
Very well experienced in all parts of Building  
and Development Business with many acquaintances  
in France and C.E.E.  
Not a Salesman but a thoughtful leader able to  
analyse, decide objectives and put on forward.  
With a good knowledge of international contacts  
and a good command of English and French.  
Sends for a top management job in Paris or  
anywhere not below 150,000 F. per year.  
Ecrire n° 416, « le Monde » Publié.  
5, rue des Italiens, 75001 Paris (P).

**DEPARTEMENT MARKETING**  
JEUNE CADRE (25 ans)  
Licence Gestion + E.C.  
Nombreux stages dans des états-unis  
poste Assistant Chef de Produits  
Travaux de terrain.  
Ecrire (S) Lefebvre, 4, place de la Madeleine,  
75000 Paris, qui transmettra.

**UN HOMME D'ANALYSE ET DE SYNTHÈSE**  
qui s'est fait tout seul en travaillant tous les  
jours à l'entreprise depuis le porte-porte  
jusqu'à la direction Générale.  
Bonne à la gestion prévisionnelle et connaît  
les contacts français et internationaux au plus haut  
niveau, d'un leader capable d'entreprendre,  
de l'élaboration et du contrôle de la stratégie.  
Ecrire n° 417, « le Monde » Publié.  
5, rue des Italiens - 75001 Paris (P).

**CAHIER COMMERCIAL**  
N° 418, « le Monde » Publié.  
5, rue des Italiens - 75001 Paris (P).

**CAHIER COMMERCIAL**  
N° 419, « le Monde » Publié.  
5, rue des Italiens - 75001 Paris (P).

**CAHIER COMMERCIAL**  
N° 420, « le Monde » Publié.  
5, rue des Italiens - 75001 Paris (P).

**CAHIER COMMERCIAL**  
N° 421, « le Monde » Publié.  
5, rue des Italiens - 75001 Paris (P).

**CAHIER COMMERCIAL**  
N° 422, « le Monde » Publié.  
5, rue des Italiens - 75001 Paris (P).

**CAHIER COMMERCIAL**  
N° 423, « le Monde » Publié.  
5, rue des Italiens - 75001 Paris (P).

**CAHIER COMMERCIAL**  
N° 424, « le Monde » Publié.  
5, rue des Italiens - 75001 Paris (P).

**CAHIER COMMERCIAL**  
N° 425, « le Monde » Publié.  
5, rue des Italiens - 75001 Paris (P).

**CAHIER COMMERCIAL**  
N° 426, « le Monde » Publié.  
5, rue des Italiens - 75001 Paris (P).

**CAHIER COMMERCIAL**  
N° 427, « le Monde » Publié.  
5, rue des Italiens - 75001 Paris (P).

**CAHIER COMMERCIAL**  
N° 428, « le Monde » Publié.  
5, rue des Italiens - 75001 Paris (P).

**CAHIER COMMERCIAL**  
N° 429, « le Monde » Publié.  
5, rue des Italiens - 75001 Paris (P).

**CAHIER COMMERCIAL**  
N° 430, « le Monde » Publié.  
5, rue des Italiens - 75001 Paris (P).

**CAHIER COMMERCIAL**  
N° 431, « le Monde » Publié.  
5, rue des Italiens - 75001 Paris (P).

**CAHIER COMMERCIAL**  
N° 432, « le Monde » Publié.  
5, rue des Italiens - 75001 Paris (P).

**CAHIER COMMERCIAL**  
N° 433, « le Monde » Publié.  
5, rue des Italiens - 75001 Paris (P).

**CAHIER COMMERCIAL**  
N° 434, « le Monde » Publié.  
5, rue des Italiens - 75001 Paris (P).

**CAHIER COMMERCIAL**  
N° 435, « le Monde » Publié.  
5, rue des Italiens - 75001 Paris (P).

**CAHIER COMMERCIAL**  
N° 436, « le Monde » Publié.  
5, rue des Italiens - 75001 Paris (P).

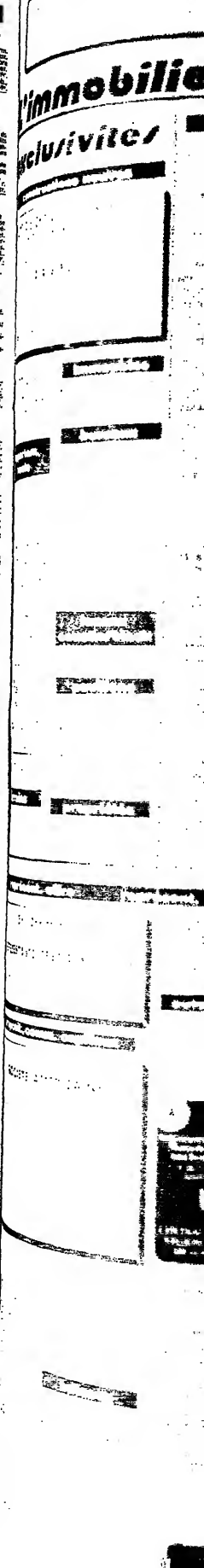
**CAHIER COMMERCIAL**  
N° 437, « le Monde » Publié.  
5, rue des Italiens - 75001 Paris (P).

**CAHIER COMMERCIAL**  
N° 438, « le Monde » Publié.  
5, rue des Italiens - 75001 Paris (P).

**CAHIER COMMERCIAL**  
N° 439, « le Monde » Publié.  
5, rue des Italiens - 75001 Paris (P).

**CAHIER COMMERCIAL**  
N° 440, « le Monde » Publié.  
5, rue des Italiens - 75001 Paris (P).

**CAHIER COMMERCIAL**  
N° 441, « le Monde » Publié.  
5, rue des Italiens - 75001 Paris (P).













## A PROPOS DE...

## L'EXEMPLE DES PAYS DE LA LOIRE

### Comités d'expansion et assemblées régionales

Les assemblées régionales des Pays de la Loire se sont réunies la semaine dernière à Angers, au lendemain de l'élection présidentielle. Au-delà des questions de personnes que pose la succession de M. Vincent Aeneque, député U.D.R. de la Vendée (sa «ommission comme ministre du commerce et de l'artisanat l'oblige à abandonner la présidence du conseil régional, ses réunions ont été l'occasion de soulever un débat fond plus général : quel rôle les comités d'expansion régionale ont-ils joué dans les courbes de croissance régionales, notamment pour le choix des investissements industriels ?

Les principes de décisions adoptées par le conseil régional des Pays de la Loire, au maître d'œuvre du développement économique, ont été largement inspirés par le comité d'expansion de Maine-et-Loire, dont le président, M. de Launay, est adjoint au maire d'Angers. M. Dupin avait recueilli plus de quatre-vingt suggestions de l'association, et avait fait l'analyse de la présence du conseil régional, qui devait finalement revenir à M. Vincent de Launay, président de la région. La plupart des élus locaux de la Loire qu'un incident e opposé à M. Lancel de Tinguy du Pouët, conseiller général et président du conseil régional, ont été convaincus de la nécessité d'une action dans le domaine de l'expansion, précisément, de la présence un peu trop « voyante » de la région, qui était le résultat d'une expansion dans les conditions de l'assemblée. Cet incident a été l'occasion pour M. de Launay de faire connaître à la région l'ignorance que le président de région joue inutile l'existence du comité d'expansion des Pays de la Loire, qui est le résultat du comité économique et social.

seut ceux de L'air-Allemaque  
 put enche à laher au Ange-  
 me. C'est l'ort de ménté  
 Angevins que revient le mérite  
 d'avoir fait voter par le conseil  
 régional un plan d'aide à l'in-  
 dustrialisation emièrement fondé  
 sur la promotion des emplois  
 qualifiés en zone rurale. En  
 gros, les 5 millions inscrits devien-  
 draient des 10 millions inscrits.

de M. Olivier Guichard, décoré libéré de sa fonction gouvernementale. Le conseil régional a été élu le 22 mars d'un tel favorable la candidature d'un homme dont le prestige est grand dans la région, et qui a été élu à la tête de l'assemblée régionale. Les élus de base de l'U.D.R. présentent l'ancien ministre de l'aménagement du territoire de reconquête son siège. Le conseil régional d'entre eux voudrait attirer M. Guichard vers le maître de Nantes, où M. André Horriche cherche en vain à succéder.

MARCEL RIOU.

### Le congrès de Civitas Nostra

## La sauvegarde des centres anciens n'est plus un « caprice culturel »

« La politique des centres antiques n'est plus une simple solde qu'il y a dit eux... Leur protection n'est plus un caprice colonial mais le point de départ d'un aménagement urbain », a déclaré dimanche 3 juin à Lyon, Jean Baudouin, directeur de l'architecture dans l'ancien ministère des affaires culturelles, venu à presque à titre personnel à un congrès de Cités Nouvelles.

L'urbanisme contemporain au lieu de l'enfermer dans la défense des « vieilles pierres », montrent que les associations peuvent être le relais de l'action trop lente et trop mesquine des pouvoirs publics.

**A Rouen**

Cette fédération internationale d'associations (France, Belgique, Suisse, Tunisie, Liban, Tchecoslovaquie) fête à Lyon un double anniversaire : le sien et celui de la création du premier secteur sauvegardé de France.

Pendant deux jours, les délégués de quarante-sept villes ont été les responsables de diverses sections : économique, sociale, culturelle, opérationnelle et financière. Ils ont travaillé à la mise au point de programmes en vue de la réhabilitation des villes, de la construction de logements anciens, de l'œuvre publique, de la transformation des services sociaux, de la formation des techniciens et des ouvriers, de la régénération industrielle. Ils ont aussi travaillé à la mise au point d'une méthode organisationnelle des habitants, à la mise au point des programmes des services sociaux, à la mise au point des programmes des services sociaux, à la mise au point des programmes des services sociaux.

[illegible]

(1) Hôtel des sociétés savantes, 180, rue de la Harpe, 75 - Rouen.

## UNE ASSOCIATION VEUT ACHETER UN HOTEL DU DIX-HUITIÈME SIÈCLE POUR EMPÊCHER SA DÉMOLITION

AO Ueu de « pleurer sur leurs ruines et de regarder des gravures antiques », les Amis des monuments romains (1) ont entrepris de sauver l'hôtel Caillot de Cognacemont, place Saint-Godard, promis à la démolition. « A Colmar, les habitants se sont couchés devant les murs, nous vous offrons ou moyeu moins dangereux d'éviter le massacre de votre cité », disent ses animateurs, qui lancent une « offre publique

Le promoteur veut construire deux immeubles à la place de cet édifice du dix-huitième siècle occupé jusqu'en 1967 par une institution religieuse. Mais mal fiché à ce projet, l'association doit rendre, sur deux semaines, les fonds nécessaires à l'achat de l'édifice (environ 300 000 F), puis, en un an, les 1 000 000 F qui couvriront sa restauration. Les souscripteurs sont invités à s'engager, avant le 18 juin prochain, pour une ou plusieurs parts de 1 000 F. Leur prêt sera remboursé par la vente de l'édifice et remboursé dès que possible, dans un délai estimé à vingt mois.

Si les Amis des monuments rouennais parviennent à réunir les fonds et à acheter l'hôtel, l'ensemble sera divisé en appartements (de 3 à 30 m<sup>2</sup>) qui seront vendus en priorité aux souscripteurs qui le souhaitent.

L'initiative est exemplaire : pour la première fois, une association de défense lutte contre un projet avec les moyens qu'elle se crée : le système économique actuel au lieu de se burler devant les bulldozers.

(1) Hôtel des sociétés savantes,  
180, rue Beauroisins. 75 - Rouen.

## PROTECTION DU RIVAGE MARITIME et publicité des permis de construire

## Deux tests pour le nouveau ministère

Le comité de la charte de la nature, qui groupe depuis deux ans les vingt-deux plus importantes associations nationales de défense de l'environnement, s'est réuni le 1<sup>er</sup> juin pour examiner la situation nouvelle, née de la création d'un ministère de la qualité de la vie, et définir sa position.

Le comité, en cours de la campagne présidentielle, avait soumis aux candidats un questionnaire en dix points, qui avait reçu, en particulier de M. Gérard d'Estaing, des réponses considérées comme « positives ». Quelle va être maintenant son action ? M. René Richard, l'un de ses fondateurs, ancien vice-président du Conseil économique et social, président de l'Union des associations de délégués de la Côte d'Azur, a répondu à nos questions.

— Il semble y avoir du changement par rapport à l'ancien conseil d'administration. Mais qu'est-ce que la qualité de la vie ? C'est le niveau de vie plus celui de la vie plus la qualité du cadre de vie. Si on pose cette équation il est manifeste qu'il y a beaucoup de choses à faire. On ne pourra assumer l'ensemble de

[illegible]

● Le choix de M. Jarrot nous apparaît-il comme un indice favorable d'une réelle volonté de changement ?

— Nous avons, comme toujours, 5.11 débuté un métier favorable.

● **Le rattachement des loisirs et de la jeunesse à la qualité de la vie vous satisfait-il ?**

— Il est au moins logique. Environnement, tourisme et sport sont des domaines complémentaires. Cela pourrait être efficace à condition qu'il y ait des spécialistes d'Etat spécialisés pour chaque domaine.

● **Cette campagne avait-elle pour but de provoquer un sein même de votre comité des prises de conscience ?**

— C'est une question de méthode. Nous ne refusons à mener toute opération parisienne. Ce qui compte, à nos yeux, c'est ce que fera le ministre, la manière dont il tiendra les promesses faites par le président de la République lors de la campagne.

● **Qu'attendez-vous du nouveau ministère ?** — Que, dans sa mission générale, il s'inspire de la diffusion de la culture, de la formation des esprits, de la formation des consciences, de la formation des caractères.

# Epargne.

## Entre un bon à intérêt et un portefeuille de titres faut-il choisir aujourd'hui?

En cette période d'incertitude, il ne suffit plus de placer ses fonds. Il faut être bien conseillé pour trouver des solutions originales permettant de préserver son pouvoir d'achat.

Au CIC, Crédit Industriel et Commercial, comme dans toutes les banques du Groupe CIC, existe un Service Epargne-Conseil. C'est un service spécialement conçu pour vous aider à trouver les placements les mieux adaptés à vos besoins, vos projets, vos intérêts.

Et pas seulement les comptes d'épargne sur livret, bons

à intérêts, bons d'épargne, comptes et plans d'épargne-logement que d'autres banques peuvent également vous proposer.  
Car nous pouvons aussi vous parler de parts de forêts,

de sicaï-pierre, de portefeuilles de titres japonais... selon vos moyens et vos disponibilités.

Et c'est là que le conseil prend toute son importance.

Vous trouverez dans toutes nos agences un spécialiste  
de l'Epargne-Conseil.  
Venez le voir. C'est vraiment le moment.

**CIC**  
Industriel et Commercial

Si vous désirez en savoir plus sur l'Épargne-Conseil, adressez-vous à notre agence la plus proche.

Le responsable de l'Épargne-Conseil répondra à toutes vos questions et vous remettra gratuitement une brochure présentant en détail les différentes formules de placement répondant à vos problèmes particuliers.



## Epargne-Conseil

**Il n'a jamais été aussi nécessaire d'être bien conseillé.**

● **RECTIFICATIF.** — Le comité de la charte de la nature n'avait pas, comme nous l'avions indiqué par erreur, l'organisateur de la réunion tenu le 14 mai entre les deux tours de l'élection présidentielle et où étaient conviés deux élus parisiens représentant MM. Giscard d'Estaing et Mitterrand (le Monde du 16 mai). Cette opération avait été montée par soixante et une associations de défense de la région parisienne, dont l'objectif était la campagne électorale pour interroger les porte-parole des deux candidats.

**LES ASSISES DU MOUVEMENT ÉCOLOGIQUE LES 15 ET 16 JUIN** Le Mouvement écologique, qui regroupe lors des élections présidentielles autour de la candidature de René Dumont, se réunira les 15 et 16 juin à Montargis pour des manifestations contre une « convention » se faisant entre le gouvernement des Jeunes travailleurs de Montargis, Service central de la jeunesse, et les principales associations écologiques des comités de soutien qui ont soutenu la candidature de René Dumont. Le Service central est devenu centre de coordination, débattait des aspects techniques de la campagne, du mouvement et de la structure à lui donner. Le dimanche 16 juin, il accueillera des militants de l'écologie se réunissant à 20 kilomètres de Montargis, en un vaste « forum » en plein air.

● **PLUSIEURS TONNES DE** TRUITES ONT ÉTÉ ARRÊTÉES dans la pisciculture du moulin de Nachaudon à La Chapelle-Aubareil (Dordogne), le 10 mai dernier. Les truites, âgées de deux ans, sont issues des eaux de la Grande-Besne, ruisseau affluent de la Vézère. Selon les estimations du propriétaire, M. Jacques Sighele, on compte quelque 1.000 lots de truites reproductrices (larve et ar-ao-cé) ainsi que quatre-vingt mille truitelles âgées de plusieurs semaines. Les bonnes à la commercialisation ont été détruites. En raison de l'absence d'usines dans les environs, les truites ont été simplement pas la tête de l'acte criminel, mais on pense aussi que les pluies d'orage auraient pu lessiver un champ situé en bordure de la rivière, et ainsi, criminellement traité... (Corresp.)



1



# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## A L'ÉTRANGER

### Deux banques américaines réduisent leur « prime rate »

New-York (A.F.P.). — Deux banques américaines ont décidé de réduire — légèrement — leur taux d'intérêt privilégié (« prime rate »). Le First National Bank de Chicago a décidé de ramener, à partir de mardi 4 mai, son taux de base de 11,75 % à 11,50 %. De même, la South West Bank de Saint-Louis a réduit le sien à 11,25 %.

Cette baisse, la première intervenue depuis trois mois dans ce secteur aux États-Unis, pourrait indiquer un assouplissement, non un déclin des taux d'intérêt à court terme. Les banques américaines ont gardé, depuis deux semaines, leur « prime rate » au niveau record de 11,50-11,75 %, à la suite de toutes une série de hausses depuis le début mars. Il semble que le mouvement

de hausse ait été quelque peu modéré la semaine dernière par la réserve fédérale américaine, en dépit du fait qu'elle obéissait à des demandes de prêts de la part des entreprises.

Toutefois, les milieux financiers américains ne paraissent pas convaincus d'un prochain renversement de tendance. En fait, il est encore trop tôt pour prédire une baisse des taux d'intérêt à court terme aux États-Unis. Tout dépendra de la politique menée par l'administration vis-à-vis du crédit et des résultats qu'elle en tirera. La lutte contre l'inflation, à cet égard, M. Kennedy Bush, le « coordinateur » industriel nommé la semaine dernière par le président Nixon, a indiqué son intention de poursuivre la politique de restriction budgétaire et monétaire suivie jusqu'à présent.

### LES INVESTISSEMENTS BRITANNIQUES SÉRAIENT EN FORTE RÉDUCTION

London (A.F.P.). — Une réduction des investissements, qui pourrait être la plus forte depuis dix ans, a été l'année exceptionnellement mauvaise

## EUROPE

### A Dakar

LES QUARANTE-QUATRE FUTURS ASSOCIÉS DU MARCHÉ COMMUN METTENT AU POINT LEURS DOSSIERS DE NÉGOCIATION AVEC LES NEUF.

Dakar (A.F.P.). — Les quarante-quatre pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, qui ont rejoint au point, au cours d'une conférence ministérielle qui s'ouvre ce mardi 4 juin à Dakar, leur dossier d'association avec la C.E.E. Les négociations ont commencé depuis plusieurs mois, mais c'est la convention de l'Europe, qui les dix-neuf États africains, des Caraïbes et du Pacifique, pour le 1<sup>er</sup> janvier 1975.

Pour que la nouvelle convention puisse entrer en vigueur, il faudrait que les négociations aient été terminées au plus tard en septembre. Jusqu'à présent, pour des raisons de confidentialité, les trois parties présentes des pourparlers Europe-A.C.P., l'Afrique, les Caraïbes, le Pacifique, ont été abstenues : ressources du prochain Fonds européen de développement ; moyens de stabiliser les recettes d'exportation de ces pays ; les relations des échanges commerciaux avec les Neuf.

Les Quarante-quatre comprennent trente-sept pays africains, cinq pays des Caraïbes (Barbade, Bahamas, Guyane, Jamaïque, Trinidad et Tobago) et deux pays du Pacifique (Samoa occidentale et Tonga). Leur conférence ministérielle sera suivie à Mogadiscio, le 12 juin, par la réunion du prochain sommet de l'O.C.A. (Organisation de l'unité africaine), d'une réunion au niveau des chefs d'État.

### LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVIS

	Dollars	Deutschmarks	Francs suisses
48 heures	11 1/2	8 3/4	6 1/2
1 mois	11 1/2	8 3/4	6 1/2
3 mois	11 3/4	8 3/4	6 1/2
6 mois	11 3/4	8 3/4	6 1/2

### INVESTIR OU LOUER

ENTREPRENEURS A GENNEVILLIERS

Le meilleur emplacement.

Sur l'Avenue Louis Roche.

entière principauté de Gennevilliers, au cœur de la zone d'activités, sera éditée la Centre de Distribution de Gennevilliers.

30.000 m<sup>2</sup> d'entrepôts aménagés, reliés SNCF, avec bureaux administratifs et parkings.

Cet ensemble est accessible ou louable en totalité ou par lots. Livraison début 1975.

GIM Engineering et Commercialisation

12 rue de la République 92012 Fontenay-sous-Bois

Tél. 340.31.03 Telex: GIM 68.320 F

Appelons V. A. 00 203 Numéro de consultation 340.31.03

Gennevilliers

## COLLOQUES ET CONGRÈS

### Le Bureau international du travail étudie le sort des travailleurs migrants et les conséquences de la crise de l'énergie sur le tiers-monde

De notre correspondant

Genève. — Le cinquante-neuvième session de la Conférence internationale du travail s'ouvre ce mercredi 5 juin à Genève et se prolongera jusqu'au 26 juin.

Les besoins les plus urgents des travailleurs migrants et des agriculteurs tiendront une place prépondérante dans les débats.

Dans son rapport introductif, le président du B.I.T., directeur général du B.I.T., déclare que le tiers-monde sera le premier à subir les conséquences à long terme de la crise de l'énergie.

La nouvelle politique des pays industrialisés, qui favorise l'exportation de biens et de services, mais qui limite l'importation de produits agricoles et de matières premières, pourrait être une source de tensions.

### HONORAIRES MÉDICAUX

Dans les Yvelines

### DES MÉDECINS HAUSSENT LE TON ET LES TARIFS

Les médecins des Yvelines sont prêts à former leurs cabinets si la Caisse primaire d'assurance-maladie de la région parisienne leur propose de leur verser des honoraires médicaux.

La Caisse a réagi de façon négative à ces propositions. Les médecins ont répliqué qu'ils ne pouvaient pas accepter de travailler pour un salaire inférieur à celui des autres professions libérales.

La Caisse a répliqué que les honoraires médicaux ne sont pas une question de salaire, mais de reconnaissance de la valeur de la profession médicale.

La Caisse a répliqué que les honoraires médicaux ne sont pas une question de salaire, mais de reconnaissance de la valeur de la profession médicale.

### AUTOMOBILE

### LES IMMATRICULATIONS DE VOITURES ONT BAISSE DE 45 % AU JAPON EN MAI

Tokyo (A.F.P.). — Les immatriculations d'automobiles ont baissé de 45 % en mai de mai par rapport au même mois de 1973, indiquent les chiffres de l'industrie automobile japonaise.

Les sociétés les plus touchées sont les constructeurs japonais Toyota, Nissan, Honda, Mazda, Subaru et Mitsubishi.

On explique cette récession, depuis décembre dernier, par deux facteurs : le manque de confiance des consommateurs et le manque de confiance des investisseurs.

catégoriques pour les pays qui, déjà défavorisés sur le plan économique, ne possèdent ni réserves de pétrole ni matières premières. La hausse du prix de l'énergie importée risquerait de rendre caduque l'aide étrangère et de compromettre de manière dramatique le progrès, ajoute M. Blanchard.

ISABELLE VICHNIAC.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### CRÉDIT MOBILIER INDUSTRIEL « SOVAC »

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires du Crédit Mobilier Industriel SOVAC s'est réunie le 28 mai 1974, sous la présidence de M. Jean Chastanier, président du conseil d'administration.

La fusion du Crédit Mobilier Industriel SOVAC, avec la Société SOVAPRANCE, a été approuvée par les actionnaires.

La fusion du Crédit Mobilier Industriel SOVAC, avec la Société SOVAPRANCE, a été approuvée par les actionnaires.

### COMPAGNIE PARISIENNE DE RECOMPTÉ

Compte tenu des résultats décevants constatés au cours de l'exercice 1973, le conseil d'administration de la Compagnie Parisienne de Rechange a décidé de proposer aux actionnaires une réduction de 25 % du dividende distribué.

Le conseil d'administration de la Compagnie Parisienne de Rechange a décidé de proposer aux actionnaires une réduction de 25 % du dividende distribué.

Le conseil d'administration de la Compagnie Parisienne de Rechange a décidé de proposer aux actionnaires une réduction de 25 % du dividende distribué.

### SOCIÉTÉ FRANÇAISE DES PÉTROLES BP

L'assemblée générale ordinaire tenue le 28 mai 1974, sous la présidence de M. Jean Chastanier, président du conseil d'administration, a approuvé les comptes de l'exercice 1973.

L'assemblée générale ordinaire tenue le 28 mai 1974, sous la présidence de M. Jean Chastanier, président du conseil d'administration, a approuvé les comptes de l'exercice 1973.

L'assemblée générale ordinaire tenue le 28 mai 1974, sous la présidence de M. Jean Chastanier, président du conseil d'administration, a approuvé les comptes de l'exercice 1973.

### CONSTRUCTIONS MÉTALLIQUES DE PROVENCE (C.M.P.)

Les actionnaires de la société ont convenu, en assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 5 juin 1974, de la fusion de la C.M.P. avec la Société SOVAPRANCE.

Les actionnaires de la société ont convenu, en assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 5 juin 1974, de la fusion de la C.M.P. avec la Société SOVAPRANCE.

Les actionnaires de la société ont convenu, en assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 5 juin 1974, de la fusion de la C.M.P. avec la Société SOVAPRANCE.

### BANQUE DE LA HENIN

L'assemblée ordinaire, réunie le 28 mai 1974, a approuvé le bilan et les comptes de l'exercice 1973.











